RECUEIL DES CCT RELATIVES AUX PRIMES DE FIN D'ANNEE, ALLOCATIONS DE FIN D'ANNEE ET PRIMES D'ATTRACTIVITE DANS LES SECTEURS FASS :

1. CP 332 2
   - Secteurs de la CP 332 dependant de la cocof 3
   - Secteurs de la CP 332 dependant de la region wallonne 14
   - Services sos enfants de la CP 332 et dependant de la federation wallonie-bruxelles 28
   - Services d'aide aux justiciables et espaces-rencontres ex-cocof de la CP 332 35
   - Services d'aide aux justiciables et espaces-rencontres ex-region wallonne de la CP 332 42
2. CP 330 50
   - Commun a la CP 330 : leasing velo 51
   - Maisons medicales wallonnes la CP 330 10
   - Maisons medicales bruxelloises de la CP 330 87
   - Secteurs regionalises de la CP 330 dependant de la region wallonne 101
   - Secteurs regionalises de la CP 330 dependant de la cocom 139
   - Secteurs ambulatoires de la CP 330 dependant de la cocof ou de la cocom 163
   - Plateformes de soins palliatifs de la CP 330 dependant de la region wallonne 174

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

1. CP 332

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

SECTEURS DE LA CP 332 DEPENDANT DE LA COCOF

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

DIRECTION GÉNÉRALE RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL
Direction du Greffe

Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
ALGEMENE DIRECTIE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN
Directie van de Griffie

ERRATUM

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

CCT n° 156008/CO/332
du 29/11/2019

Correction du texte néerlandais :

- L'article 3 doit être corrigé comme suit : « Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~ **twee forfaitaire gedeelten**, verhoogd met een variabel gedeelte ».

Correction dans le texte français :

- A l'article 9 « Commission paritaire des services de santé » doit être remplacé par « **Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé** ».

Correction dans le texte néerlandais :

- A l'article 9 « Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten » doit être remplacé par « **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector** ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector

CAO nr. 156008/CO/332
van 29/11/2019

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 3 moet als volgt verbeterd worden : « Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~ **twee forfaitaire gedeelten**, verhoogd met een variabel gedeelte ».

Verbetering in de Franstalige tekst :

- In artikel 9 moet « Commission paritaire des services de santé » vervangen worden door « **Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé** ».

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 9 moet « Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten » vervangen worden door « **Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector** ».

Beslissing van

30 -04- 2020

Neerlegging-Dépôt: 04/12/2019
Regist.-Enregistr.: 17/12/2019
N°: 156008/CO/332

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone
de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 29 novembre 2019 abrogeant et remplaçant pour son champ d'application la convention collective de travail du 28 février 2001 (57.821/CO/ 30502) portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles.

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des centres d'action sociale globale, des centres de planning familial, des centres de coordination de soins et services à domicile, des services de santé mentale, des centres d'accueil téléphonique, des services actifs en matière de toxicomanie et autres services ambulatoires qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2019 et les années suivantes.

Article 3

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose de deux parties forfaitaires, majorée d'une partie variable.

1) Une partie forfaitaire indexée composée de deux montants :

- un premier montant est calculé depuis 2001 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987.
- un deuxième montant forfaitaire de 340 €. Ce montant correspond à l'indice- pivot 105,10 (base 2013 = 100), pourcentage de liquidation 1,3728. Il est le montant de référence pour 2019 et sera indexé pour la première fois en 2020. Ce montant a été convenu dans le cadre du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune.

Ces montants de la partie forfaitaire de l'année considérée sont obtenus en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'indice de santé lissé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2) Une partie forfaitaire non indexée de 161, 40€

3) Une partie variable qui s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.
Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la

rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 4

§ 1 Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3.

Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2 Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3 Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 5

L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Article 6

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant.

Article 7

Les montants repris à l'art.3 1) et 3) de la présente convention collective de travail ne sont pas octroyés aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à ces deux montants cumulés.

Article 8

L'application de la présente Convention est conditionnée à l'exécution par la Commission Communautaire Française des engagements de financement repris dans le Protocole du 18 juillet 2018 dont question à l'art. 3.

Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 décembre 2019. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire ~~des services de santé.~~ pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Article 10

La présente convention collective de travail abroge et remplace pour son champ d'application la convention collective de travail du 28 février 2001 (57.821/CO/30502) portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles, reprise par la convention collective de travail particulière du 23 octobre 2007 (n°85891/CO/332).

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige
welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2019 tot opheffing en vervanging, wat het toepassingsgebied betreft, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 (57.821/CO/ 30502) betreffende de eindejaarstoelage voor de Brusselse ambulante sectoren.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de centra voor algemeen welzijnswerk, centra voor geboorteregeling, centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor teleonthaal, de actieve diensten inzake verslaving en andere ambulante diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidszorgsector en die zijn erkend en worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Artikel 2

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1 met betrekking tot de eindejaarsvergoeding en dat voor 2019 en de daarop volgende jaren.

Artikel 3

Het bedrag van de eindejaarsvergoeding bestaat uit ~~een forfaitair gedeelte~~ twee forfaitaire gedeelten, verhoogd met een variabel gedeelte.

1) Een geïndexeerd forfaitair gedeelte dat bestaat uit twee bedragen:

- een eerste bedrag wordt berekend sinds 2001 overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.
- Een tweede forfaitair bedrag van 340 €. Dit bedrag stemt overeen met de spilindex 105,10 (basis 2013=100), vereffeningspercentage 1,3728. Dit is het referentiebedrag voor 2019 en zal de eerste maal worden geïndexeerd in 2020. Dit bedrag werd overeengekomen in het kader van het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De bedragen van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt bekomen door het forfaitair gedeelte van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer van de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2) Een niet-geïndexeerd forfaitair gedeelte van 161,40€

3) Een variabel gedeelte dat 2,5% bedraagt van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar van uitbetaling, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 4

§ 1. Het totaalbedrag voor de berekening van de eindejaarsvergoeding wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent waarin hij volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties voltijds uitvoert, en die zijn volledig loon heeft of had ontvangen tijdens de referentieperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referentieperiode loopt van 1 januari tot 30 september inbegrepen van het in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de vergoeding toegekend volgens de bepalingen van artikel 3.

Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende regelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die betrekking hebben op de referentieperiode, in voege blijven.

Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de lopende maand.

§ 2. Wanneer de voltijdse werknemer niet kan genieten van het totale bedrag van de uitkering omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de vergoeding vastgelegd prorata de geleverde arbeidsprestaties of gelijkgesteld tijdens de referentieperiode.

§ 3. Het bedrag van de vergoeding voor de voltijdse werknemer wordt berekend prorata de duur van de geleverde arbeidsprestaties of gelijkgesteld tijdens de referentieperiode.

Artikel 5

De eindejaarsvergoeding wordt in een keer vereffend in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verliet.

Artikel 6

De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht in het kader van een studentenovereenkomst.

Artikel 7

De bedragen vermeld in art.3 1) en 3) van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden niet toegekend aan de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die minstens gelijkwaardig is aan deze twee gecumuleerde bedragen.

Artikel 8

De toepassing van deze Overeenkomst hangt af van de uitvoering door de Franse Gemeenschapscommissie van de financiële verbintenissen opgenomen in het Protocol van 18 juli 2018 dat wordt vermeld in art. 3.

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 december.2019 Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de ~~gezondheidsinrichtingen en -diensten.~~ Franstalige en Duitstalige en welzijns- en gezondheidssector.

Artikel 10

Deze collectieve arbeidsovereenkomst, heft, wat het toepassingsgebied betreft, de collectieve arbeidsovereenkomst op van 28 februari 2001 (57.821/CO/30502) betreffende de eindejaarstoelage voor de Brusselse ambulante sectoren, overgenomen door de bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 23 oktober 2007 (nr. 85891/CO/332) en vervangt ze.

Neerlegging-Dépôt: 14/01/2013
Regist.-Enregistr.: 01/02/2013
N°: 113227/CO/332

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE	PC 332 – PARITAIR COMITÉ VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJNS- EN GEZONDHEIDSSECTOR
Convention collective de travail à durée indéterminée du 17 décembre 2012 relative à la transposition de la mesure Eco-chèques en prime annuelle.	**Collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur van 17 december 2012 betreffende de omzetting van de maatregel inzake ecocheques in een jaarlijkse premie**
***CHAPITRE Ier** : Champ d'application*	*HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied*
Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des secteurs de l'ambulatoire - CP 332, subventionnés par la Commission communautaire française La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements du secteur francophone de l'aide sociale et des soins de santé (L'établissement ambulatoire est soit un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, un centre d'action sociale globale, un centre de planning familial, un service de médiation de dettes, un service d'aide aux justiciables, un service « Espaces-Rencontres », un centre de coordination de soins et services à domicile, un centre d'accueil téléphonique) dépendant de la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.	Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de sectoren van de ambulante zorg, PC 332, die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de instellingen van de Franstalige sector van de welzijns- en gezondheidszorg (de ambulante instelling is een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst die actief is inzake verslavingen, een centrum voor algemene welzijnszorg, een centrum voor gezinsplanning, een schuldbemiddelingsdienst, een dienst voor hulp aan justiciabelen, een dienst «Espaces-Rencontres», een coördinatiecentrum voor thuisverzorging en -diensten, een tele-onthaalcentrum) die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
Art. 2. Par « travailleurs » on entend : – Les ouvrières et ouvriers, – Les employées et employés.	Artikel 2. Onder «werknemers» wordt verstaan: – de arbeidsters en arbeiders; – de vrouwelijke en mannelijke bedienden.
***CHAPITRE II :** Conditions de rémunération*	HOOFDSTUK II - Loonvoorwaarden
Art. 3. En vertu de l'avenant à l'accord du Non-Marchand conclu entre le Collège de la Cocof et les partenaires sociaux du 01/10/2012 : La mesure « Eco-chèques » de l'Accord non-marchand 2010 est dès à présent supprimée et remplacée par une autre mesure visant à améliorer le pouvoir d'achat dans un contexte où le coût de la vie à Bruxelles est élevé. Dès 2012, et pour la première fois en ce qui concerne l'année de référence 2012, une	Artikel 3. Krachtens het Akkoord voor de Non-Profitsector van 1/10/2012 dat tussen het College van de FGC en de sociale partners werd gesloten: wordt de maatregel «Ecocheques» uit het Akkoord voor de Non-Profitsector van 2010 vanaf heden opgeheven en vervangen door een andere maatregel met de bedoeling de koopkracht te verbeteren in een kader waarin de kosten voor levensonderhoud in Brussel hoog liggen.

prime exceptionnelle sera versée à chaque travailleur occupé à temps plein pour un montant brut de 49€. Sauf dispositions ultérieures, ce montant n'est pas sujet à indexation. Cette prime exceptionnelle sera versée à l'occasion du paiement de la prime de fin d'année. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant la totalité de la période de référence, le montant de la prime exceptionnelle est calculé au prorata de leurs prestations.	Vanaf 2012, en voor de eerste maal met betrekking tot het refertejaar 2012, wordt een uitzonderlijke premie uitbetaald aan elke voltijds tewerkgestelde werknemer voor een brutobedrag van 49 €. Behoudens latere bepalingen is dat bedrag niet onderworpen aan indexaanpassingen. Die uitzonderlijke premie zal uitbetaald wordt samen met de eindejaarspremie. Voor de deeltijds tewerkgestelde werknemers of voor hen die niet de hele referteperiode hebben gewerkt, wordt het bedrag van de uitzonderlijke premie berekend in verhouding tot hun arbeidsprestaties.
Art. 4 En cas de suspension du contrat de travail pendant l'année civile concernée, sont assimilés à des prestations : – les jours pour lesquels les travailleurs ont perçu une rémunération ou [les jours pour lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail] – Les jours de congé de maternité visés à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971. – Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 12 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle – Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 13 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.	Artikel 4. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst in de loop van het betrokken kalenderjaar worden met arbeidsprestaties gelijkgesteld: – de dagen waarvoor de werknemers een loon hebben ontvangen of [de dagen waarvoor het arbeidscontract werd opgeschort krachtens artikel 28, 1° van de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978]; – de dagen moederschapsverlof als bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971; – de dagen arbeidsongeschiktheid die worden gedekt door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 bis van 26 februari 1979 tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan de werklieden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten; – de dagen arbeidsongeschiktheid die gedekt worden door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 bis van 26 februari 1979 tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan sommige bedienden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978

	betreffende de arbeidsovereenkomsten.
CHAPITRE III : *Dispositions finales*	HOOFDSTUK III - Slotbepalingen
Art.5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 22 novembre 2012. Elle est conclue à durée indéterminée et pourra être dénoncée par une des parties signataires moyennant un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire.	Artikel 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 22 november 2012. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur en kan door elk van de partijen worden opgezegd mits naleving van een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven meegedeeld aan de voorzitter van het Paritair Comité.

SECTEURS DE LA CP 332 DEPENDANT DE LA REGION WALLONNE

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Neerlegging-Dépôt: 17/03/2022
Regist.-Enregistr.: 17/06/2022
N°: 173460/CO/332

Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé - CP 332

Convention collective de travail du 25 février 2022 relative à l'octroi de la prime de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne

Chapitre I : Champ d'application

Article 1er

§1. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des centres de coordination de soins et services à domicile, des centres de service social, des services d'insertion sociale, des services de médiation de dettes, des centres et services de promotion de la santé, des réseaux et associations d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, des centres de télé-accueil, des centres de planning et de consultation familiale et conjugale, des services de santé mentale et autres services d'aide sociale et de santé qui ressortissent à la Commission paritaire 332 pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont subventionnés par la Région wallonne.

§2. Par « travailleurs », on entend le personnel ouvrier et employé, tant féminin que masculin.

§3. La présente convention collective de travail donne exécution à l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 26 mai 2021, dont découle le protocole d'accord conclu le 25 février 2022 entre les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 annexé à la présente convention. Les montants repris dans cette convention collective incluent également les montants issus des accords tripartites précédents du secteur non-marchand wallon.

Chapitre II : Montants et modes de calcul

Article 2

§1. Les centres de coordination de soins et services à domicile, les centres de service social, les services d'insertion sociale, les services de médiation de dettes, les centres et services de promotion de la santé, les réseaux et associations d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, des centres de télé-accueil, les centres de planning et de consultation familiale et conjugale et autres services d'aide sociale et de santé qui ressortissent à la Commission paritaire 332 pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont subventionnés par la Région wallonne sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs composée d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

§2. A partir du 1er janvier 2022, la valeur de la partie forfaitaire est de 853,22 €, à l'exception des centres de télé-accueil et des centres de planning et de consultation familiale et conjugale pour lesquels la valeur de la partie forfaitaire est de 886,28 €.

§3. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication par douze de la rémunération brute barémique indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 3

§1. Les services de santé mentale sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs composée de la somme de deux parties forfaitaires, majorée de la somme de deux parties variables.

§2. A partir du 1er janvier 2022, la première partie forfaitaire issue des précédents accords du non-marchand est de 486,87 €, augmentée de la deuxième partie forfaitaire de 780,13 € prévue conformément aux dispositions de l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.

§3. Les deux parties variables sont prévues conformément aux dispositions de l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé. La 1ère partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication par douze de la rémunération brute barémique indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités. La 2ème partie variable s'élève à 7% de la rémunération mensuelle brute due pour le mois d'octobre, avec les deux corrections suivantes :

- elle est portée à 179,27 € (brut indexé au 1er janvier 2022) si le résultat du calcul est inférieur à ce montant ;
- elle est limitée à 358,53 € (brut indexé au 1er janvier 2022) si le résultat du calcul est supérieur à ce montant.

Chapitre III : Dispositions diverses

Article 4 - Liquidation

§1. La prime de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement. La première année considérée pour l'octroi des montant repris dans cette convention collective est l'année 2022.

§2. Les montants issus de l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 26 mai 2021 seront versés aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ et du SPW Intérieur et Action sociale permettant la liquidation aux services des financements nécessaires.

§3. Pour les secteurs des services de santé mentale, le versement aux travailleurs des montants fixes et variables relatifs aux dispositions prévues à l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé est conditionné au maintien de ces dispositions dans le CRWASS ainsi qu'à la liquidation effective des financements nécessaires par l'AVIQ aux employeurs concernés.

Article 5 - Proratisation

§1. La totalité du montant de cette prime est octroyée au travailleur lié par un contrat de travail comportant des prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

§2. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

§3. La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime octroyée conformément aux dispositions des articles 2 et 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§4. Lorsque le travailleur à temps-plein ne peut bénéficier du montant total de la prime parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§5. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps-partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 6 - Indexation

§1. Considérant la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi modifiant l'article 3bis de l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, les montants des parties forfaitaires des primes de fin d'année s'obtiennent en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant conformément à l'évolution de l'indice santé lissé selon le calcul suivant : partie forfaitaire de l'année précédente multipliée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée divisé par l'indice de santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente, arrondi à 4 décimales. Le calcul final est arrondi à 2 décimales.

§2. Les montants de référence repris dans cette convention sont indexés dès 2022 sur base du calcul de référence ci-dessus. L'indice de santé lissé d'octobre 2021 (année de base 2013) est de 110,53.

Article 7

La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave.

Article 8

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 9

La présente convention collective de travail remplace pour les champs d'application qui la concernent les CCT suivantes :

1. La convention collective de travail du 18 octobre 2019 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018 – 2020 (n° 155329/CO/332)
2. La convention collective de travail du 29 novembre 2019 modifiant la convention collective de travail du 18 octobre 2019 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018 – 2020 (n° 156009/CO/332)

Article 10

§1. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2022 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

§2. Elle peut être revue ou dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée à la poste, au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

§3. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

ANNEXE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU 25 FÉVRIER 2022 RELATIVE À L'OCTROI DE LA PRIME DE FIN D'ANNÉE AU PERSONNEL DES SECTEURS DÉPENDANT DE LA RÉGION WALLONNE

PROTOCOLE D'ACCORD DU 25 FÉVRIER 2022 RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DANS LE CADRE DES ANM RW 2021-2024

Dans le cadre des accords du secteur non-marchand de la région wallonne 2021-2024, les partenaires sociaux de la CP332 se sont accordés le 24 septembre 2021 sur trois mesures pour l'utilisation de l'enveloppe budgétaire. Celles-ci sont : la revalorisation salariale de l'ensemble du personnel, une harmonisation partielle des primes de fin d'année, et des réductions collectives du temps de travail pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus avec embauche compensatoire.

Concernant la revalorisation salariale applicable à l'ensemble du personnel :

En date du 25 février 2022, les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 ont signé une convention collective de travail augmentant les barèmes des travailleurs des secteurs wallons relevant de cette commission paritaire.

Les partenaires sociaux s'accordent sur le fait que cette augmentation barémique s'inscrit dans la trajectoire budgétaire des ANM wallons 2021-2024.

Afin d'en garder trace, les partenaires sociaux précisent que la revalorisation barémique vise à compenser un pourcentage du delta entre les barèmes applicables avant le 1er janvier 2022 dans la commission paritaire 332 pour les secteurs wallons et les barèmes IFIC applicables pour certains secteurs de la commission paritaire 330 compétente pour les institutions de soins. En effet, certaines fonctions étant assimilables, les partenaires sociaux ont eu la volonté de compenser cet écart afin de réduire la concurrence entre les secteurs relevant de la CP330 et de la CP332. L'objectif est également d'accomplir une première étape vers un futur passage au modèle salarial IFIC des secteurs wallons de la CP332, dès que des moyens budgétaires auront été débloqués par les autorités à cette fin.

De plus, les partenaires sociaux ont appliqué la progressivité dans cette augmentation afin de revaloriser davantage les salaires les plus bas.

Barèmes cibles IFIC utilisés pour définir la trajectoire budgétaire de chaque métier ainsi que le pourcentage du delta entre les barèmes CP332 et IFIC appliqués à chaque métier

Dénomination	Barème	Cible IFIC	% Delta
A. Personnel de statut « employé »			
Personnel de Direction			
Directeur – coordinateur	1/80	16	66,50%
Personnel administratif			
Licencié - Master	1/80	16	66,50%
Gradué - Bachelier	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Secrétaire de direction non gradué	1/39	13	26%
Rédacteur	1/50	12	36%
Commis	1/26	10	53%
Rédacteur comptable	1/31	13	21%
Personnel psycho – médico – social			
Licencié - Master	1/80	16	66,50%
Assistant Social en Chef	1/78s	15	35%
Infirmier en santé communautaire (« infirmier social »)	1/55 – 1/61 – 1/77 (+2ans)	15	18%
Gradué – Bachelier avec spécialisation (ex. spécialisé en psychiatrie)	1/55 – 1/61 – 1/77 (+2ans)	15	18%
Assistant Social	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Coordinateur de services et de soins à domicile	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Infirmier gradué	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Gradué, bachelier, conseiller conjugal, médiateur, accueillant, animateur ou compétences acquises pas l'expérience, et agréées comme telles par le pouvoir subsidiant	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Infirmier breveté	1/43 – 1/55	13	56%
Educateur classe II	1/43 – 1/55	13	56%
Assistant soins hospitaliers	1/40 – 1/57	12	59%
Aide-sanitaire	1/35	11	65%
Puériculteur	1/35	11	65%
Personnel logistique			
Agent gestionnaire technique	1/54	12	58%
B. Personnel de statut « ouvrier »			
Ouvrier non qualifié	1/12	4	63%
Ouvrier qualifié	1/22	8	95%
Ouvrier polyvalent	1/30	9	100%

Concernant l'harmonisation partielle des primes de fin d'année :

Au vu de la grande différence des montants des primes de fin d'année entre les sous-secteurs wallons de la commission paritaire 332, les partenaires sociaux ont signé une convention collective de travail, en date du 25 février 2022, harmonisant partiellement les montants de ces primes de fin d'année afin que ceux-ci atteignent au minimum le montant de la prime de fin d'année du secteur des centres de coordination (CCSSD). Pour les secteurs ayant déjà une prime de fin d'année égale ou supérieure à celle des CCSSD, il n'y a pas de revalorisation prévue (CPF, CCSSD, SSM, CTA) dans le cadre des accords non-marchands wallons 2021-2024.

Les partenaires sociaux s'accordent sur le fait que cette harmonisation s'inscrit dans la trajectoire budgétaire des ANM wallons 2021-2024.

Concernant la réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et embauche compensatoire pour les travailleurs en fin de carrière :

Les partenaires sociaux ont pour ambition d'atterrir sur un accord et de signer une CCT réduisant collectivement le temps de travail des travailleurs en fin de carrière. Cette mesure vise à réduire la pénibilité et à améliorer les conditions de travail.

Pour les centres de coordination, il est prévu de réduire le temps de travail hebdomadaire conventionnel à 32h à partir de 58 ans. Pour les autres secteurs wallons de la commission paritaire 332, il est prévu une réduction progressive du temps de travail hebdomadaire conventionnel à 36h à partir de 55 ans, à 34h à partir de 58 ans, et à 32h à partir de 60 ans.

La mesure prévoit que la réduction du temps de travail soit compensée par de l'embauche compensatoire permettant ainsi une continuité de l'aide actuellement proposée par le secteur ambulatoire tout en évitant que la charge de travail ne se reporte sur les autres travailleurs de l'institution.

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector - PC 332

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2022 betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest

Hoofdstuk I: Toepassingsgebied

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de centra voor maatschappelijk werk, de diensten voor sociale inschakeling, de diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid, de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, de centra voor tele-onthaal, de centra voor levens- en gezinsvragen, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en andere diensten voor sociale en gezondheidshulp die ressorteren onder het Paritair Comité 332 voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest.

§2. Onder "werknemers" verstaat men zowel de mannelijke als vrouwelijke arbeiders en bedienden.

§3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het intersectoraal tripartiete kaderakkoord van de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 26 mei 2021, dat heeft geresulteerd in het protocolakkoord van 25 februari 2022 tussen de sociale partners van paritair comité 332 dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd. De bedragen opgenomen in deze collectieve overeenkomst omvatten tevens de bedragen die voortvloeien uit de vorige tripartiete akkoorden van de Waalse non-profitsector.

Hoofdstuk II: Bedragen en wijze van berekening

Artikel 2

§1. De centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor maatschappelijk werk, de diensten voor sociale inschakeling, de diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid, de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, de centra voor teleonthaal, de centra voor levens- en gezinsvragen en andere diensten voor sociale en gezondheidshulp, die ressorteren onder het Paritair Comité 332 voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332 en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest, moeten aan hun werknemers een eindejaarspremie toekennen die bestaat uit een forfaitair gedeelte,verhoogd met een variabel gedeelte.

§2. Met ingang van 1 januari 2022, bedraagt de waarde van het forfaitair gedeelte 853,22 €, met uitzondering van de centra voor tele-onthaal en de centra voor gezinsplanning en de centra voor levens- en gezinsvragen waarvoor de waarde van het forfaitair gedeelte 886,28 € bedraagt.

§3. Het variabele gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betreffende jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 3.
§1. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers die bestaat uit de som van de twee forfaitaire gedeelten, verhoogd met de som van de twee variabele gedeelten.

§2. Met ingang van 1 januari 2022, bedraagt het eerste forfaitair gedeelte dat resulteert uit de vorige akkoorden van de non-profitsector 486,87 €, verhoogd met het tweede forfaitair gedeelte van 780,13 € vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1811 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

§3. De twee variabele gedeelten worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1811 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Het 1ste variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betreffende jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen. Het 2de variabel gedeelte bedraagt 7% van het bruto-maandloon dat verschuldigd is voor de maand oktober, met de twee volgende correcties:

- het wordt op 179,27 € gebracht (bruto geïndexeerd op 1 januari 2022) indien het resultaat van deze berekening lager is dan dit bedrag;
- het wordt begrensd op 358,53 € (bruto geïndexeerd op 1 januari 2022) indien het resultaat van deze berekening hoger is dan dit bedrag;

HOOFDSTUK III. - Diverse bepalingen

Artikel 4 - Uitbetaling
§1. De eindejaarspremie wordt uitbetaald in de loop van de maand december van het betreffende jaar of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat. Het eerste jaar dat in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de bedragen vermeld in deze collectieve overeenkomst is het jaar 2022.

§2. De bedragen die voortvloeien uit het intersectoraal tripartiete akkoord van de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 26 mei 2021 zullen aan de werknemers worden betaald, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij de AVIQ en bij de "SPW Intérieur et Action Sociale" die de mogelijkheid bieden de nodige financieringen aan de diensten te vereffenen.

§3. Voor de sectoren van de diensten van de geestelijke gezondheidszorg, hangt de betaling aan de werknemers van de vaste en variabele bedragen in verband met de bepalingen bedoeld in artikel 1811 van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid af van het behoud van deze bepalingen in de CRWASS alsook van de effectieve financiering door AVIQ aan de betreffende werknemers.

Artikel 5 - Proratisering
§1. Het totale bedrag van deze premie wordt toegekend aan de werknemer die verbonden is met een arbeidsovereenkomst die gelijkgestelde of effectieve prestaties inhoudt en die tijdens de volledige referteperiode zijn volledige loon heeft ontvangen.

§2. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

§3. De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het betreffende jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de premie toegekend volgens de bepalingen van de artikelen 2 en 3. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de maand.

§4. Wanneer de voltijdse werknemer geen recht heeft op het totale bedrag van de uitkering omdat hij werd aangeworven of omdat hij de instelling heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de premie vastgelegd in verhouding tot de duur van de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

§5. Het bedrag van de eindejaarspremie voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die de werknemer in de loop van de referteperiode heeft of zou hebben gepresteerd.

Artikel 6 - Indexering

§1. Gelet op de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid en tot wijziging van artikel 3bis van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, worden de bedragen van de forfaitaire delen van de eindejaarstoelagen bekomen door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert conform de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex berekend op de volgende wijze : Het forfaitaire gedeelte van het voorgaande jaar vermenigvuldigd met de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het betreffende jaar gedeeld door de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het jaar voordien, afgerond op 4 decimalen. De eindberekening wordt op 2 decimalen afgerond.

§2. De referentiebedragen opgenomen in deze overeenkomst worden geïndexeerd vanaf 2022 op basis van de bovenstaande referentieberekening. De afgevlakte gezondheidsindex oktober 2021 (basis 2013) is 110,53.

Artikel 7

De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen wegens dringende redenen.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarspremie genieten die minstens gelijkwaardig is aan diegene die is bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk IV: Slotbepalingen

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de volgende CAO's voor de toepassingsgebieden die er betrekking op hebben:

1. De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2019 betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest met uitvoering van het tripartiete akkoord voor de Waalse non-profitsector 2018-2020 (nr. 155329/CO/332)
2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2019 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2019 betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest met uitvoering van van het tripartiete akkoord voor de Waalse non-profitsector 2018 – 2020

Artikel 10

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 januari 2022 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

§2. Ze kan herzien of opgezegd worden door één van de ondertekenende partijen mits een opzeggingstermijn van 3 maanden per aangetekend schrijven wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

§3. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.

PC 332 - PARITAIR COMITE VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJNS- EN GEZONDHEIDSSECTOR

BIJLAGE VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 25 FEBRUARI 2022 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN EINDEJAARSPREMIE AAN HET PERSONEEL VAN DE SECTOREN DIE AFHANGEN VAN HET WAALS GEWEST

PROTOCOLAKKOORD VAN 25 FEBRUARI 2022 BETREFFENDE DE TENUITVOERLEGGING VAN DE MAATREGELEN IN HET KADER VAN DE NPA WG 2021-2024

In het kader van de akkoorden van de non-profitsector van het Waals Gewest 2021-2024, zijn de sociale partners van PC 332 het op 24 september 2021 eens geworden over drie maatregelen voor het gebruik van de begrotingsenveloppe. Het gaat om: de herwaardering van de lonen van alle personeelsleden, een gedeeltelijke harmonisering van de eindejaarspremie en collectieve verminderingen van de arbeidstijd voor de werknemers van 55 jaar en ouder met compenserende aanwervingen.

In verband met de herwaardering van de lonen die van toepassing is op alle personeelsleden:

op 25 februari 2022 hebben de sociale partners van het paritair comité 332 een collectieve arbeidsovereenkomst ondertekend tot verhoging van de barema's van de werknemers uit de Waalse sectoren die ressorteren onder dit paritair comité.

De sociale partners komen overeen dat deze harmonisering aansluit op het begrotingstraject van de Waalse NPA's 2021-2024.

Om in de toekomst nog te weten waarover het gaat, verduidelijken de sociale partners dat de herwaardering van de barema's tot doel heeft om een percentage te compenseren van de delta tussen de barema's die voor 1 januari 2022 van toepassing waren in het paritair comité 332 voor de Waalse sectoren en de IFIC barema's van toepassing voor bepaalde sectoren van het paritair comité 330 bevoegd voor de gezondheidsinrichtingen. Omdat bepaalde functies assimileerbaar zijn, wilden de sociale partners deze kloof compenseren om de concurrentie te verminderen tussen de sectoren die afhangen van PC 330 en PC 332. Het is ook de bedoeling om een eerste fase af te ronden in de richting van de toekomstige overstap naar het IFIC loonmodel van de Waalse sectoren van PC 332, zodra de overheden de budgettaire middelen hiertoe zullen vrijgemaakt hebben.

Bovendien hebben de sociale partners progressiviteit toegepast bij deze verhoging om vooral de laagste lonen te herwaarderen.

IFIC doelbarema's gebruikt om het begrotingstraject te bepalen van elke functie alsook het percentage van de delta tussen de barema's PC 332 en IFIC toegepast op elke functie

Benaming	Barema	Doelbarema IFIC	% Delta
A. Personeel met het statuut "bediende"			
Directiepersoneel			
Directeur - coördinator	1/80	16	66,50%
Administratief personeel			
Licentiaat - Master	1/80	16	66,50%
Gegradueerde - Bachelor	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Niet-gegradueerde directiesecretaris	1/39	13	26%
Opsteller	1/50	12	36%
Klerk	1/26	10	53%
Rekenplichtige opsteller	1/31	13	21%
Psychologisch, medisch en sociaal personeel			
Licentiaat - Master	1/80	16	66,50%
Hoofd sociaal assistent	1/78s	15	35%
Verpleegkundige communautaire gezondheid ("sociaal verpleger")	1/55 - 1/61 - 1/77 (+2jaar)	15	18%
Gegradueerde – Bachelor met specialisatie (bv. gespecialiseerd in psychiatrie)	1/55 - 1/61 - 1/77 (+2jaar)	15	18%
Sociaal assistent	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Coördinator van diensten en thuisverzorging	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gegradueerd verpleger	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gegradueerde, adviseur voor huwelijksproblemen, bemiddelaar, bachelor, onthaalpersoneel, animator of competenties verworven door ervaring en als zodanig erkend door de subsidiërende overheid	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gebrevetteerd verpleger	1/43 - 1/55	13	56%
Opvoeder Klasse II	1/43 - 1/55	13	56%
Verpleegassistent	1/40 -1/57	12	59%
Hulpverpleegkundige	1/35	11	65%
Kinderverzorger	1/35	11	65%
Logistiek personeel			
Technisch agent beheerder	1/54	12	58%
B. Personeel met het statuut "arbeider"			
Ongeschoold arbeider	1/12	4	63%
Geschoold arbeider	1/22	8	95%
Polyvalent arbeider	1/30	9	100%

Betreffende de gedeeltelijke harmonisering van de eindejaarspremie:

In het licht van het grote verschil in de bedragen van de eindejaarspremies tussen de Waalse subsectoren van paritair comité 332, ondertekenden de sociale partners op 25 februari 2022 een collectieve arbeidsovereenkomst, die de bedragen van deze premies gedeeltelijk harmoniseert, zodat ze minstens het bedrag van de eindejaarspremie voor de sector van de coördinatiecentra (CCSSD) bereiken. Voor de sectoren waar reeds een eindejaarspremie bestaat die gelijk is aan of hoger ligt dan die van de CCSSD, is er geen herwaardering gepland (CPF, CCSSD, SZ, CTA) in het kader van de Waalse non-profitakkoorden 2021-2024.

De sociale partners komen overeen dat deze harmonisering aansluit op het begrotingstraject van de Waalse NPA's.2021-2024.

In verband met de vermindering van de collectieve vermindering van de arbeidstijd met loonbehoud en de compenserende aanwerving voor de werknemers aan het einde van hun loopbaan:

De sociale partners willen een akkoord bereiken en een CAO ondertekenen betreffende een collectieve vermindering van de arbeidstijd van de werknemers aan het einde van hun loopbaan. Deze maatregel doelt op het verlichten van de zwaarte van het werk en het bevorderen van de arbeidsomstandigheden.

Voor de coördinatiecentra wordt voorzien in een vermindering van de wekelijkse conventionele arbeidstijd tot 32u vanaf 58 jaar. Voor de andere Waalse sectoren van paritair comité 332 is een geleidelijke vermindering van de wekelijkse conventionele arbeidstijd gepland tot 36 uur vanaf 55 jaar, tot 34 uur vanaf 58 jaar, en tot 32 uur vanaf 60 jaar.

De maatregel voorziet in de compensatie van de vermindering van de arbeidstijd door compenserende aanwervingen, waardoor de continuïteit van de momenteel door de ambulante sector geboden hulp wordt gewaarborgd en wordt voorkomen dat de werklast wordt verlegd naar andere werknemers van de instelling.

EQUIPES SOS ENFANTS DE LA CP 332 ET DEPENDANT DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

DIRECTION GÉNÉRALE RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL
Direction du Greffe

Federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg
ALGEMENE DIRECTIE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN
Directie van de Griffie

ERRATUM

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

CCT n° 133008/CO/332 du 18/02/2016

Correction du texte néerlandais :

- L'article 9, second alinéa doit être corrigé comme suit : "Zij kan door ~~beide~~ **elk der** partijen mits een opzegtermijn van drie maanden worden beëindigd per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité, die de overige partijen daarvan in kennis stelt."

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

CAO nr. 133008/CO/332 van 18/02/2016

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 9, tweede lid moet als volgt verbeterd worden : "Zij kan door ~~beide~~ **elk der** partijen mits een opzegtermijn van drie maanden worden beëindigd per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité, die de overige partijen daarvan in kennis stelt."

Beslissing van

08 -07- 2016

Neerlegging-Dépôt: 24/03/2016
Regist.-Enregistr.: 27/05/2016
N°: 133008/CO/332

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

Convention collective de travail du 18 mars 2016 relative à l'octroi d'une allocation de fin d'année au personnel des services « Equipes SOS-enfants ».

Préambule

La présente convention collective de travail confirme une pratique existante et la rend obligatoire.

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui, à la fois, ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et appartiennent au secteur « Equipes SOS enfants », visé par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des équipes SOS Enfants en application du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance.

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et employés, masculins et féminins.

Art.2. Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1 en matière d'allocation de fin d'année et ce, pour l'année 2016 et les années suivantes.

Art.3. Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

Art.4.
§ 1er. Considérant la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi modifiant l'article 3bis de l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, le montant de la partie forfaitaire s'obtient en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant conformément à l'évolution de l'indice santé lissé selon le calcul suivant :

Partie forfaitaire de l'année précédente multipliée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée divisé par l'indice de santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente, arrondi à 4 décimales. Le calcul final est arrondi à 2 décimales.

Pour l'année 2015, le montant de la partie forfaitaire s'élève à 363.72€

§ 2. La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute qui sert de base au calcul de la rémunération due pour le mois d'octobre de l'année prise en compte.

Art.5.

§ 1. Le montant total de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou avait bénéficié de son salaire complet pendant la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 4.

On entend par « mois » tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur à temps plein ne peut bénéficier du montant total de l'allocation parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail effectuées ou assimilées au cours de la période de référence.

Art.6.

L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

Art.7.

L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant.

Art.8. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année d'un montant supérieur ou égal à celui de l'allocation visée dans la présente convention.

A contrario, la présente convention collective s'applique aux travailleurs qui bénéficient d'une allocation de fin d'année dont le montant est inférieur à celui de l'allocation visée dans la présente convention mais seulement à concurrence de la différence de montant entre les deux allocations ; l'employeur versera dans ce cas au travailleur la différence de montant entre l'allocation dont il bénéficie et celui dont il aurait bénéficié via l'application de la présente convention collective.

Art.9. La présente Convention collective de travail entre en vigueur le 1 janvier 2016. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire qui en informe les autres parties.

PC 332 – PARITIAR COMITE VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJNS- EN GEZONDHEIDSSECTOR

Cao van 18 maart 2016 betreffende de toekenning van een eindejaarsuitkering voor het personeel van de diensten "Equipes SOS-enfants."

Preambule

Deze Cao bevestigt de bestaande praktijk en verklaart die algemeen verbindend.

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op werkgevers en werknemers die behoren, zowel tot het paritair comité voor de Franstalige en de Duitstalige welzijns- en gezondheidssector als tot de " Equipes SOS-enfants ", bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 14 juni 2004 betreffende de erkenning en subsidiëring van de " Equipes SOS-enfants" op grond van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan slachtoffers van kindermishandeling.
Met "werknemers" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden bedoeld

Art.2. De voorzieningen in deze Cao bepalen de regels die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1, met betrekking tot de eindejaarsuitkering en zulks voor het jaar 2016 en de daaropvolgende jaren.

Art.3. Het bedrag van de eindejaarsuitkering bestaat uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte.

Art.4.
§ 1. Gelet op de wet van 23 april 2015 ter bevordering van de werkgelegenheid tot wijziging van artikel 3 bis van het Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, wordt het bedrag van het forfaitaire deel berekend door het forfaitaire deel van het voorafgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert overeenkomstig de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex volgens de volgende berekening:

Het forfaitaire deel van het voorgaande jaar, vermenigvuldigd met de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van dat jaar, gedeeld door de afgevlakte gezondheidsindex van de maand oktober van het vorige jaar, afgerond tot vier cijfers na de komma. De definitieve berekening wordt afgerond op 2 decimalen.

Voor 2015 bedraagt het bedrag van het forfaitair gedeelte € 363,72

§ 2. Het variabele deel bedraagt 2,5 pct. van het bruto jaarloon gebruikt voor de berekening van het loon verschuldigd voor de maand oktober van dat jaar

Art.5.

§ 1Het totale bedrag van het eindejaarsuitkering wordt toegekend aan werknemers die een functie uitoefenen waarbij werkelijke of geassimileerde volledige

arbeidsprestaties worden verricht en die gedurende de referentieperiode hun volledige loon hebben of hadden ontvangen.
Geassimileerde prestaties zijn de prestaties die worden bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het Koninklijk besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referentieperiode is de periode van 1 januari tot en met 30 september van dat jaar. Elke maand van feitelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referentieperiode geeft recht op één negende van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 toegekende uitkering.

Onder "maand" wordt verstaan elke indienstneming ingegaan vóór de zestiende dag van de maand.

§ 2. Als de voltijdse werknemer geen recht heeft op het totale bedrag van de uitkering omdat hij in dienst werd genomen of de instelling heeft verlaten tijdens de referentieperiode, wordt het bedrag van de uitkering vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 3. Voor een deeltijdse werknemer wordt het bedrag van de vergoeding berekend naar rata van de duur van de tijdens de referentieperiode uitgevoerde arbeidsprestaties of geassimileerde diensten.

Art.6.
De eindejaarsuitkering wordt in eenmaal uitbetaald in de maand december van dat jaar of tijdens de maand waarin de werknemer de instelling verlaat.

Art.7.
De eindejaarsuitkering is niet verschuldigd aan de werknemers ontslagen wegens dringende reden noch voor diensten geleverd in het kader van een studentenovereenkomst .

Art.8.
Deze Cao is niet van toepassing op werknemers die al een eindejaarsuitkering genieten groter dan of gelijk aan die welke in deze overeenkomst wordt bedoeld.
Omgekeerd, geldt deze Cao voor werknemers die een eindejaarsuitkering genieten die lager is dan die welke in deze overeenkomst wordt bedoeld, maar slechts ten bedrage van het verschil tussen de twee uitkeringen; de werkgever betaalt de werknemer in dat geval het verschil tussen de vergoeding die hij ontvangt en die welke hij zou hebben ontvangen door de toepassing van deze overeenkomst.

Art.9. Deze CAO treedt in werking op 1 januari 2016. Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door ~~beide~~ elk der partijen mits een opzegtermijn van drie maanden worden beëindigd per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité, die de overige partijen daarvan in kennis stelt.

SERVICES D'AIDE AUX JUSTICIABLES ET ESPACES-RENCONTRES EX-COCOF DE LA CP 332

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
26 -04- 2001
NR. 57.821/6/30502
N°

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28 FEVRIER 2001

ALLOCATION DE FIN D'ANNEE

Vu l'«accord avec le non marchand» du 29 juin 2000, entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs,

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé, subventionnées par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou par la Commission communautaire française et/ou par la Commission communautaire commune.

Par travailleurs on entend: le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Article 2

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2001 et les années suivantes.

Article 3

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

1) Partie forfaitaire :

§ 1er. D'une part, une prime annuelle de 161,40 EUR ou 6 511 BEF est attribuée à tous les travailleurs.

§ 2. D'autre part, cette partie forfaitaire est augmentée d'un montant calculé à partir de 2001 conformément à l'application de l'article 5, par. 2, point 1, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Par conséquent, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 FEBRUARI 2001

EINDEJAARSTOELAGE

Gelet op het „akkoord met de non-profit" van 29 juni 2000, tussen de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten,

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, gesubsidieerd door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en/of door de Franse Gemeenschapscommissie en/of door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de in artikel 1 beoogde werknemers betreffende de eindejaarstoelage en dat voor het jaar 2001 en de volgende jaren.

Artikel 3

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een veranderlijk gedeelte.

1) Forfaitair gedeelte :

§ 1. Enerzijds wordt een bruto jaarlijkse premie van 161,40 EUR of 6 511 BEF toegekend aan alle werknemers.

§ 2. Anderzijds wordt het forfaitair gedeelte vanaf 2001 vermeerdert met een bedrag berekend bij toepassing van artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaars-toelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 1987. Derhalve wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar bekomen door het forfaitair gedeelte, toegekend tijdens het vorig jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptie-prijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer

par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2) La partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 4

§ 1er. Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3.

Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence

§ 3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé a temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 5

L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

dat van kracht is in oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het vorig jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2) Het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 % van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan : de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokkene verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, desgevallend met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 4

§ 1. Het volledig bedrag van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referteperiode.
De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze, bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

De referteperiode is de periode gaande van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken jaar. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 toegekende toelage.

Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende regelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die betrekking hebben op de referteperiode, in voege blijven.

Onder maand wordt verstaan, iedere verbintenis welke is aangegaan voor de zestiende dag van de lopende maand.

§ 2. Als de werknemer de gehele toelage niet kan genieten in het kader van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen tijdens of de instelling heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld naar rato van de tijdens de referteperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 3. Het bedrag van de toelage voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt berekend naar rato van de duur van de arbeidsprestaties die hij in de loop van de referteperiode heeft of zou hebben gepresteerd.

Artikel 5

De eindejaarstoelage wordt in één maal uitbetaald in de loop van de maand december van het in aanmerking

Article 6

§ 1er. L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit l'allocation de fin d'année

§ 2. Les travailleurs qui se trouvent en période d'essai au moment du paiement de l'allocation de l'année considérée n'ont pas droit à l'allocation.

Article 7

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Article 8

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne, le point 5, alinéa 1er de l'accord du 29 juin 2000. Le refus de la prise en charge ou la prise en charge tardive des coûts par un pouvoir subsidiant signataire de l'accord du 29 juin 2000 ne peut donner lieu à la non exécution ou à l'exécution tardive de la présente CCT dans les institutions subventionnées par un autre pouvoir subsidiant signataire de cet accord. Les parties conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

Article 9

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

genomen jaar.

Artikel 6

§ 1. De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt, noch voor arbeidsprestaties verricht in het kader van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarstoelage ontvangt.

§ 2. De werknemers die zich in een proefperiode bevinden op het ogenblik van de betaling van de toelage van het in aanmerking genomen jaar, hebben geen recht op de toelage.

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die tenminste gelijkwaardig is aan deze, bedongen in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 8

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen vervat in deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief zullen worden toegekend aan de werknemers voor zover de regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ieder voor wat hen betreft, het punt 5, paragraaf 1 van het akkoord van 29 juni 2000 integraal uitvoeren. De niet- of de laattijdige tenlasteneming van de kost door een betoelagende overheid die het akkoord van 29 juni getekend heeft mag geen aanleiding geven tot de niet- of laattijdige uitvoering van deze CAO in de instellingen gesubsidieerd door een andere betoelagende overheid dat dit akkoord getekend heeft. De partijen komen eveneens overeen deze overheden te informeren over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Neerlegging-Dépôt: 14/01/2013
Regist.-Enregistr.: 01/02/2013
N°: 113227/CO/332

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE	PC 332 – PARITAIR COMITÉ VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJNS- EN GEZONDHEIDSSECTOR
Convention collective de travail à durée indéterminée du 17 décembre 2012 relative à la transposition de la mesure Eco-chèques en prime annuelle.	**Collectieve arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur van 17 december 2012 betreffende de omzetting van de maatregel inzake ecocheques in een jaarlijkse premie**
***CHAPITRE Ier** : Champ d'application*	*HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied*
Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des secteurs de l'ambulatoire - CP 332, subventionnés par la Commission communautaire française La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des établissements du secteur francophone de l'aide sociale et des soins de santé (L'établissement ambulatoire est soit un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, un centre d'action sociale globale, un centre de planning familial, un service de médiation de dettes, un service d'aide aux justiciables, un service « Espaces-Rencontres », un centre de coordination de soins et services à domicile, un centre d'accueil téléphonique) dépendant de la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.	Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de sectoren van de ambulante zorg, PC 332, die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschapscommissie. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de instellingen van de Franstalige sector van de welzijns- en gezondheidszorg (de ambulante instelling is een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een dienst die actief is inzake verslavingen, een centrum voor algemene welzijnszorg, een centrum voor gezinsplanning, een schuldbemiddelingsdienst, een dienst voor hulp aan justiciabelen, een dienst «Espaces-Rencontres», een coördinatiecentrum voor thuisverzorging en -diensten, een tele-onthaalcentrum) die afhangen van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
Art. 2. Par « travailleurs » on entend : – Les ouvrières et ouvriers, – Les employées et employés.	Artikel 2. Onder «werknemers» wordt verstaan: – de arbeidsters en arbeiders; – de vrouwelijke en mannelijke bedienden.
***CHAPITRE II :** Conditions de rémunération*	HOOFDSTUK II - Loonvoorwaarden
Art. 3. En vertu de l'avenant à l'accord du Non-Marchand conclu entre le Collège de la Cocof et les partenaires sociaux du 01/10/2012 : La mesure « Eco-chèques » de l'Accord non-marchand 2010 est dès à présent supprimée et remplacée par une autre mesure visant à améliorer le pouvoir d'achat dans un contexte où le coût de la vie à Bruxelles est élevé. Dès 2012, et pour la première fois en ce qui concerne l'année de référence 2012, une	Artikel 3. Krachtens het Akkoord voor de Non-Profitsector van 1/10/2012 dat tussen het College van de FGC en de sociale partners werd gesloten: wordt de maatregel «Ecocheques» uit het Akkoord voor de Non-Profitsector van 2010 vanaf heden opgeheven en vervangen door een andere maatregel met de bedoeling de koopkracht te verbeteren in een kader waarin de kosten voor levensonderhoud in Brussel hoog liggen.

prime exceptionnelle sera versée à chaque travailleur occupé à temps plein pour un montant brut de 49€. Sauf dispositions ultérieures, ce montant n'est pas sujet à indexation. Cette prime exceptionnelle sera versée à l'occasion du paiement de la prime de fin d'année. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant la totalité de la période de référence, le montant de la prime exceptionnelle est calculé au prorata de leurs prestations.	Vanaf 2012, en voor de eerste maal met betrekking tot het refertejaar 2012, wordt een uitzonderlijke premie uitbetaald aan elke voltijds tewerkgestelde werknemer voor een brutobedrag van 49 €. Behoudens latere bepalingen is dat bedrag niet onderworpen aan indexaanpassingen. Die uitzonderlijke premie zal uitbetaald wordt samen met de eindejaarspremie. Voor de deeltijds tewerkgestelde werknemers of voor hen die niet de hele referteperiode hebben gewerkt, wordt het bedrag van de uitzonderlijke premie berekend in verhouding tot hun arbeidsprestaties.
Art. 4 En cas de suspension du contrat de travail pendant l'année civile concernée, sont assimilés à des prestations : – les jours pour lesquels les travailleurs ont perçu une rémunération ou [les jours pour lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail] – Les jours de congé de maternité visés à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971. – Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 12 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle – Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 13 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.	Artikel 4. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst in de loop van het betrokken kalenderjaar worden met arbeidsprestaties gelijkgesteld: – de dagen waarvoor de werknemers een loon hebben ontvangen of [de dagen waarvoor het arbeidscontract werd opgeschort krachtens artikel 28, 1° van de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978]; – de dagen moederschapsverlof als bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971; – de dagen arbeidsongeschiktheid die worden gedekt door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 bis van 26 februari 1979 tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan de werklieden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten; – de dagen arbeidsongeschiktheid die gedekt worden door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 bis van 26 februari 1979 tot aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan sommige bedienden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978

	betreffende de arbeidsovereenkomsten.
CHAPITRE III : *Dispositions finales*	HOOFDSTUK III - Slotbepalingen
Art.5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 22 novembre 2012. Elle est conclue à durée indéterminée et pourra être dénoncée par une des parties signataires moyennant un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire.	Artikel 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 22 november 2012. Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur en kan door elk van de partijen worden opgezegd mits naleving van een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven meegedeeld aan de voorzitter van het Paritair Comité.

SERVICES D'AIDE AUX JUSTICIABLES ET ESPACES-RENCONTRES EX-REGION WALLONNE DE LA CP 332

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

ADMINISTRATION DES RELATIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL
Direction du Greffe et de la force obligatoire des CCT

Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
ADMINISTRATIE VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN
Directie van de Griffie en de algemeen verbindend verklaring van de CAO's

ERRATUM

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé
n° 332

CCT n° 105736/CO/322
du 21 juin 2011

Correction du texte en néerlandais :

La dernière phrase de l'article 8 doit être lu comme suit : " Ze kan worden ontbonden mits een opzegtermijn van **zes** maanden" .....etc.

ERRATUM

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector
nr. 332

CAO nr. 105736/CO/322
van 21 juni 2011

Verbetering van de Nederlandse tekst :

De laatste zin van artikel 8 moet als volgt gelezen worden : Ze kan worden ontbonden mits een opzegtermijn van **zes** maanden" .....etc.

31 -01- 2012

Décision du

Beslissing van

Neerlegging-Dépôt: 18/07/2011
Regist.-Enregistr.: 19/09/2011
N°: 105736/CO/332

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE	PC 332 - Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector
Convention collective de travail du 21 juin 2011 octroyant une allocation de fin d'année pour l'année 2010 et les années suivantes – Région Wallonne	**Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 juni 2011 tot toekenning van een eindejaarspremie voor het jaar 2010 en de volgende jaren – Waals Gewest.**
Article 1 La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des : - Services de santé mentale secteur privé visés par le décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à la reconnaissance des centres de référence en santé mentale en vue de l'octroi de subventions -Centres de planning et de consultation familiale et conjugale visés par le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale - Centres de service social visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1987 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux Centres de service social	**Artikel 1** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de : - Privédiensten voor geestelijke gezondheidszorg bedoeld in het decreet van 3 april 2009 houdende erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en van de referentiecentra inzake geestelijke gezondheidszorg met het oog op de toekenning van subsidies - Centra voor Levens- en Gezinsvragen bedoeld in het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen - Centra voor Maatschappelijk Werk bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 14 september 1987 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en voor de toekenning van toelagen aan de Centra

	voor maatschappelijk werk
- Centres de coordination de soins et de l'aide à domicile secteur privé visés par le décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément des centres de coordination des soins et de l'aide à domicile en vue de l'octroi de subventions	- Coördinatiecentra voor thuiszorg- en –hulp (privésector) bedoeld in het decreet van 30 april 2009 betreffende de coördinatiecentra voor thuiszorg en -hulp met het oog op de toekenning van subsidies
- Centres de télé-accueil visés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique	- Centra voor tele-onthaal bedoeld in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand
- Services d'aide aux justiciables visés par le décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables	- Diensten voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen bedoeld in het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen
- Espaces rencontres visés par le décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services « Espaces-Rencontres »	- Ontmoetingsruimten bedoeld in het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten " Espaces-Rencontres " (Ontmoetingsruimten)
- Associations spécialisées en assuétudes visées par le décret du 30 avril 2009 relatif à l'agrément en vue de l'octroi de subventions aux réseaux et aux services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes ainsi qu'à la reconnaissance en vue de l'octroi de	- Verenigingen gespecialiseerd in verslavingen bedoeld in het decreet van 30 april 2009 betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan de zorg- en hulpverleningsnetwerken en -diensten

subventions à leurs fédérations - Services d'insertion sociale visés par le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale ressortissant à la COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE CP 332. Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par travailleurs, le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.	gespecialiseerd in verslavingen, alsook de erkenning met het oog op de toekenning van subsidies en de toekenning van subsidies aan hun federaties - Diensten voor sociale inschakeling bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale inschakeling die ressorteert onder het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector (PC332). Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst verstaat men onder werknemers de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.
Article 2 En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011, à partir du 1er janvier 2010, les travailleurs visés à l'article 1er reçoivent, conformément aux modalités fixées dans la présente convention collective de travail, à charge de leur employeur, pour les années 2010 et suivantes, une allocation de fin d'année d'un montant brut indexé de 94,41€ Pour l'indexation, il est fait référence à la Convention collective de travail du 21 novembre 2008 relative au paiement de	**Artikel 2** In toepassing van het tripartiete Kaderakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011, ontvangen de werknemers bedoeld in artikel 1 vanaf 1 januari 2010 en conform de modaliteiten die zijn bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, ten laste van hun werkgever en voor het jaar 2010 en de volgende jaren, een eindejaarspremie voor een bruto geïndexeerd bedrag van 94,41€. Voor de indexering wordt verwezen naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 november 2008 betreffende de

l'indexation des traitements.	betaling van de indexering van de lonen.
Article 3 § 1 La totalité du montant de cette allocation est octroyée au travailleur qui, étant lié par un contrat de travail, est titulaire d'une fonction comportant des prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de la totalité de sa rémunération pendant toute la période de référence (du 1er janvier au 30 septembre de l'année concernée). § 2 Lorsque le travailleur intéressé ne peut bénéficier de la totalité de cette allocation dans le cadre de prestations de travail incomplètes (travail à temps partiel) le montant global de l'allocation est calculé au prorata de son régime de travail. § 3 Lorsque le travailleur intéressé ne peut bénéficier de la totalité de cette allocation dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou a quitté l'entreprise au cours de la période de référence, le montant pris en considération pour le calcul de l'allocation est établi au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.	**Artikel 3** §1 Het totale bedrag van deze premie wordt toegekend aan de werknemer die in het kader van een arbeidsovereenkomst houder is van een functie die daadwerkelijke of gelijkgestelde volledige prestaties omvat en die zijn totale loon heeft ontvangen tijdens de gehele referteperiode (van 1 januari tot 30 september van het betrokken jaar). §2 Wanneer de betrokken werknemer geen volledige premie kan ontvangen wegens onvolledige prestaties (deeltijds werk), wordt het globale bedrag van de premie berekend in verhouding tot zijn werkstelsel. §3 Wanneer de betrokken werknemer geen volledige premie kan ontvangen in het kader van volledige werkprestaties, omdat hij werd aangeworven of de onderneming heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de premie, bepaald in verhouding tot de uitgevoerde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

Chaque mois "presté" ou y assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation calculée conformément aux dispositions du présent article. On entend par mois, tout engagement effectué avant le seizième jour du mois en cours ou qui a pris fin après le quinzième jour du mois en cours.	Elke maand die wordt gepresteerd tijdens de referteperiode of die daarmee wordt gelijkgesteld, geeft recht op een negende van de premie die wordt berekend conform de bepalingen van dit artikel. Onder maand verstaat men elke aanwerving die gebeurt vóór de zestiende dag van de lopende maand of die wordt beëindigd na de vijftiende dag van de lopende maand.
Article 4 Cette allocation de fin d'année pour 2010 est payée durant le mois d'octobre 2011 Pour les années suivantes, l'allocation est payée dans le courant du mois de décembre.	**Artikel 4** Deze eindejaarspremie voor 2010 wordt betaald tijdens de maand oktober 2011. Voor de volgende jaren wordt de premie betaald in de loop van de maand december.
Article 5 Cette allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave.	**Artikel 5** Deze eindejaarspremie is niet verschuldigd aan werknemers die worden ontslagen wegens dringende redenen.
Article 6 Cette allocation de fin d'année ne peut en aucune manière être déduite de toutes formes d'allocations de fin d'année préexistantes dans l'institution à la date de signature de la présente convention collective.	**Artikel 6** Deze eindejaarspremie kan op geen enkele manier worden afgetrokken van enige andere eindejaarspremie die in de instelling reeds bestond op de datum van de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Article 7 Les parties conviennent d'informer le Gouvernement de la Région Wallonne de la bonne exécution de la présente convention.	**Artikel 7** De partijen komen overeen de Regering van het Waals Gewest in te lichten over de goede uitvoering van deze overeenkomst.
Article 8 La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2010. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois envoyé par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire 332	**Artikel 8** Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze treedt in werking op 1 januari 2010. Ze kan worden ontbonden mits een opzegtermijn van zes maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité 332.

2. CP 330

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

COMMUN A LA CP 330 : LEASING VELO

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Afdeling van het sectoraal overleg

SERVICE PUBLIC FEDERAL
Emploi, Travail et
Concertation sociale
Direction générale Relations collectives de travail
Division de la concertation sectorielle

ERRATUM

Commission paritaire des établissements et des services de santés

CCT n° 190702/CO/330
du 17/10/2024

Correction du texte français :

- A la 8ème puce de l'article 2, « rééducation » doit être remplacé deux fois par « **revalidation** ».
- A l'article 10, « du comité » doit être remplacé deux fois par « **de la commission** ».
- Le titre de l'annexe 1ère doit être modifié comme suit : « Liste des conventions collectives de travail sectorielles (CP) 330 relatives à la prime de fin d'année et à la prime d'attractivité **y compris les modifications de ces conventions collectives de travail** applicables au niveau des : »
- A l'annexe 1ère, « Secteurs flamands », le texte suivant doit être supprimé « **modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à la partie forfaitaire de la prime de fin d'année** »
- A l'annexe 1ère, « Secteurs wallons », la 3ème puce et « Secteurs bruxellois », la 1ère et 3ème puce doivent être modifiées comme suit : « ..., telle que modifiée par la ~~telle que modifiée par la~~ CCT 17/10/2024. ».

Correction du texte néerlandais :

- A l'annexe 1ère, "Waalse sectoren", la 2ème puce doit être modifiée comme suit : « ... attractiviteitspremies~~premie~~... ».

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

CAO nr. 190702/CO/330
van 17/10/2024

Verbetering van de Franstalige tekst :

- In het 8ste bolletje van artikel 2 moet "rééducation " vervangen worden door "**revalidation** ".
- In artikel 10 moet « du comité » tweemaal vervangen worden door "**de la commission** ".
- De titel van bijlage 1 moet als volgt verbeterd worden : "Liste des conventions collectives de travail sectorielles (CP) 330 relatives à la prime de fin d'année et à la prime d'attractivité **y compris les modifications de ces conventions collectives de travail** applicables au niveau des : ».
- In bijlage 1, « Secteurs flamands » moet de volgende tekst geschrapt worden : "**modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à la partie forfaitaire de la prime de fin d'année**".
- In bijlage 1, « Secteurs wallons », het 3de bolletje en "Secteurs bruxellois", het 1ste en 3de bolletje moet de tekst als volgt verbeterd worden : "..., telle que modifiée par la CCT ~~telle que modifiée par la~~ CCT 17/10/2024.".

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In bijlage 1, « Waalse sectoren « moet het 2de bolletje als volgt verbeterd worden : "... attractiviteitspremies~~premie~~...".

- Le titre de l'annexe 2 doit être modifié comme suit : « Bijlage 2 : model **van ondernemings-collectieve arbeidsovereenkomst voor toetreding tot het systeem van fietslease** ».

Décision du 17/01/25

- De titel van bijlage 2 moet als volgt gewijzigd worden : "Bijlage 2 : model **van ondernemings-collectieve arbeidsovereenkomst voor toetreding tot het systeem van fietslease**".

Beslissing van 17/01/25

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190702/CO/330

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

HOOFDSTUK 1 – DOEL

Artikel 1:

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel uitvoering te geven aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de eindejaarspremie en, waar deze nog bestaat de attractiviteitspremie, die een volledige of gedeeltelijke omzetting van de eindejaarspremie en in voorkomend geval de attractiviteitspremie, mogelijk maken voor de financiering van de fietsleasing, volgens de hieronder vastgestelde modaliteiten.

Voor de toepassing van huidige collectieve arbeidsovereenkomst, moet men onder eindejaarspremie verstaan het bedrag van de premies zoals gedefinieerd in de opgesomde CAO's voor de verschillende betrokken sectoren, (verhoogd met de attractiviteitspremie voor de sectoren waar deze nog bestaat) zoals opgenomen in bijlage 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK 2 - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 2

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en die behoren tot:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de forensisch-psychiatrische centra;
- de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- de thuisverpleging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra;
- de categorale ziekenhuizen (dit is elk ziekenhuis dat uitsluitend beschikt over een G-dienst (revalidatie van geriatrische patiënten) en/of een Sp-dienst (gespecialiseerde dienst voor behandeling en revalidatie) als vermeld in artikel 5, §1, I, eerste lid, 3° en 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) ;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen, de dagverzorgingscentra, de assistentiewoningen, de centra voor kortverblijf voor bejaarden;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven van beschut wonen;
- de revalidatiecentra met uitsluiting van de instellingen waarmee het Verzekeringscomité van het RIZIV op voorstel van het College van geneesheren directeurs, in uitvoering van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;
- de multidisciplinaire begeleidingsequipes en netwerken palliatieve zorgen.
- aan de sociale diensten, diensten voor geestelijke gezondheidszorg, diensten voor hulp aan rechtzoekenden en andere ambulante diensten – met uitzondering van de wijkgezondheidscentra – die erkend en gesubsidieerd worden door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§2 Onder "werknemers" wordt verstaan: elke persoon, ongeacht geslacht, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

§3 In overeenstemming met de Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie, zijn voor de daarin vermelde federale sectoren, de artsen uitgesloten van het toepassingsgebied, met uitzondering van de loontrekkende artsen van de wijkgezondheidscentra.

HOOFDSTUK 3 – FIETSMOBILITEIT

Artikel 3 – Algemene principes

§1. Het theoretische budget dat aan fietsleasing kan worden toegewezen, bestaat uit de gehele of gedeeltelijke omzetting van de bruto eindejaarspremie zoals bepaald in de sectorale CAO's die van toepassing zijn op de werknemer.

Dit theoretisch budget kan door de werknemer gebruikt worden om een leasingproject aan te gaan, binnen het grensbedrag zoals vastgelegd in de cao's eindejaarspremie opgenomen in bijlage 1.

§2. De omzetting van een deel of het geheel van de bruto eindejaarspremie in het alternatieve voordeel van een fietslease mag geen kostenbesparing inhouden.

§3. Het artikel 3, §4, tweede alinea van de CAO van 29 juni 2009 met betrekking tot woon-werkverkeer is niet van toepassing op de fietsleasing in uitvoering van onderhavige CAO. Als gevolg is voor fietsleasing waarbij gebruikt gemaakt wordt van de omzetting van (een deel van) de eindejaarspremie, de fietsvergoeding wel verschuldigd.

HOOFDSTUK 4 - TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 4 – Modaliteiten inzake omzetting van de eindejaarspremie op organisatieniveau

§1. Op organisatieniveau kan via het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst, de eindejaarspremie omgezet worden in een fietslease, na besprekingen binnen het lokale sociaal overleg in overeenstemming met de artikelen 5 en 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Een model van een lokale collectieve arbeidsovereenkomst in overeenstemming met deze collectieve arbeidsovereenkomst is te vinden in de bijlage van deze collectieve arbeidsovereenkomst (bijlage nr. 2). Dit model is optioneel en kan lokaal worden aangepast.

Artikel 5 – Alternatief collectief aanbod

Voorafgaandelijk aan het afsluiten van een fietsleaseplan dienen alternatieven besproken te worden in het lokaal sociaal overleg (OR/CPBW/SD) waar dit aanwezig is. Het betreft onder meer:

- Het faciliteren door de werkgever van een groepsaankoop fietsen
- Aankoop door werkgever van fietsen
- Fietsverhuur door de werkgever
- Fietslening

Het alternatief collectief aanbod wordt voorgelegd en besproken in het lokaal sociaal overleg.

Artikel 6: Fietsleasepolicy

§1 Inhoud van de fietsleasepolicy

In het lokaal sociaal overleg (OR/CPBW/SD) van de onderneming moet met oog op het afsluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst op voorzieningsniveau een fietsleasepolicy overlegd en overeengekomen worden. De fietsleasepolicy moet minstens bepalingen bevatten over volgende onderwerpen:

a) Verplichte bepalingen
- Gebruik van de leasefiets
- Toepassingsgebied: de betrokken werknemers
- Partijen bij de fietslease
- Voorwaarden en modaliteiten van het aanbod
- Gevolgen van de terbeschikkingstelling van een leasefiets zoals omschreven in artikel 7 van deze collectieve arbeidsovereenkomst
- Keuze type leasefiets (elektrisch / speedpedelec / andere) en bestelprocedure
- Jaarlijks onderhoud
- Verzekeringen (oa. Diefstal, schade en fietsbijstandsverzekering)
- Looptijd en einde van het leasecontract
- In geval van overname: het exacte percentage van de aankoopprijs dat de overnameprijs bepaalt aan het einde van het leasingcontract
- Vroegtijdige beëindiging van het leasecontract (bij einde arbeidsovereenkomst, overlijden werknemer, diefstal of verlies van de fiets, ...)
- Inleveren van de fiets
- Voorbeeldberekeningen

b) Facultatieve bepalingen
- Maximum bedrag aankoopwaarde fiets
- Instapperiode (bijvoorbeeld gans jaar mogelijk of slechts X aantal maanden)
- Eventuele accessoire op kost van de werkgever (bijvoorbeeld fluo hesje, ...)

§2 Modaliteiten voor organisaties die reeds een fietspolicy hebben

Indien de organisatie reeds beschikt over afspraken met betrekking tot een fietsbeleid/ fietspolicy kan de fietsleasepolicy hierin geïntegreerd worden in overleg met het lokaal sociaal overleg.

Artikel 7 – Informatieverplichting aan de werknemer

Voorafgaand aan de beslissing van de werknemer om in te stappen in de fietslease, moet de werkgever volgende informatie verstrekken aan de werknemer:

- berekeningen met betrekking tot de loonomzetting en de kostprijs van de fietslease, bijvoorbeeld jaarlijkse kost van de fietsleasing en de financiële impact op de eindejaarspremie
- informatie over de eventuele gevolgen van de omzetting van de eindejaarspremie op andere loonelementen
- gevolgen van de keuze van een fietslease bij schorsing van de arbeidsovereenkomst
- informatie met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging van het leasecontract bij het einde van de arbeidsovereenkomst.
- In geval van overname: het exacte percentage van de aankoopprijs dat de overnameprijs bepaalt aan het einde van het leasingcontract
- een fietsleasepolicy waarin alle rechten en verplichtingen van de werknemer worden opgenomen

Artikel 8 – Bijlage aan de arbeidsovereenkomst voor de werknemer die kiest voor fietsleasing

§1. Om een loonomzetting van de eindejaarspremie mogelijk te maken zal de werknemer een bijlage aan zijn arbeidsovereenkomst ontvangen waarin de modaliteiten van de loonomzetting worden voorzien.

§ 2. De fietsleasepolicy wordt eveneens ter beschikking gesteld van de werknemer die instapt in het stelsel van fietsleasing.

§3 De fietslease gebeurt op vrijwillige basis. Het personeelslid dat ervoor kiest om de eindejaarspremie volledig of gedeeltelijk om te zetten in een theoretisch budget voor de financiering van een leasefiets,

doet voor de periode waarop de fietsleasing betrekking heeft definitief afstand van het recht op de gehele of desbetreffende gedeelte van de eindejaarspremie.

HOOFDSTUK 5 - SLOTBEPALINGEN

Artikel 9 – Overgangsbepaling

Fietsleasingregelingen die op het moment van de inwerkingtreding van onderhavige sectorale collectieve arbeidsovereenkomst in de organisatie toepassing vinden, die niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, kunnen voorlopig ongewijzigd toepassing blijven vinden tot aan de beëindiging van het lopende contract. Na de inwerkingtreding van onderhavige sectorale collectieve arbeidsovereenkomst engageren de sociale partners in het lokaal sociaal overleg zich ertoe te onderzoeken op welke manier dit alternatief beleid in overeenstemming gebracht kan worden met de bepalingen van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 10 – Duurtijd

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 25/09/2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 11

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

Bijlage 1 : lijst van sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten (PC 330) met betrekking tot de eindejaarspremie met inbegrip van de wijzigingen aan deze collectieve arbeidsovereenkomsten.

Federale sectoren

- Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2022 betreffende het forfaitair deel van de eindejaarspremie, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024

Vlaamse sectoren

- Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 november 2018 betreffende de eindejaarspremie, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024

Waalse sectoren

- Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie (algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 23/10/2002), zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024
- Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006, betreffende de toekenning van een attractiviteitspremie~~spremie~~ (algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1/10/2008), zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024
- Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 betreffende de betaling van een eindejaarspremie aan het personeel van de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, erkend en/of gesubsidieerd door het Waalse Gewest tot uitvoering van de tripartiete raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024

Brusselse sectoren

- Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022, ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019 tot toekenning van de eindejaarspremie voor de geregionaliseerde sectoren in Brussel, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024
- De collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van een attractiviteitspremie, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024
- Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 betreffende de eindejaarstoelage voor de ambulante sectoren van Brussel, zoals gewijzigd door de CAO van 17/10/2024•

Bijlage 2 : Model

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN .....(datum) TOT UITWERKING VAN EEN STELSEL VAN FIETSLEASE

K van ondernemings- collectieve arbeidsovereenkomst voor toetreding tot het systeem van fietslease

Deze overeenkomst wordt gesloten op ondernemingsniveau, tussen

Enerzijds de (WG) ....., met zetel te ....., KBO-nummer ....., vertegenwoordigd door ....., in de hoedanigheid van ....., e-mail .....

Anderzijds de werknemersorganisatie(s)

Benaming ....., adres ....., vertegenwoordigd door ....., in de hoedanigheid van ....., e-mail .....

(Benaming ....., adres ....., vertegenwoordigd door ....., in de hoedanigheid van ....., e-mail .....)

Artikel 1
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de (WG)..... en op de door haar tewerkgestelde werknemers (of: de volgende groep(en) van werknemers, met name .....(omschrijving betrokken groep(en) werknemers)).

Artikel 2
De ondertekenende partijen komen overeen dat een werknemer, behorende tot het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de eindejaarspremie kan omzetten in een fietslease, in overeenstemming met de modaliteiten zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van xx/xx/xxxx (toepasselijke cao van betrokken sector invoegen) betreffende de eindejaarspremie[1].

Artikel 3
De modaliteiten van de fietslease zijn uitgewerkt in overeenstemming met de bepalingen van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 4
De fietsleasepolicy zoals overeengekomen in de onderneming is als bijlage toegevoegd bij de onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 5
Voorafgaand aan de beslissing van de werknemer om in te stappen in de fietslease, moet de werkgever de informatie verstrekken aan de werknemer, zoals omschreven in artikel 7 van sectorale collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6
Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op ..... .

Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

---

[1] Voor sectoren waar de aantrekkelijkheidspremie blijft bestaan, de verwijzing toevoegen naar de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de aantrekkelijkheidspremie.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan elke andere ondertekenende partijen.

***

Aldus opgemaakt en ondertekend te ..... op ..... in ..... exemplaren, waarvan één ter registratie door de werkgever wordt bezorgd aan de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Voor de werkgever.....,

Handtekening

(eigenhandig vermelden " voor akkoord")

Voor de werknemersorganisatie(s),

.....

Handtekening

(eigenhandig vermelden " voor akkoord")

.....

Handtekening

(eigenhandig vermelden " voor akkoord")

Bijlage (1)

Commission paritaire des établissements et des services de santé

Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo.

CHAPITRE 1 - OBJET

Article 1

La présente convention collective de travail a pour objet la mise en œuvre des dispositions permettant la conversion totale ou partielle de la prime de fin d'année et, lorsque celle-ci subsiste, de la prime d'attractivité pour le financement d'un leasing vélo telles que prévues dans les conventions collectives de travail relatives à la prime de fin d'année et, le cas échéant, à la prime d'attractivité, selon les modalités définies ci-après.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par prime de fin d'année, le montant de la prime de fin d'année (additionné du montant de la prime d'attractivité dans les secteurs où celle-ci subsiste), tel que défini par les conventions collectives de travail énumérées, pour les différents secteurs concernés, en annexe 1 de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE 2 - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

§1 : La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et services de santé et qui appartiennent :

- aux établissements soumis à la loi sur les hôpitaux,
- aux centres de psychiatrie légale ;
- aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins-directeurs, en application de l'article 22, 6° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu un accord et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, §1, I, 5° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- aux soins infirmiers à domicile ;
- aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique ;
- aux centres médico-pédiatriques ;
- aux maisons médicales ;
- aux hôpitaux catégoriels (c'est-à-dire tout hôpital disposant uniquement d'un service G (rééducation des patients gériatriques) et/ou d'un service Sp (service spécialisé de traitement et de ~~rééducation~~ * revalidation) tel que mentionné à l'article 5, §1, I, premier alinéa, 3° et 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- aux maisons de repos pour personnes âgées, maisons de repos et de soins, centres de jour, résidences-services, centres de séjour de courte durée pour personnes âgées ;
- aux maisons de soins psychiatriques ;
- aux initiatives d'habitations protégées ;
- aux centres de revalidation à l'exception des établissements pour lesquels le Comité d'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en exécution de l'article 22, 6° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet

1994, a conclu un accord et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, §1, I, 5° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

- aux équipes d'accompagnement multidisciplinaire et services de soins palliatifs ;
- aux services sociaux, services de santé mentale, services de l'aide aux justiciables et autres services ambulatoires – à l'exception des maisons médicales - qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire commune.

§2. Par "travailleurs", on entend : toute personne, sans distinction de genre, occupée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§3. Conformément à la Convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année, pour les secteurs fédéraux mentionnés dans celle-ci, la présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins salariés dans les maisons médicales.

CHAPITRE 3 - MOBILITÉ À VÉLO

Article 3 - Principes généraux

§1. Le budget théorique qui peut être affecté au leasing vélo est constitué de l'affectation totale ou partielle de la prime de fin d'année brute telle que déterminée dans les conventions collectives de travail sectorielles applicables au travailleur.

Ce budget théorique peut être utilisé par le travailleur pour élaborer un projet de leasing vélo, dans les limites du plafond fixé dans les conventions collectives à l'annexe 1.

§2. La conversion d'une partie ou de la totalité de la prime de fin d'année brute en un leasing vélo ne peut entraîner d'économies de coûts.

§3. L'article 3, §4, deuxième alinéa de la CCT du 29 juin 2009 relative au transport entre le domicile et le travail n'est pas applicable au leasing vélo en exécution de la présente CCT. En conséquence, pour un leasing vélo pour lequel la conversion de (tout ou partie de) la prime de fin d'année est utilisée, l'indemnité vélo reste due.

CHAPITRE 4 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Article 4 - Modalités de conversion de la prime de fin d'année au niveau de l'entreprise

§1. Au niveau de l'entreprise, la prime de fin d'année peut être convertie en un leasing vélo par le biais d'une convention collective de travail, après discussions au sein de la concertation sociale locale conformément aux articles 5 et 6 de la présente convention collective de travail.

§2. Un modèle de convention collective de travail d'entreprise conforme à la présente convention collective de travail se trouve en annexe de la présente convention collective de travail (annexe n° 2). Ce modèle est facultatif et peut être adapté localement.

Article 5 - Offre alternative collective

Avant de conclure un plan de leasing vélo, des alternatives doivent être discutées au sein des organes de concertation sociale locale (CE/CPPT/DS) lorsque celle-ci est organisée au niveau de l'entreprise. Il s'agit entre autres de :

- faciliter l'achat groupé de vélos par l'employeur

- achat de vélos par l'employeur
- location de vélos par l'employeur
- emprunt bancaire vélo

L'offre alternative collective est soumise et discutée lors de la concertation sociale locale.

Article 6 - Politique leasing vélo

§1. - Contenu de la politique leasing vélo

Dans le cadre de la concertation sociale locale (CE/CPPT/DS) en vue de la conclusion de la convention collective de travail d'entreprise, une politique leasing vélo doit être discutée et convenue pour l'introduction d'un plan de leasing vélo par l'entreprise. La politique leasing vélo doit contenir au moins les dispositions suivantes :

a) Dispositions obligatoires

- Utilisation du vélo en leasing
- Champ d'application : travailleurs concernés par le leasing vélo
- Parties prenantes au leasing vélo
- Conditions et modalités de l'offre
- Conséquences de la mise à disposition d'un vélo leasing sur le contrat de travail des travailleurs, cf. article 7 de la présente convention collective de travail
- Choix du type de vélo en leasing (électrique/speedpedelec/autres) et procédure de commande
- Entretien annuel
- Assurances (e.a. vol, dommages et assistance vélo)
- Durée et fin du contrat du leasing
- En cas d'acquisition : le pourcentage exact du prix d'achat qui détermine le prix d'acquisition à la fin du contrat de leasing
- Résiliation anticipée du contrat de leasing (en cas de fin de contrat de travail, décès du travailleur, vol ou perte du vélo, ...)
- Restitution du vélo
- Calculs d'exemple

b) Dispositions facultatives

- Montant maximum de la valeur d'achat du vélo
- Période de démarrage (par exemple, possible toute l'année ou seulement pendant X mois)
- Accessoire éventuel aux frais de l'employeur (par exemple, gilet fluo, ...)

§2. - Modalités pour les entreprises qui disposent déjà d'une politique du vélo

Si l'entreprise dispose déjà d'accords concernant une politique du vélo, celle-ci peut être intégrée, en concertation avec la concertation sociale locale.

Article 7 - Obligation d'information au travailleur

Avant que le travailleur décide d'opter pour le leasing vélo, l'employeur doit fournir les informations suivantes au travailleur :

- calculs relatifs à la conversion salariale et au coût du leasing vélo, par exemple le coût annuel du leasing vélo et l'impact financier sur la prime de fin d'année ;
- informations sur les éventuelles conséquences de la conversion de la prime de fin d'année sur d'autres éléments de rémunération ;
- conséquences du choix d'un leasing vélo en cas de suspension du contrat de travail ;
- informations sur la résiliation anticipée du contrat de leasing en fin de contrat de travail ;
- en cas d'acquisition : le pourcentage exact du prix d'achat qui détermine le prix d'acquisition à la fin du contrat de location ;
- la politique de leasing vélo dans laquelle tous les droits et obligations du travailleur sont inclus.

Article 8 - Avenant au contrat de travail du travailleur qui opte pour un leasing vélo

§1. Pour permettre une conversion salariale sur la prime de fin d'année, le travailleur doit conclure un avenant à son contrat de travail indiquant les modalités de la conversion salariale.

§2. La politique de leasing vélo sera également mise à disposition du travailleur qui opte pour un leasing vélo.

§3. Le leasing vélo est effectué sur une base volontaire. Le travailleur qui choisit de convertir intégralement ou partiellement la prime de fin d'année en un budget théorique pour financer un leasing vélo, renonce définitivement pour la période concernée par le leasing vélo à tout ou à la partie concernée de la prime de fin d'année.

CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES

Article 9 - Dispositions transitoires

Les régimes de leasing vélo qui sont en vigueur dans l'entreprise au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail sectorielle et qui ne sont pas conformes aux dispositions de la présente convention collective peuvent continuer à être appliqués provisoirement, jusqu'à échéance du terme du contrat en cours. Après l'entrée en vigueur de la présente convention collective sectorielle, les partenaires sociaux s'engagent dans la concertation sociale locale à examiner comment rendre cette politique alternative conforme aux dispositions de la présente convention collective de travail.

Article 10 - Durée

Cette convention collective de travail prend effet à partir du 25/09/2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six mois, par lettre recommandée adressée au président du comité paritaire des établissements et services de santé, qui informe toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir le premier jour du mois suivant la date à laquelle le président du comité paritaire des établissements et services de santé informe les organisations concernées de la dénonciation.

* de la commission

Article 11.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Annexe 1 – Liste des conventions collectives de travail sectorielles (CP 330) relatives à la prime de fin d'année et à la prime d'attractivité applicable au niveau des :

* y compris les modifications de ces conventions collectives de travail

Secteurs fédéraux :

- Convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année, modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à la partie forfaitaire de la prime de fin d'année, telle que modifiée par la CCT du 17/10/2024

Secteurs flamands :

- Convention collective de travail du 12 novembre 2018 relative à la prime de fin d'année, ~~modifiée par la convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à la partie forfaitaire de la prime de fin d'année~~, telle que modifiée par la CCT du 17/10/2024

Secteurs wallons :

- Convention collective de travail du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année (rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23/10/2002) ; telle que modifiée par la CCT 17/10/2024
- Convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité (rendue obligatoire par l'AR du 01/10/2008), telle que modifiée par la CCT 17/10/2024.
- Convention collective de travail du 14 septembre 2020 relative au paiement d'une prime de fin d'année au personnel des services qui ressortissent à la commission paritaire des établissements et services de santé, agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018 – 2020, ~~telle que modifiée par la CCT~~ telle que modifiée par la CCT 17/10/2024.

Secteurs bruxellois :

- Convention collective de travail du 12 décembre 2022 remplaçant la convention collective de travail du 9 décembre 2019 portant sur la prime de fin d'année pour les secteurs régionalisés à Bruxelles, ~~telle que modifiée par la CCT~~ telle que modifiée par la CCT 17/10/2024
- Convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité, telle que modifiée par la CCT 17/10/2024.
- Convention collective de travail du 12 décembre 2022 portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles, ~~telle que modifiée par la CCT~~ telle que modifiée par la CCT 17/10/2024

Annexe 2 – Modèle de convention collective de travail d'entreprise portant adhésion au système de leasing vélo

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU ..... (date) RELATIVE A L'ELABORATION D'UN SYSTÈME DE LEASING VELO

La présente convention est conclue au niveau de l'entreprise, entre

D'une part, l'employeur ....., adresse ....., ..., numéro BCE ....., représenté par ....., en sa qualité de ....., e-mail .....

D'autre part, l'(les) organisation(s) syndicale(s)

Dénomination : ....., adresse ....., représentée par ....., en sa qualité de ....., e-mail .....

(Dénomination : ....., adresse ....., représentée par ....., en sa qualité de ....., e-mail .....)

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à (l'employeur) ..... et aux travailleurs qu'il occupe (ou : au(x) groupe(s) de travailleurs suivant(s), notamment ..... (description du (des) groupe(s) de travailleurs concerné(s)).

Article 2

Les parties signataires conviennent qu'un travailleur, relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail, peut convertir la prime de fin d'année en un leasing vélo, conformément aux modalités déterminées dans la convention collective de travail du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective du ..... (insérer la convention collective applicable du secteur concerné) relative à la prime de fin d'année[2].

Article 3

[2] Ajouter, pour les secteurs où la prime d'attractivité subsiste, la référence à la convention collective de travail sectorielle modifiant la convention collective de travail relative à la prime d'attractivité.

Les modalités du leasing vélo sont élaborées conformément aux dispositions de la convention collective de travail sectorielle du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 4

La politique leasing vélo, telle que convenue dans l'entreprise, est annexée à la présente convention collective de travail.

Article 5

Avant que le travailleur décide d'opter pour le leasing vélo, l'employeur est tenu de lui fournir les informations prévues à l'article 7 de la convention collective de travail sectorielle du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6

La présente convention collective de travail entre en vigueur le ..... .

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant le respect d'un délai de préavis de trois mois par lettre recommandée adressée à chacune des parties signataires.

***

Fait et signé à ..... le ..... en ..... exemplaires, dont l'un sera déposé par l'employeur en vue d'être enregistré au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Pour l'employeur .....,

Signature

(avec mention manuscrite "pour accord")

Pour l'(les) organisation(s) syndicale(s),

.....

Signature

(avec mention manuscrite "pour accord")

(.....

Signature

(avec mention manuscrite "pour accord")

Annexe (1)

MAISONS MEDICALES WALLONNES DE LA CP 330

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Neerlegging-Dépôt: 22/01/2022
Regist.-Enregistr.: 07/06/2022
N°: 173231/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)	COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SERVICES DE SANTÉ (CP 330)
Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie	**Convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année**
Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot: - de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen; - de forensisch-psychiatrische centra; - de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; - de thuisverpleging; - de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België; - de medisch-pediatrische centra; - de wijkgezondheidscentra. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op artsen, met uitzondering van artsen die werkzaam zijn in de wijkgezondheidscentra. Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.	**Article 1er.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent: - aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée; - aux centres de psychiatrie légale; - aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; - aux soins infirmiers à domicile; - aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique; - aux centres médico-pédiatriques; - aux maisons médicales. La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales. Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het sociaal akkoord federale zorgsectoren van 12 november 2020, punt 1d. betreffende de samenvoeging van de attractiviteitspremie en de eindejaarspremie. De eerste uitbetaling van de eindejaarspremie, zoals bepaald in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, vindt plaats in en met betrekking tot het kalenderjaar 2022.	**Article 2.** La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020, point 1d. relatif à la fusion de la prime d'attractivité et de la prime de fin d'année. Le premier versement de la prime de fin d'année, telle que définie dans la présente convention collective de travail, a lieu dans le courant de et porte sur l'année civile 2022.
Artikel 3. §1. Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit een geïndexeerd forfaitair deel, verhoogd met een procentueel deel van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. §2. Het geïndexeerd forfaitair deel van de eindejaarspremie van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling wordt berekend door het forfaitair deel, toegekend in het voorgaande kalenderjaar van uitbetaling, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels. Voor de berekening van het geïndexeerd forfaitair deel van het kalenderjaar 2022 van uitbetaling geldt het bedrag van 1.057,56 euro, te verhogen met een percentage dat bekomen wordt door het indexcijfer dat van kracht is in oktober 2022 te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober 2021. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels. Vanaf het betrokken kalenderjaar 2023 van uitbetaling wordt het bedrag van het geïndexeerd forfaitair deel telkenmale berekend zoals bepaald in dit artikel 3, §2, eerste alinea. §3. Het procentueel deel van van de eindejaarspremie bedraagt 3,03 percent van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Het percentage wordt berekend tot op vier	**Article 3.** §1er. Le montant de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire indexée, majorée d'une partie exprimée en pourcentage du salaire annuel brut indexé du travailleur. §2. La partie forfaitaire indexée de la prime de fin d'année de l'année civile de versement considérée est calculée en majorant la partie forfaitaire octroyée lors de l'année civile de versement précédente d'un pourcentage qui dépend de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Le pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques. Pour le calcul de la partie forfaitaire indexée de l'année civile de versement 2022, le montant de 1.057,56 euros est d'application, à majorer d'un pourcentage qui s'obtient en divisant l'indice en vigueur en octobre 2022 par l'indice qui était d'application en octobre 2021. Le pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles arithmétiques. À partir de l'année civile de versement 2023, le montant de la partie forfaitaire indexée sera toujours calculé de la manière prévue dans le présent article 3, §2, alinéa 1er. §3. La partie exprimée en pourcentage de la prime de fin d'année s'élève à 3,03 pour cent du salaire annuel brut indexé du travailleur. Le pourcentage

decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels . Onder geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar van uitbetaling, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.	est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques. Par «salaire annuel brut indexé du travailleur», on entend: le produit de la multiplication par douze du salaire brut barémique indexé dû au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année civile de versement considérée, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de tout autre prime, supplément ou indemnité.
Artikel 4. Het volledig bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze, bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders. De referentieperiode is de periode van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 toegekende eindejaarspremie. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de lopende maand. Als de werknemer de gehele eindejaarspremie niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de eindejaarspremie vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties. Het bedrag van de eindejaarspremie voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt	**Article 4.** Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités d'exécution générales des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année civile de versement considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime de fin d'année octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime de fin d'année dans son intégralité dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence. Pour le travailleur occupé à temps partiel, le montant de la prime de fin d'année est calculé au

berekend naar rata van de duur van de contractuele arbeidsprestaties die de werknemer in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd. Zoals bepaald in de "Aanvulling van 12 mei 2020 van de gemeenschappelijke richtlijnen van de vakbonden en de werkgevers in de gezondheidszorg" met betrekking op de COVID-19 periode, wordt voor de werknemer die tijdens de referentieperiode van de eindejaarspremie, zoals bepaald in dit artikel, in een periode van tijdelijke werkloosheid werd geplaatst, deze periode en ongeacht de duurtijd ervan, beschouwd als een gelijkgestelde periode inzake de berekening van de eindejaarspremie. Het uitgangspunt is dat de werknemer naast de tijdelijke werkloosheid geen bijkomend financieel verlies lijdt.	prorata de la durée des prestations de travail contractuelles qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence. Comme indiqué dans le « Complément du 12 mai 2020 aux directives communes des syndicats et des employeurs du secteur des soins de santé » relatif à la période de Covid-19, pour le travailleur qui a été placé en période de chômage temporaire pendant la période de référence pour la prime de fin d'année, comme prévu au présent article, cette période, quelle qu'en soit la durée, est considérée comme une période assimilée pour le calcul de la prime de fin d'année. Le point de départ est que le travailleur, outre le chômage temporaire, ne subisse pas de perte financière supplémentaire.
Artikel 5. De eindejaarspremie wordt in één maal uitbetaald ten laatste in de maand december van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling of in de maand waarin de werknemer uit dienst treedt.	**Article 5.** La prime de fin d'année est liquidée en une seule fois au plus tard en décembre de l'année civile de versement considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.
Artikel 6. De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties, verricht in het raam van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte, binnen de referteperiode, waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarspremie ontvangt.	**Article 6.** La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour les prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie, endéans la période de référence, pour laquelle le travailleur remplacé reçoit la prime de fin d'année.
Artikel 7. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan reeds voordeligere regelingen inzake de eindejaarspremie, of attractiviteitspremie, samen de eindejaarstoelage, waar deze in voorkomend geval op ondernemingsvlak bestaan of toekomstig zouden worden ingesteld. In dat geval zal onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing zijn op de werknemers die reeds een dergelijke eindejaarstoelage genieten die minstens	**Article 7.** La présente convention collective de travail ne porte pas préjudice à des dispositions plus favorables en matière de prime de fin d'année ou prime d'attractivité, ensemble l'allocation de fin d'année, qui, le cas échéant, existent déjà au niveau de l'entreprise ou seraient instaurées à l'avenir. Dans ce cas, la présente convention collective de travail ne s'appliquera pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une telle allocation de fin d'année au moins équivalente à celle faisant

gelijkwaardig is aan deze bedongen in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.	l'objet de la présente convention collective de travail.
Artikel 8. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt vanaf haar ingangsdatum en uitsluitend voor wat betreft haar overeenkomstig toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 1: - de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage (geregistreerd op 10 oktober 2002 onder het nummer 64174/CO/305), zoals gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2007 (geregistreerd op 6 juli 2007 onder het nummer 83644/CO/305); - de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 tot toekenning van de attractiviteitspremie (geregistreerd op 23 juli 2007 onder het nummer 83937/CO/305), gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2011 (geregistreerd op 21 september 2011 onder het nummer 105845/CO/330).	**Article 8.** La présente convention collective de travail remplace, à partir de sa date d'entrée en vigueur et exclusivement en ce qui concerne son champ d'application correspondant tel que défini à l'article 1er: - l'application de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année (enregistrée le 10 octobre 2002 sous le numéro 64174/CO/305), telle que modifiée par la convention collective de travail du 12 février 2007 (enregistrée le 6 juillet 2007 sous le numéro 83644/CO/305); - l'application de la convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée le 23 juillet 2007 sous le numéro 83937/CO/305), modifiée par la convention collective de travail du 13 juillet 2011 (enregistrée le 21 septembre 2011 sous le numéro 105845/CO/330).
Artikel 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2022. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.	**Article 9.** La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la Commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.
Artikel 10. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van	**Article 10.** Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention

deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.	collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Neerlegging-Dépôt: 20/07/2022
Regist.-Enregistr.: 29/08/2022
N°: 174729/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)	COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SERVICES DE SANTÉ (CP 330)
Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2022 betreffende de verhoging van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarspremie en tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021	**Convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à l'augmentation de la partie forfaitaire de la prime de fin d'année et modifiant la convention collective de travail du 13 décembre 2021**
Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot: - de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen; - de forensisch-psychiatrische centra; - de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; - de thuisverpleging; - de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België; - de medisch-pediatrische centra; - de wijkgezondheidscentra. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op artsen, met uitzondering van artsen die werkzaam zijn in de wijkgezondheidscentra. Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.	**Article 1er.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent: - aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée; - aux centres de psychiatrie légale; - aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; - aux soins infirmiers à domicile; - aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique; - aux centres médico-pédiatriques; - aux maisons médicales. La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales. Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het sociaal akkoord van de federale zorgsectoren van 12 november 2020, evenals in uitvoering van het protocolakkoord van 11 maart 2022 in het kader van de onderhandelingen over het budget van 100 miljoen euro aan maatregelen ter verbetering van de arbeidsomstandigheden in de zorg.	**Article 2.** La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020, ainsi que du protocole d'accord du 11 mars 2022 dans le cadre des négociations sur le budget de 100 millions d'euros pour les mesures d'amélioration des conditions de travail dans le secteur des soins de santé.
Artikel 3. § 1. Het bedrag van 1.057,56 euro bedoeld in § 2 van artikel 3 van de CAO van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie (geregistreerd op 7/6/2022 onder nummer 173231/CO/330) wordt verhoogd met een forfaitair bedrag van 400 euro bruto (werknemer), dat wordt opgenomen in het forfaitaire deel van de eindejaarspremie. §2. Deze forfaitaire som van 400 euro bruto (werknemer) bedoeld in §1 van dit artikel wordt geïndexeerd vanaf het kalenderjaar van betaling 2022 zoals bepaald in artikel 3, §2 van de CAO van 13 december 2021. §3. De sociale partners erkennen dat deze maatregel alleen kan worden toegekend voor zover de kosten ervan daadwerkelijk worden gedekt door de financiële middelen die de bevoegde autoriteiten op recurrente basis garanderen.	**Article 3.** §1. Le montant de 1.057,56 euros visé au §2 de l'article 3 de la CCT du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année (enregistrée le 7/6/2022 sous le numéro 173231/CO/330) est augmenté d'un montant forfaitaire, intégré dans la partie forfaitaire de la prime de fin d'année, de 400 euros bruts (travailleur). §2. Ce montant forfaitaire de 400 euros bruts (travailleur) visé au §1er du présent article sera soumis à indexation à partir de l'année civile de versement 2022 tel que prévu à l'article 3, §2de la CCT du 13 décembre 2021. §3. Les partenaires sociaux reconnaissent que l'octroi de cette mesure n'est possible qu'à concurrence de la prise en charge effective des coûts y afférents, par les moyens financiers que les autorités compétentes garantissent de manière récurrente.
Artikel 4. Voor de categorieën van werknemers die ten gevolge van de verhoging bedoeld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst meer dan een dertiende maand zouden ontvangen, is het bedrag van de overschrijding te wijten aan het uitvoeringsproces van het sociaal akkoord van de federale zorgsectoren van 12 november 2020 en mag het geen precedent scheppen.	**Article 4.** Pour les catégories de travailleurs qui, en conséquence de l'augmentation visée à l'article 3 de la présente convention collective de travail, recevraient plus qu'un treizième mois, le montant du dépassement est dû au processus d'exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020 et ne peut créer de précédent.
Artikel 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2022.	**Article 5.** La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2022.

Zij is gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.	Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en avisera toutes les organisations signataires. * délai de Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la Commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.
Artikel 6. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.	**Article 6.** Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Neerlegging-Dépôt: 29/07/2011
Regist.-Enregistr.: 19/09/2011
N°: 105795/CO/330

COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ - CP 330	PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN - DIENSTEN - PC 330
Convention collective de travail. du 13 juillet 2011, concernant un complément à l'allocation de fin d'année octroyée par la C.C.T. du 25.09.2002 (A.R., 23.10.2002 – M.B., 05.11.2002) modifiée par les CCT du 16/10/2003 et du 12/02/2007	Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2011 betreffende een aanvulling op de eindejaarstoelage toegekend door de CAO van 25.09.2002 (K.B., 23.10.2002 – B.S., 05.11.2002) gewijzigd door de CAO's van 16/10/2003 en 12/02/2007
Article 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des associations de santé intégrée de la Région wallonne visées par le décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé. Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.	Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de "associations de santé intégrée de la Région wallonne" zoals bedoeld in het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "associations de santé intégrée" die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en diensten. Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.
Article 2 En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011, à partir du 1er janvier 2010, les travailleurs visés à l'article 1er reçoivent,	Artikel 2 In toepassing van het Driepartijenraamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011 ontvangen de in artikel 1 bedoelde werknemers vanaf 1 januari

conformément aux modalités fixées dans la présente convention collective de travail, à charge de leur employeur, pour les années 2010 et suivantes, un complément à l'allocation de fin d'année d'un montant brut indexé de 94,41€ (valeur octobre 2010) pour un équivalent temps plein.	2010, overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in deze collectieve arbeidsovereenkomst, ten laste van hun werkgever voor de jaren 2010 en volgende een aanvulling op de eindejaarstoelage voor een geïndexeerd brutobedrag van 94,41€.(waarde oktober 2010) voor een equivalent voltijdse arbeid.
Article 3 Les modalités d'application de la présente CCT sont celles de la CCT du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année (A.R., 23.10.2002 – M.B., 05.11.2002) modifiée par les CCT du 16/10/2003 et du 12/02/2007.	Artikel 3 De toepassingsmodaliteiten van deze CAO zijn die van de CAO van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage (K.B., 23.10.2002 – B.S., 05.11.2002) gewijzigd door de CAO's van 16/10/2003 en 12/02/2007.
Article 4 A titre transitoire, ce complément d' allocation de fin d'année pour 2010 est payé durant le mois d'octobre 2011. Pour les années suivantes, il est intégré à l'allocation de fin d'année liquidée dans le courant du mois de décembre.	Artikel 4 Bij wijze van overgangsmaatregel wordt deze aanvulling op de eindejaarstoelage voor 2010 uitbetaald tijdens de maand oktober 2011. Voor de volgende jaren wordt deze geïntegreerd in de eindejaarstoelage die in de loop van de maand december wordt uitbetaald.
Article 5 Cette allocation de fin d'année ne peut en aucune manière être déduite de toutes formes d'allocations de fin d'année préexistantes dans l'institution à la date de signature de la présente convention	Artikel 5 Deze eindejaarstoelage mag geenszins in mindering worden gebracht van andere, eerder bestaande vormen van eindejaarstoelages in de instelling op de datum van ondertekening van deze

collective de travail.	collectieve arbeisovereenkomst.
Article 6 Les parties conviennent d'informer le Gouvernement de la Région Wallonne de la bonne exécution de la présente convention pour en assurer le financement.	Artikel 6 De partijen komen overeen de Regering van het Waals Gewest in te lichten over de goede uitvoering van deze overeenkomst om de financiering ervan te verzekeren.
Article 7 La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1er janvier 2010. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois envoyé par courrier recommandé au Président de la Commission paritaire 330.	Artikel 7 Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2010. Zij kan worden opgezegd mits naleving van een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité 330.

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190696/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie ((geregistreerd onder nummer: 173231).

Artikel 1.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen;
- de forensisch-psychiatrische centra;
- de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- de thuisverpleging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de artsen, met uitzondering van de artsen in de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : elke persoon, ongeacht geslacht, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in het kader vastgelegd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie.

Artikel 3.
In Artikel 5 wordt volgende paragraaf toegevoegd:
§ 2 De eindejaarspremie kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in onderhavig artikel 5. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarspremie met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.
In Artikel 5 wordt volgende paragraaf toegevoegd:
§3. Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarspremie dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in

geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

In Artikel 7 wordt tussen de eerste en de tweede zin volgende tekst toegevoegd:
Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarspremie kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année (enregistrée sous le numéro 173231).

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent:
- aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée;
- aux centres de psychiatrie légale;
- aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- aux soins infirmiers à domicile;
- aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
- aux centres médico-pédiatriques;
- aux maisons médicales.

La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales.

On entend par « salariés » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année.

Article 3.

À l'article 5, le paragraphe suivant est ajouté :

§ 2 La prime de fin d'année peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 5. La conversion de la prime brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.

À l'article 5, le paragraphe suivant est ajouté :

§3. La partie du montant annuel de la prime de fin d'année qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui

était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.

À l'article 7, le texte suivant est ajouté entre la première et la deuxième phrase :

Des dispositions alternatives pour la conversion de toute ou une partie de la prime brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une Convention Collective de Travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

MAISONS MEDICALES BRUXELLOISES DE LA CP 330

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Neerlegging-Dépôt: 22/01/2022
Regist.-Enregistr.: 07/06/2022
N°: 173231/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)	COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SERVICES DE SANTÉ (CP 330)
Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie	**Convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année**
Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot: - de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen; - de forensisch-psychiatrische centra; - de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; - de thuisverpleging; - de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België; - de medisch-pediatrische centra; - de wijkgezondheidscentra. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op artsen, met uitzondering van artsen die werkzaam zijn in de wijkgezondheidscentra. Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.	**Article 1er.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent: - aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée; - aux centres de psychiatrie légale; - aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; - aux soins infirmiers à domicile; - aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique; - aux centres médico-pédiatriques; - aux maisons médicales. La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales. Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het sociaal akkoord federale zorgsectoren van 12 november 2020, punt 1d. betreffende de samenvoeging van de attractiviteitspremie en de eindejaarspremie. De eerste uitbetaling van de eindejaarspremie, zoals bepaald in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, vindt plaats in en met betrekking tot het kalenderjaar 2022.	**Article 2.** La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020, point 1d. relatif à la fusion de la prime d'attractivité et de la prime de fin d'année. Le premier versement de la prime de fin d'année, telle que définie dans la présente convention collective de travail, a lieu dans le courant de et porte sur l'année civile 2022.
Artikel 3. §1. Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit een geïndexeerd forfaitair deel, verhoogd met een procentueel deel van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. §2. Het geïndexeerd forfaitair deel van de eindejaarspremie van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling wordt berekend door het forfaitair deel, toegekend in het voorgaande kalenderjaar van uitbetaling, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels. Voor de berekening van het geïndexeerd forfaitair deel van het kalenderjaar 2022 van uitbetaling geldt het bedrag van 1.057,56 euro, te verhogen met een percentage dat bekomen wordt door het indexcijfer dat van kracht is in oktober 2022 te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober 2021. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels. Vanaf het betrokken kalenderjaar 2023 van uitbetaling wordt het bedrag van het geïndexeerd forfaitair deel telkenmale berekend zoals bepaald in dit artikel 3, §2, eerste alinea. §3. Het procentueel deel van van de eindejaarspremie bedraagt 3,03 percent van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Het percentage wordt berekend tot op vier	**Article 3.** §1er. Le montant de la prime de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire indexée, majorée d'une partie exprimée en pourcentage du salaire annuel brut indexé du travailleur. §2. La partie forfaitaire indexée de la prime de fin d'année de l'année civile de versement considérée est calculée en majorant la partie forfaitaire octroyée lors de l'année civile de versement précédente d'un pourcentage qui dépend de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Le pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques. Pour le calcul de la partie forfaitaire indexée de l'année civile de versement 2022, le montant de 1.057,56 euros est d'application, à majorer d'un pourcentage qui s'obtient en divisant l'indice en vigueur en octobre 2022 par l'indice qui était d'application en octobre 2021. Le pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles arithmétiques. À partir de l'année civile de versement 2023, le montant de la partie forfaitaire indexée sera toujours calculé de la manière prévue dans le présent article 3, §2, alinéa 1er. §3. La partie exprimée en pourcentage de la prime de fin d'année s'élève à 3,03 pour cent du salaire annuel brut indexé du travailleur. Le pourcentage

decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels . Onder geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar van uitbetaling, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.	est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques. Par «salaire annuel brut indexé du travailleur», on entend: le produit de la multiplication par douze du salaire brut barémique indexé dû au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année civile de versement considérée, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de tout autre prime, supplément ou indemnité.
Artikel 4. Het volledig bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze, bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders. De referentieperiode is de periode van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 toegekende eindejaarspremie. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de lopende maand. Als de werknemer de gehele eindejaarspremie niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de eindejaarspremie vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties. Het bedrag van de eindejaarspremie voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt	**Article 4.** Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités d'exécution générales des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année civile de versement considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime de fin d'année octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime de fin d'année dans son intégralité dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime de fin d'année est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence. Pour le travailleur occupé à temps partiel, le montant de la prime de fin d'année est calculé au

berekend naar rata van de duur van de contractuele arbeidsprestaties die de werknemer in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd. Zoals bepaald in de "Aanvulling van 12 mei 2020 van de gemeenschappelijke richtlijnen van de vakbonden en de werkgevers in de gezondheidszorg" met betrekking op de COVID-19 periode, wordt voor de werknemer die tijdens de referentieperiode van de eindejaarspremie, zoals bepaald in dit artikel, in een periode van tijdelijke werkloosheid werd geplaatst, deze periode en ongeacht de duurtijd ervan, beschouwd als een gelijkgestelde periode inzake de berekening van de eindejaarspremie. Het uitgangspunt is dat de werknemer naast de tijdelijke werkloosheid geen bijkomend financieel verlies lijdt.	prorata de la durée des prestations de travail contractuelles qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence. Comme indiqué dans le « Complément du 12 mai 2020 aux directives communes des syndicats et des employeurs du secteur des soins de santé » relatif à la période de Covid-19, pour le travailleur qui a été placé en période de chômage temporaire pendant la période de référence pour la prime de fin d'année, comme prévu au présent article, cette période, quelle qu'en soit la durée, est considérée comme une période assimilée pour le calcul de la prime de fin d'année. Le point de départ est que le travailleur, outre le chômage temporaire, ne subisse pas de perte financière supplémentaire.
Artikel 5. De eindejaarspremie wordt in één maal uitbetaald ten laatste in de maand december van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling of in de maand waarin de werknemer uit dienst treedt.	**Article 5.** La prime de fin d'année est liquidée en une seule fois au plus tard en décembre de l'année civile de versement considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.
Artikel 6. De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties, verricht in het raam van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte, binnen de referteperiode, waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarspremie ontvangt.	**Article 6.** La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour les prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie, endéans la période de référence, pour laquelle le travailleur remplacé reçoit la prime de fin d'année.
Artikel 7. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst doet geen afbreuk aan reeds voordeligere regelingen inzake de eindejaarspremie, of attractiviteitspremie, samen de eindejaarstoelage, waar deze in voorkomend geval op ondernemingsvlak bestaan of toekomstig zouden worden ingesteld. In dat geval zal onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst niet van toepassing zijn op de werknemers die reeds een dergelijke eindejaarstoelage genieten die minstens	**Article 7.** La présente convention collective de travail ne porte pas préjudice à des dispositions plus favorables en matière de prime de fin d'année ou prime d'attractivité, ensemble l'allocation de fin d'année, qui, le cas échéant, existent déjà au niveau de l'entreprise ou seraient instaurées à l'avenir. Dans ce cas, la présente convention collective de travail ne s'appliquera pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une telle allocation de fin d'année au moins équivalente à celle faisant

gelijkwaardig is aan deze bedongen in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.	l'objet de la présente convention collective de travail.
Artikel 8. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt vanaf haar ingangsdatum en uitsluitend voor wat betreft haar overeenkomstig toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 1: - de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage (geregistreerd op 10 oktober 2002 onder het nummer 64174/CO/305), zoals gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2007 (geregistreerd op 6 juli 2007 onder het nummer 83644/CO/305); - de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 tot toekenning van de attractiviteitspremie (geregistreerd op 23 juli 2007 onder het nummer 83937/CO/305), gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2011 (geregistreerd op 21 september 2011 onder het nummer 105845/CO/330).	**Article 8.** La présente convention collective de travail remplace, à partir de sa date d'entrée en vigueur et exclusivement en ce qui concerne son champ d'application correspondant tel que défini à l'article 1er: - l'application de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année (enregistrée le 10 octobre 2002 sous le numéro 64174/CO/305), telle que modifiée par la convention collective de travail du 12 février 2007 (enregistrée le 6 juillet 2007 sous le numéro 83644/CO/305); - l'application de la convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée le 23 juillet 2007 sous le numéro 83937/CO/305), modifiée par la convention collective de travail du 13 juillet 2011 (enregistrée le 21 septembre 2011 sous le numéro 105845/CO/330).
Artikel 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2022. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.	**Article 9.** La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la Commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.
Artikel 10. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van	**Article 10.** Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention

deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.	collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Neerlegging-Dépôt: 20/07/2022
Regist.-Enregistr.: 29/08/2022
N°: 174729/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)	COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SERVICES DE SANTÉ (CP 330)
Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2022 betreffende de verhoging van het forfaitaire gedeelte van de eindejaarspremie en tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021	**Convention collective de travail du 13 juin 2022 relative à l'augmentation de la partie forfaitaire de la prime de fin d'année et modifiant la convention collective de travail du 13 décembre 2021**
Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot: - de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen; - de forensisch-psychiatrische centra; - de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen; - de thuisverpleging; - de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België; - de medisch-pediatrische centra; - de wijkgezondheidscentra. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op artsen, met uitzondering van artsen die werkzaam zijn in de wijkgezondheidscentra. Onder "werknemers" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.	**Article 1er.** La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent: - aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée; - aux centres de psychiatrie légale; - aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; - aux soins infirmiers à domicile; - aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique; - aux centres médico-pédiatriques; - aux maisons médicales. La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales. Par "travailleurs", on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het sociaal akkoord van de federale zorgsectoren van 12 november 2020, evenals in uitvoering van het protocolakkoord van 11 maart 2022 in het kader van de onderhandelingen over het budget van 100 miljoen euro aan maatregelen ter verbetering van de arbeidsomstandigheden in de zorg.	**Article 2.** La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020, ainsi que du protocole d'accord du 11 mars 2022 dans le cadre des négociations sur le budget de 100 millions d'euros pour les mesures d'amélioration des conditions de travail dans le secteur des soins de santé.
Artikel 3. § 1. Het bedrag van 1.057,56 euro bedoeld in § 2 van artikel 3 van de CAO van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie (geregistreerd op 7/6/2022 onder nummer 173231/CO/330) wordt verhoogd met een forfaitair bedrag van 400 euro bruto (werknemer), dat wordt opgenomen in het forfaitaire deel van de eindejaarspremie. §2. Deze forfaitaire som van 400 euro bruto (werknemer) bedoeld in §1 van dit artikel wordt geïndexeerd vanaf het kalenderjaar van betaling 2022 zoals bepaald in artikel 3, §2 van de CAO van 13 december 2021. §3. De sociale partners erkennen dat deze maatregel alleen kan worden toegekend voor zover de kosten ervan daadwerkelijk worden gedekt door de financiële middelen die de bevoegde autoriteiten op recurrente basis garanderen.	**Article 3.** §1. Le montant de 1.057,56 euros visé au §2 de l'article 3 de la CCT du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année (enregistrée le 7/6/2022 sous le numéro 173231/CO/330) est augmenté d'un montant forfaitaire, intégré dans la partie forfaitaire de la prime de fin d'année, de 400 euros bruts (travailleur). §2. Ce montant forfaitaire de 400 euros bruts (travailleur) visé au §1er du présent article sera soumis à indexation à partir de l'année civile de versement 2022 tel que prévu à l'article 3, §2de la CCT du 13 décembre 2021. §3. Les partenaires sociaux reconnaissent que l'octroi de cette mesure n'est possible qu'à concurrence de la prise en charge effective des coûts y afférents, par les moyens financiers que les autorités compétentes garantissent de manière récurrente.
Artikel 4. Voor de categorieën van werknemers die ten gevolge van de verhoging bedoeld in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst meer dan een dertiende maand zouden ontvangen, is het bedrag van de overschrijding te wijten aan het uitvoeringsproces van het sociaal akkoord van de federale zorgsectoren van 12 november 2020 en mag het geen precedent scheppen.	**Article 4.** Pour les catégories de travailleurs qui, en conséquence de l'augmentation visée à l'article 3 de la présente convention collective de travail, recevraient plus qu'un treizième mois, le montant du dépassement est dû au processus d'exécution de l'accord social des secteurs des soins fédéraux du 12 novembre 2020 et ne peut créer de précédent.
Artikel 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2022.	**Article 5.** La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2022.

Zij is gesloten voor onbepaalde duur en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.	Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en avisera toutes les organisations signataires. * délai de Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la Commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.
Artikel 6. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.	**Article 6.** Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190696/CO/330

PARITAIR COMITÉ VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN – DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie ((geregistreerd onder nummer: 173231).

Artikel 1.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, en die behoren tot:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn, met uitzondering van de categorale ziekenhuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen en de initiatieven van beschut wonen;
- de forensisch-psychiatrische centra;
- de revalidatiecentra waarvoor het Comité van de verzekering van het RIZIV, op voorstel van het College van geneesheren-directeurs, in toepassing van artikel 22, 6° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, een overeenkomst heeft gesloten en die niet vallen onder de toepassing van artikel 5, §1, I, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
- de thuisverpleging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de artsen, met uitzondering van de artsen in de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : elke persoon, ongeacht geslacht, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in het kader vastgelegd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de eindejaarspremie.

Artikel 3.
In Artikel 5 wordt volgende paragraaf toegevoegd:
§ 2 De eindejaarspremie kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in onderhavig artikel 5. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarspremie met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.
In Artikel 5 wordt volgende paragraaf toegevoegd:
§3. Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarspremie dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in

geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

In Artikel 7 wordt tussen de eerste en de tweede zin volgende tekst toegevoegd:
Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarspremie kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année (enregistrée sous le numéro 173231).

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui appartiennent:
- aux établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux, à l'exception des hôpitaux catégoriels, des maisons de soins psychiatriques et des initiatives d'habitation protégée;
- aux centres de psychiatrie légale;
- aux centres de revalidation pour lesquels le Comité de l'assurance de l'INAMI, sur proposition du Collège des médecins directeurs, en application de l'article 22, 6°, de la loi concernant l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, a conclu une convention et qui ne tombent pas sous l'application de l'article 5, § 1er, I, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- aux soins infirmiers à domicile;
- aux services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
- aux centres médico-pédiatriques;
- aux maisons médicales.

La présente convention collective de travail n'est pas d'application pour les médecins, à l'exception des médecins employés dans les maisons médicales.

On entend par « salariés » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative à la prime de fin d'année.

Article 3.

À l'article 5, le paragraphe suivant est ajouté :

§ 2 La prime de fin d'année peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 5. La conversion de la prime brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.

À l'article 5, le paragraphe suivant est ajouté :

§3. La partie du montant annuel de la prime de fin d'année qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui

était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.

À l'article 7, le texte suivant est ajouté entre la première et la deuxième phrase :

Des dispositions alternatives pour la conversion de toute ou une partie de la prime brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une Convention Collective de Travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

SECTEURS REGIONALISES DE LA CP 330 DEPENDANT DE LA REGION WALLONNE

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002

Eindej aarstoelage

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van :

- de inrichtingen en diensten die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de samenwerkingsverbanden voor de oprichting en het beheer van initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden;
- de rust- en verzorgingstehuizen;
- de serviceflats en dienstencentra die verzorging verlenen ten gunste van bejaarden;
- de revalidatiecentra;
- ~~de thuisverpleging.~~

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
03 -10- 2002 | 10 -10- 2002 | NR. N°
64.174 /10/305

Commission paritaire des services de santé

Convention collective de travail du 25 septembre 2002

Allocation de fin d'année

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements et services qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
- des maisons de soins psychiatriques;
- des associations pour l'instauration et la gestion d'initiatives d'habitation protégée;
- des homes pour personnes âgées;
- des maisons de repos et de soins;
- des résidences-service et les centres de services qui procurent des soins aux personnes âgées;
- des centres de revalidation;
- ~~des soins infirmier à domicile.~~

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het punt 1 van het federaal meerjarenplan van 1 maart 2000.

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution du point 1er du plan fédéral pluriannuel du 1er mars 2000.

Art. 3. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die op de in artikel 1 beoogde werknemers inzake eindejaarstoelage van toepassing zijn en dit voor het jaar 2003 en volgende jaren.

Art. 3. Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2003 et les années suivantes.

Art. 4. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een veranderlijk gedeelte.

Art. 4. Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie valable.

1) Het forfaitair gedeelte wordt vanaf 2003 berekend bij toepassing van artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 1987. Derhalve wordt het bedrag van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar bekomen door het forfaitair gedeelte, toegekend tijdens het vorig jaar, te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het vorig jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

1) La partie forfaitaire est calculée à partir de 2003 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Par conséquent, le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2) Het veranderlijk gedeelte bedraagt 2,5 pct. van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan : de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokkene verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar, desgevallend met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

2) La partie variable s'élève à 2,5 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Art. 5. § 1. Het volledig bedrag van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode.

Art. 5. § 1er. Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze, bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

De referentieperiode is de période, gaande van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken jaar. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 toegekende toelage.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 4.

De ondernemingsniveau kunnen afwijkenderegelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en die betrekking hebben op de referentieperiode, in voege blijven.

Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur.

Onder maand wordt verstaan, iedere verbintenis welke is aangegaan voor de zestiende dag van de lopende maand.

On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2. Als de werknemer de gehele toelage niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen tijdens of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Het bedrag van de toelage voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die hij in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd.

§ 3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Art. 6. De eindejaarstoelage wordt in éénmaal uitbetaald in de loop van de maand december van het in aanmerking genomen jaar.

Art. 6. L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

Art. 7. § 1. De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt, noch voor arbeidsprestaties, verricht in het raam van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarstoelage ontvangt.

Art. 7. § 1er. L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit l'allocation de fin d'année.

§ 2. De werknemers die zich in een proefperiode bevinden op het ogenblik van de betaling van de toelage van het in aanmerking genomen jaar, hebben geen recht op de toelage.

§ 2. Les travailleurs qui se trouvent en période d'essai au moment du paiement de l'allocation de l'année considérée n'ont pas droit à l'allocation.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die tenminste gelijkwaardig is aan deze, bedongen in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 8. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2003. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er octobre 2003. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, met een opzegtermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft de collectieve arbeidsovereenkomst op van 22 oktober 1991 van toepassing op de instellingen die onder het Paritair Subcomité voor de privéziekenhuizen ressorteren en van 15 december 1994 van toepassing op de revalidatiecentra, en dit vanaf het ogenblik dat de voordelen bedongen in deze collectieve arbeidsovereenkomst effectief worden toegekend.

Art. 10. La présente convention collective de travail abroge la convention collective de travail du 22 octobre 1991 d'application aux établissements ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les hôpitaux privés et du 15 décembre 1994 d'application aux centres de revalidation à partir du moment ou les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail sont effectivement octroyés.

Art. 11 Partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen bedongen in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief aan de werknemers zullen toegekend worden voor zover de koninklijke en ministeriele besluiten die de financiering ervan verzekeren, zoals deze door de Regering voorzien werden, effectief op 1 oktober 2002 in werking treden, hierbij invoerend:

Art. 11 Les parties conviennent explicitement que les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que les arrêtés royaux et ministériels en assurant le financement tels que prévus par le Gouvernement entrent effectivement en vigueur au 1er octobre 2002, instaurant:

(1) voor het personeel dat niet in het kader van de RIZIV forfaits gefinancierd wordt, een jaarlijkse financiering per VTE personeelslid ten bedrage van:

(1) pour le personnel non financé dans le cadre des forfaits INAMI, un financement annuel par ETP à concurrence de:

Vanaf 1 oktober 2002
- 2383.56 € voor een verpleegkundige Al
- 2176.58 € voor een verpleegkundige A2 of ZHA
- 5029.75 € voor een personeelslid verzorgende
- 733.87 € voor een paramedisch personeelslid
- 3166.64 € voor een administratief, werklieden- of technisch personeelslid

A partir du 1er octobre 2002
- 2383.56 € pour un infirmier Al
- 2176.58 € pour un infirmier A2 ou ASH
- 5029.75 € pour un membre du personnel soignant
- 733.87 € pour un membre du personnel paramédical
- 3166.64 € pour un membre du personnel administratif, ouvrier ou technique

Vanaf 1 oktober 2003
- 3659.69 € voor een verpleegkundige Al
- 3366.46 € voor een verpleegkundige A2 of ZHA
- 6058.40 € voor een verzorgend personeelslid
- 1972.50 € voor een paramedisch personeelslid
- 4124.02 € voor een administratief, werklieden- of technisch personeelslid

A partir du 1er octobre 2003
- 3659.69 € pour un infirmier Al
- 3366.46 € pour un infirmier A2 ou ASH
- 6058.40 € pour un membre du personnel soignant
- 1972.50 € pour un membre du personnel paramédical
- 4124.02 € pour un membre du personnel administratif, ouvrier ou technique

Vanaf 1 oktober 2004
- 3711.54 € voor een verpleegkundige Al
- 3496.09 € voor een verpleegkundige A2 of ZHA
- 6588.42 € voor een personeelslid verzorgende
- 2128.05 € voor een paramedisch personeelslid
- 7550.84€ voor een administratief, werklieden- of technisch personeelslid

A partir du 1er octobre 2004
- 3711.54€ pour un infirmier Al
- 3496.09 € pour un infirmier A2 ou ASH
- 6588.42 € pour un membre du personnel soignant
- 2128.05 € pour un membre du personnel paramédical
- 7550.84€ pour un membre du personnel administratif, ouvrier ou technique

waarbij het geheel van voornoemde bedragen gekoppeld wordt aan het spilindexcijfer 103.14–basis 1996 = 100, aangepast overeenkomstig de modaliteiten van het stelsel van indexering aan de consumptieprijzen en onderworpen aan een globale budgettaire enveloppe berekend op basis van het in de sector effectieve tewerkstellingsvolume van het jaar 2001;

l'ensemble de ces montants étant liés à l'indice pivot 103.14 dans la base 1996=100, adaptés selon le régime de liaison à l'indice des prix à la consommation et conditionnés par le respect d'une enveloppe budgétaire globale calculée sur la base du volume d'emploi effectif dans le secteur au cours de l'année 2001;

(2) voor het personeel gefinancierd binnen het kader van de RIZIV forfaits, een jaarlijkse financiering per VTE gelijk aan het bedrag overeenstemmend met voornoemde bedragen (rekening houdend met de lasten die reeds door de forfaits gedekt worden), vermeerderd met een bedrag overeenstemmend met de 1% baremieke verhoging toegekend op 1 oktober 2001 overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 december 2000 betreffende de optrekking met 1% van de lonen van sommige werknemers. Aangezien deze bedragen toegevoegd worden aan de geactualiseerde waarde van de RIZIV forfaits van toepassing op 30 september 2000 zoals gewijzigd overeenkomstig de tussen 30 september 2000 en 1 oktober 2002 aangepaste omkaderingsnormen, wordt de waarde van de forfaits (waarde gekoppeld aan de spilindex 103.14 in de basis 1996=100) op 1 oktober 2002 op volgende bedragen vastgelegd:

(2) pour le personnel financé dans le cadre des forfaits INAMI, un financement annuel par ETP à concurrence d'un montant correspondant aux montants précités (tenant compte des charges déjà couvertes par les forfaits), majoré d'un montant représentant le coût de la majoration barémique de 1% octroyée au 1er octobre 2001 en vertu de la Convention collective de travail du 7 décembre 2000 relative à l'augmentation de 1% des salaires de certains travailleurs. Ces montants étant ajoutés à la valeur actualisée des forfaits INAMI applicables au 30 septembre 2000 et adaptés selon les modifications apportées aux normes d'encadrement entre le 30 septembre 2000 et le 1er octobre 2002, ils portent la valeur des forfaits (valeurs liées à l'indice pivot 103.14 dans la base 1996=100) au 1er octobre 2002 aux montants:

- voor de rustoorden:
  forfait O : 1.18€
  forfait A : 7.99€
  forfait B : 24.16€
  forfait C : 34.58€
  forfait C+ : 36.38€

- pour les maisons de repos:
  forfait O : 1.18€
  forfait A : 7.99€
  forfait B : 24.16€
  forfait C : 34.58€
  forfait C+ : 36.38€

- voor de rust- en verzorgingsinstellingen:
  forfait B4 : 38.66€
  forfait B5 : 43.25€
  forfait C : 48.79€
  forfait Cd : 50.49€
- voor de dagverzorgingscentra:
  forfait : 23.57€

- pour les maisons de repos et de soins:
  forfait B4 : 38.66€
  forfait B5 : 43.25€
  forfait C : 48.79€
  forfait Cd : 50.49€
- pour les centres de soins de jour:
  forfait : 23.57€

4

Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 oktober 2003

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage

(Overeenkomst geregistreerd op onder het nummer /CO/305)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van :

- de inrichtingen en diensten die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de samenwerkingsverbanden voor de oprichting en beheer van initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden;
- de rust- en verzorgingstehuizen;
- de serviceflats en dienstencentra die verzorging verlenen ten gunste van bejaarden;
- de revalidatiecentra.

Onder 'werknemers' wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Art 2. Artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindej aarstoelage (koninklijk besluit van 23 oktober 2002, Belgisch Staatsblad van 5 november 2002), wordt vervangen door de volgende bepaling:

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
18 -11- 2003 | 12 -12- 2003 NR. N°

Commission paritaire des services de santé

Convention collective de travail du 16 octobre 2003

Modification de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année

(Convention enregistrée le sous le numero /CO/305)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements et services qui sont soumis a la loi sur les höpitaux ;
- des maisons de soins psychiatriques ;
- des associations pour l'instauration et la gestion d'initiatives d'habitation protégée ;
- des homes pour personnes âgées ;
- des maisons de repos et de soins ;
- des résidences-service et les centres de services qui procurent des soins aux personnes agées ;
- des centres de revalidation.

Par 'travailleurs' on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. L'article 9 de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année (arrêté royal du 23 octobre 2002, Moniteur beige du 5 novembre 2002), est remplacé par les dispositions suivantes :

69017 160/305

"Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, met een opzeggingstermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.".

« Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2003. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifiés par lettre recommandée a la poste, adressée au président de la Commission paritaire des services de santé. ».

Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2007

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage (Overeenkomst geregistreerd op onder het nummer /CO/305)

Artikel 1. De/.e collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van :

- de inrichtingen en diensten die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn:
- de psychiatrische verzorgingstehuizen:
- de samenwerkingsverbanden voor de oprichting en het beheer van initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden;
- de rust- en verzorgingstehuizen:
- de servicefiats en dienstencentra die verzorging verlenen ten gunste van bejaarden;
- de revalidatiecentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Commission paritaire des services de santé

Convention collective Je travail du 12 février 2007

Modification de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année (Convention enregistrée le sous le numéro /CO/305)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements et services qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
- des maisons de soins psychiatriques;
- des associations pour l'instauration et la gestion d'initiatives d'habitation protégée;
- des homes pour personnes âgées;
- des maisons de repos et de soins;
- des résidences-service et les centres de services qui procurent des soins aux personnes âgées;
- des centres de revalidation.

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

INSCHRIJVING-DEPOT
20 -OS- 2007
REGISTR.-ENREGISTR.
06 -07- 2007
NR.
N°
83.644/CO/305

Art. 2. Artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betrefiende de eindejaarspremie (koninklijk besluit van 23 oktober 2002 - Belgisch Staatsblad van 5 november 2002). wordt vervangen door de volgende bepaling:

'Art. 6. De eindejaarstoelage wordt in éénmaal uitbetaald in de loop van de maand december van het in aanmerking genomen jaar of in de maand waarin dat de werknemer uit dienst treedt.'.

Art. 3. De/.e collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen. met een opzegtermijn van drie maanden. gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Art. 2. L'Article 6 de la convention collective de travail du 25 septembre 2002 concernant l'allocation de fin d'année (arrêté royal du 23 octobre 2002 - Moniteur belge du 5 novembre 2002). est remplacé par les dispositions suivantes :

'Art. 6. L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement"."

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1 er janvier 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois. notifié par lettre recommandée à la poste. adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

Neerlegging-Dépôt: 19/10/2020
Regist.-Enregistr.: 17/12/2020
N°: 162415/CO/330

Convention collective de travail du 14 septembre 2020 relative au paiement d'une prime de fin d'année au personnel des services qui ressortissent à la commission paritaire des établissements et services de santé, agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018 – 2020.

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées (appelées dans l'Accord Non Marchand wallon « habitations protégées pour patients psychiatriques »), des homes pour personnes âgées (y appelées les « maisons de repos »), des maisons de repos et de soins , des résidences-service et des centres de services qui procurent des soins aux personnes âgées (y appelés « centres de soins de jour ») et des centres de rééducation fonctionnelle (y appelés « conventions de revalidation fonctionnelle »), qui sont agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin

Article 2

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année à partir de 2020.

Article 3

Pour son seul champ d'application, la présente convention augmente le montant forfaitaire de l'allocation de fin d'année comme prévu dans la convention collective de travail du 25/09/2002 (n° 64174/CO/305 – AR du 23/10/2002 – MB du 05/11/2002) modifiée par la convention collective de travail du 16/10/2003 (n° 69017/CO/305 – AR du 27/04/2004 – MB du 16/06/2004) et par la convention collective de travail du 12/02/2007 (n° 83644/CO/305 – AR du 10/02/2008 – MB du 27/02/2008), d'un montant de 368,79 € par ETP. Ce montant correspond à l'indice pivot 105,10 (base 2013=100).

Article 4

La présente convention collective de travail complète pour son seul champ d'application la convention collective de travail du 25/09/2002 (AR du 23/10/2002 – MB du 05/11/2002) modifiée par la convention collective de travail du 16/10/2003 (AR du 27/04/2004 – MB du 16/06/2004) et par la convention collective de travail du 12/02/2007 (AR du 10/02/2008 – MB du 27/02/2008).

Les modalités d'applications restent les mêmes.

Article 5

La présente convention collective de travail s'applique pour autant que le Gouvernement wallon ait pris les dispositions nécessaires auprès des administrations concernées pour que les subventions dédiées à la prime visée à l'article 3 aient été versées aux opérateurs visés à l'article 1 dans des délais permettant leur liquidation, comme prévu dans la présente convention collective de travail et dans l'accord non marchand adopté par les interlocuteurs sociaux et le Gouvernement wallon le 2 mai 2019.

Article 6

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 janvier 2020.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui en avisera toutes les organisations signataires.

Article 7

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 betreffende de betaling van een eindejaarspremie aan het personeel van de diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, erkend en/of gesubsidieerd door het Waalse Gewest tot uitvoering van de tripartiete raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector 2018-2020.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de psychiatrische verzorgingstehuizen, de initiatieven van beschut wonen (in het Waals non-profitakkoord "habitations protégées pour patients psychiatriques" genoemd), rusthuizen voor bejaarden (in het Waals Gewest "maisons de repos" genoemd), rust- en verzorgingstehuizen, serviceflats en dienstencentra die verzorging verlenen ten gunste van bejaarden (in het Waals Gewest "centres de soins de jour" genoemd) en centra voor functionele revalidatie (in het Waals Gewest "conventions de revalidation fonctionnelle" genoemd), die zijn erkend en/of gesubsidieerd door het Waals Gewest.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1 met betrekking tot de eindejaarstoelage vanaf 2020.

Artikel 3

Voor haar toepassingsgebied verhoogt deze overeenkomst het forfaitaire bedrag van de eindejaarstoelage zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 25/09/2002 (nr. 64174/CO/305 – KB van 23/10/2002 – BS van 05/11/2002), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16/10/2003 (nr. 69017/CO/305 – KB van 27/04/2004 – BS van 16/06/2004) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12/02/2007 (nr.° 83644/CO/305 – KB van 10/02/2008 – BS van 27/02/2008) met een bedrag van 368,79€ per VTE. Dit bedrag komt overeen met de spilindex 105,10 (basis 2013=100).

Artikel 4

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vult voor haar toepassingsgebied de collectieve arbeidsovereenkomst aan van 25/09/2002 (KB van 23/10/2002 – BS van 05/11/2002), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16/10/2003 (KB van 27/04/2004 – BS van 16/06/2004) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12/02/2007 (KB van 10/02/2008 – BS van 27/02/2008),

De toepassingsmodaliteiten blijven dezelfde.

Artikel 5.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing voor zover de Waalse Regering de nodige schikkingen heeft getroffen bij de betrokken administraties opdat de subsidies uitgetrokken voor de premie bedoeld in artikel 3 gestort werden aan de operatoren bedoeld in artikel 1 binnen de termijnen waarbinnen ze betaald kunnen worden, zoals bepaald in deze collectieve

arbeidsovereenkomst en in het non-profitakkoord dat de sociale gesprekspartners en de Waalse regering op 2 mei 2019 hebben aangenomen.

Artikel 6

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 januari 2020

Zij wordt gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt.

Artikel 7

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Afdeling van het sectoraal overleg

SERVICE PUBLIC FEDERAL
Emploi, Travail et
Concertation sociale
Direction générale Relations collectives de travail
Division de la concertation sectorielle

ERRATUM

Commission paritaire des établissements et des services de santés

CCT n° 190701/CO/330
du 17/10/2024

Correction dans les deux langues :

- La 2ème puce de l'article 1er doit être corrigée comme suit : « **des associations pour l'instauration et la gestion** d'initiatives d'habitation protégée ».

Décision du 17/01/25

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

CAO nr. 190701/CO/330
van 17/10/2024

Verbetering in beide talen :

- Het 2de bolletje van artikel 1 moet als volgt verbeterd worden : "de **samenwerkingsverbanden** ~~verenigingen~~ voor de oprichting en het beheer van initiatieven ~~voor beschermd~~ **van beschut** wonen".

Beslissing van 17/01/25

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190701/CO/330

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective du 25 septembre 2002 relative à l'allocation de fin d'année, (enregistrée sous le numéro : 64174/CO/305; rendue obligatoire par AR du 23/10/2002, M.B. du 05/11/2002).

Article 1er.
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des maisons de soins psychiatriques ;
- des initiatives d'habitation protégée;
- des homes pour personnes âgées;
- des maisons de repos et de soins;
- des résidences-service et les centres de services qui procurent des soins aux personnes âgées;
- des centres de revalidation.

* associations pour l'instauration et la gestion

On entend par « travailleurs » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 25 septembre 2002 relative à l'allocation de fin d'année, (enregistrée sous le numéro 64174/CO/305 rendue obligatoire par AR du 23/10/2002(M.B. du 05/11/2002), reprise par la commission paritaire des établissements et services de santé par la convention collective de travail particulière du 10 septembre 2007 (numéro d'enregistrement 85666/CO/330, rendue obligatoire par Arrêté royal du 30 juillet 2008, Moniteur belge du 3 septembre 2008).

Article 3.
Dans la convention collective de travail du 25 septembre 2002, telle que modifiée par la CCT du 12 février 2007, l'alinéa 2 suivant est ajouté à l'article 6:

L'allocation de fin d'année peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 6. La conversion de l'allocation brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.
Dans la même convention collective de travail du 25 septembre 2002, telle que modifiée par la CCT du 12 février 2007, l'alinéa 3 suivant est ajouté à l'article 6 :

La partie du montant annuel de l'allocation de fin d'année qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.
L'article 8 de la même convention collective de travail du 25 septembre 2002 est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de l'allocation brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PARITAIRE COMMISSIE VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 (geregistreerd onder nummer: 64174/CO/305) betreffende de eindejaarstoelage, algemeen verbindend verklaard door KB van 23/10/2002, B.S. van 05/11/2002).

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op werkgevers en werknemers:

- van psychiatrische verzorgingstehuizen;
- ~~van~~ verenigingen voor de oprichting en het beheer van initiatieven ~~voor beschermd~~ wonen;
- van rusthuizen;
- van rust- en verzorgingstehuizen;
- van serviceflats en dienstencentra die zorg verlenen aan ouderen;
- van revalidatiecentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan elke persoon, ongeacht het geslacht, die in dienst is op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter bevordering van de fietsmobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 betreffende de eindejaarstoelage (geregistreerd onder nummer 64174/CO/305, algemeen verbindend verklaard door KB van 23/10/2002, B.S. van 05/11/2002), overgenomen door het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten bij bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 2007 (registratienummer 85666/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 30 juli 2008, Belgisch Staatsblad van 3 september 2008).

Artikel 3.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002, zoals gewijzigd door de CAO van 12 februari 2007, wordt het volgende lid 2 toegevoegd aan artikel 6:

De eindejaarstoelage kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in artikel 6. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarspremie met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002, zoals gewijzigd door de CAO van 12 februari 2007, wordt het volgende lid 3 toegevoegd aan artikel 6:

Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarstoelage dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum

12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

Artikel 8 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002 wordt aangevuld met een tweede alinea, als volgt geformuleerd:

Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarstoelage kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190700/CO/330

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective de travail du 14 septembre 2020 relative au paiement d'une prime de fin d'année au personnel des services qui ressortissent à la commission paritaire des établissement et services de santé, agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018-2020, (enregistrée sous le numéro 162415/CO/330, rendue obligatoire par arrêté royal du 20/4/2021, M.B. 21/06/2021).

Article 1er.
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées (appelées dans l'Accord Non Marchand wallon « habitations protégées pour patients psychiatriques »), des homes pour personnes âgées (y appelées les « maisons de repos »), des maisons de repos et de soins , des résidences-service et des centres de services qui procurent des soins aux personnes âgées (y appelés « centres de soins de jour »), des centres de rééducation fonctionnelle (y appelés « conventions de revalidation fonctionnelle »), qui sont agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne.

On entend par « travailleurs » : toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.
La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 14 septembre 2020 relative au paiement d'une prime de fin d'année au personnel des services qui ressortissent à la commission paritaire des établissement et services de santé, agrées et/ou subventionnés par la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018-2020 (enregistrée sous le numéro 162415/CO/330, rendue obligatoire par AR le 20/4/2021, M.B. 21/06/2021).

Article 3.
Dans la convention collective de travail du 14 septembre 2020 citée à l'article 2 de la présente convention, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

Art. 3/1 Le complément forfaitaire de l'allocation de fin d'année visé à l'article 3 peut être converti en un seul avantage alternatif. La conversion du complément forfaitaire de l'allocation brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention

collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.
Dans la même convention collective de travail du 14 septembre 2020, il est inséré un article 3/2, rédigé comme suit :

Art. 3/2. La partie du montant annuel de la prime de fin d'année visé à l'article 3 qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.
Dans la convention collective de travail du 14 septembre 2020, il est inséré un article 3/3, rédigé comme suit :

Art. 3/3. Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de la prime brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PARITAIR COMITE VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 betreffende de betaling van een eindejaarspremie aan het personeel van de diensten die ressorteren onder de paritaire commissie voor gezondheidsinstellingen en -diensten, erkend en/of gesubsidieerd door het Waalse Gewest in uitvoering van het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2018-2020, (geregistreerd onder nummer 162415/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20/4/2021, B.S. 21/06/2021).

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op werkgevers en werknemers:van de psychiatrische verzorgingstehuizen, de initiatieven van beschut wonen (in het Waals nonprofitakkoord "habitations protégées pour patients psychiatriques" genoemd), rusthuizen voor bejaarden (in het Waals Gewest "maisons de repos" genoemd), rust- en verzorgingstehuizen, serviceflats en dienstencentra die verzorging verlenen ten gunste van bejaarden (in het WaalsGewest "centres de soins de jour" genoemd) en centra voor functionele revalidatle (in het WaalsGewest "conventions de revalidation fonctionnelle" genoemd), die zijn erkend en/of gesubsidieerd door het Waals Gewest.

Onder "werknemers" wordt verstaan elke persoon, ongeacht het geslacht, die in dienst is op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter bevordering van de fiets-mobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 betreffende de betaling van een eindejaarspremie aan het personeel van de diensten die ressorteren onder het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, erkend en/of gesubsidieerd door het Waalse Gewest in uitvoering van het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2018-2020 (geregistreerd onder nummer 162415/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij KB van 20/4/2021, B.S. 21/06/2021).

Artikel 3.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020, genoemd in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt een artikel 3/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

Art. 3/1. Het bedrag van de eindejaarspremie bedoeld in artikel 3 kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarspremie met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 wordt een artikel 3/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

Art. 3/2. Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarspremie bedoeld in artikel 3 dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 september 2020 wordt een artikel 3/3 ingevoegd, dat als volgt luidt:

Art. 3/3. Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarspremie kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 7

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds,

vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

PARITAIR COMITE VOOR DE GEZONDHEIDSDIENSTEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 30 juni 2006

TOEKENNING VAN DE ATTRACTIVITEITSPREMIE

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;
- de revalidatiecentra;
- de thuisverpleging ;
- de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het punt 10 van het akkoord betreffende de federale gezondheidssectoren voor de privé-sector van 26 april 2005

Artikel 3

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die op

COMMISSION PARITAIRE DES SERVICE DE SANTE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL du 30 juin 2006

OCTROI DE LA PRIME D'ATTRACTIVITE

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
- des maisons de soins psychiatriques;
- des initiatives d'habitation protégée;
- des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour;
- des centres de revalidation;
- les soins infirmiers à domicile
- des services intégrés pour les soins à domicile;
- des services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
- des centra médico-pédiatriques;
- des maisons médicales.

Par travailleurs on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en exécution du point 10 de l'accord social concernant les secteurs de santé fédéraux (secteur privé) du 26 avril 2005.

Article 3

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles

NEERLEGGING-DEPOT 27-03-2006
REGISTR.-ENREGISTR. 23-07-2007
NR. 83.937/CO/305
Nº

de in artikel 1 beoogde werknemers inzake attractiviteitspremie van toepassing zijn en dit voor het jaar 2006 en volgende jaren

Artikel 4

Het bedrag van de attractiviteitspremie bestaat uit een veranderlijk gedeelte en een geïndexeerd forfaitair gedeelte:

1) Het veranderlijke gedeelte bedraagt 0.53 % van het geïndexeerde brutojaarloon van de betrokken werknemer. Onder geïndexeerd brutojaarloon wordt verstaan : de uitkomst van de vermenigvuldiging met tvvaalf van het geïndexeerde baremiek brutoloon. aan de betrokkene verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar. ~~desgevallend~~ met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage. maar met uitsluiting van andere premies. toeslagen of vergoedingen.

2) Het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld op 161.41 EUR. Dit bedrag forfailair bedrag wordt. vanaf 2006 verhoogd met 57 € (het/.ij een totaal van 218.41€). vanaf 2007 verhoogd met 184€ (hetzij 345.41€). vanaf 2008 verhoogd met 312€ (hetzij 473.41€) en vanaf 2009 verhoogd met 360€ (hetzij 521.41€).

Het forfaitair gedeelte wordt. vanaf de datum van inwerkingtreding. gekoppeld aan het indexaifer van de gezondheidsindex van het Rijk. overeenkomstig de modaliteiten welke zijn vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van eens stelsel waarbij de wedden. lonen. pensioenen. toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist. sommige sociale uitkeringen. de bezoldigingsgrenzen waarmede rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bedragen van de sociale zekerheid der arbeiders. alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen. aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

applicables aux travailleurs vises à l'article 1er en matière de prime d'attractivité et ce pour l'année 2006 et les années suivantes.

Article 4

Le montant de **la prime** d'attractivité se compose d'une partie variable majorée d'une partie forfaitaire indexée.

1) La partie variable s'élève à 0.53 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée. on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze. le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence. mais à l'exclusion de toutes autres primes. suppléments ou indemnités.

2) La partie forfaitaire est fixée à 161.41 t. Ce montant forfaitaire est augmenté de 57€ à partir de 2006 (soit 218.41€). à partir de 2007 il s'y ajoute 184€ (soit 345.41€). à partir de 2008 il s'y ajoute 312€ (soit 473.41€) et à partir de 2009 il s'y ajoute 360€ (soit 521.41€).

La partie forfaitaire est liée. à partir de la date d'entrée en vigueur. à l'indice des prix à la consommation. du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements. salaires. pensions. allocations et subventions à charge du trésor public. de certaines prestations sociales. des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs. ainsi que des obligations imposées en matières sociale aux travailleurs indépendants.

Artikel 5

§ 1. Het volledig bedrag van de premie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn de/.e. bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

De referentieperiode is de periode. gaande van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken jaar. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van de in artikel 4 toegekende premie.

Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende **gunstigere** regelingen. die bestaan bij de ondertekening van de/.e collectieve arbeidsovereenkomst. en die betrekking hebben op de referentieperiode. in voege blijven.

Onder maand wordt verstaan. iedere verbintenis vvelke is aangegaan voor de zestiende dag van de lopende maand.

§ 2. Als de werknemer de gehele premie niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen tijdens of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode. wordt het bedrag van de premie vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 3. Het bedrag van de premie voor de deeltijds tevverkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die hij in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd

Article 5

§ 1er. Le montant global de la prime est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de cette prime octroyée conformément aux dispositions de l'article 4.

Au niveau de l'entreprise. les dispositions **plus favorables** dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail et qui ont trait à la période de référence. peuvent rester en vigueur.

On entend par mois tout engagement avant pris cours. avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime en son entièreté dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence. le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Artikel 6

De premie wordt in éénmaal uitbetaald in de loop van het laatste kwartaal van het in aanmerking genomen jaar of in de maand waarin de werknemer uit dienst treedt.

Article 6

La prime d'attractivité est liquidée en une seule fois dans le courant du dernier trimestre de l'année considérée ou dans le mois au cours du quel le travailleur quitte rétablissement.

Artikel 7

§ 1. De premie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers. noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt. noch voor arbeidsprestaties. verricht in het raam van een studentencontract. of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de premie ontvangt.

Article 7

§ 1. La prime n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave. ni pour les prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin. ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit la prime d'attractivité.

§ 2. De werknemers die zich in een proefperiode bevinden op het ogenblik van de betaling van de premie van het in aanmerking genomen jaar. hebben geen recht op de premie.

§ 2. Les travailleurs qui se trouvent en période d'essai au moment du paiement de l'année considérée n'ont pas droit à la prime.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2006. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen. mits een opzegtermijn van drie maanden. gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voor/itter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er octobre 2006. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois. notifié par lettre recommandée à la poste. adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

Artikel 9

§1. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. met uitzondering van de serviceflats. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 148,74€ en van 12,67€. algemeen verbindend verklaard bij de koninklijk besluiten van 14 januari 2002.

Article 9

§1er. La présente convention collective de travail abroge. sauf en ce qui concerne les résidences services. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148,74€ et de 12,67€. rendues obligatoires par les arrêtés royaux du 14 janvier 2002.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de thuisverpleging. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijke de toekenning van een premie van 148.74€ en van 12.67 €, algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 14 november 2002.

§3. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de Diensten voor het Bloed van het Belgische Rode Kruis. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 148.74€ en van 12.67 €. algemeen verbindend verklaard **bij** de koninklijke besluiten van 19 juni 2003 en 22 juni 2003.

§4. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de wijkgezondheidscentra. de artikels 3 en 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 november 2002 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 147.74 € en van 12.67 €. algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 4 juli 2004

Artikel 10

Partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen bedongen in onderhavige overeenkomst slechts effectief zullen toegekend worden aan de werknemers. voor zover de regering de tenlasteneming van de kost verzekert volgens de bepalingen van de punten 1 en 10 van het Sociaal Akkoord betreffende de Federale Gezondheidssectoren (privé sector) van 26 april 2005

§2. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les soins infirmiers à domicile. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67 €. rendues obligatoires par les arrêtés royaux du 14 novembre 2002.

§3. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les Services du Sang de la Croix-Rouge de Belgique. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67€. rendues obligatoires par les arrêtés royaux de 19 juin 2003 et 22 juin 2003.

§ 4. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les maisons médicales. les articles 3 et 4 de la convention collective de travail du 18 novembre 2002 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67€. rendue obligatoire par 1" arrêté royal du 4 juillet 2004.

Article 10

Les parties conviennent explicitement que les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement en exécution des points 1 et 10 de l'accord pluriannuel du 26 avril 2005 concernant les secteurs Fédéraux des Services de santé (secteur privé) en assure la prise en charge des coûts à partir de son entrée en vigueur.

Neerlegging-Dépôt: 29/07/2011
Regist.-Enregistr.: 21/09/2011
N°: 105845/CO/330

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Commission paritaire des établissements et des services de santé

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2011 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie

Convention collective de travail du 13 juillet 2011 modifiant la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité

Artikel 1
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van:
- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;
- de revalidatiecentra;
- de thuisverpleging;
- de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Article 1
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :
– des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
– des maisons de soins psychiatriques;
– des initiatives d'habitation protégée;
– des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour;
– des centres de revalidation;
– des soins infirmiers à domicile;
– des services intégrés pour les soins à domicile;
– des services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
– des centres médico-pédiatriques;
– des maisons médicales.

Par « travailleurs » on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie.

Article 2
La présente convention collective de travail modifie la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité.

Artikel 3.
Artikel 4, laatste alinea van de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie wordt vanaf de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door volgende tekst :
"Het bedrag van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt bekomen door het forfaitair gedeelte toegekend tijdens het vorig jaar te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het vorig jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Article 3
Article 4, dernier alinéa de la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité est remplacé à partir de la date d'entrée en vigueur de cette convention collective de travail par le texte suivant:
"Le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Deze forfaitaire basisbedragen zijn vastgesteld op basis van de index 113,87 van 1 november 2004 (basis 1996 op 100%)."

Artikel 4

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 juli 2011. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.
Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, mits een opzegtermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Ces montants forfaitaires de base sont fixés à l'indice 113,87 de 1 novembre 2004 (base 1996 à 100 %)."

Article 4

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 juillet 2011. Elle est conclue pour une durée indéterminée.
Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Afdeling van het sectoraal overleg

SERVICE PUBLIC FEDERAL
Emploi, Travail et
Concertation sociale
Direction générale Relations collectives de travail
Division de la concertation sectorielle

ERRATUM

Commission paritaire des établissements et des services de santé

CCT n° 190699/CO/330
du 17/10/2024

Correction du texte néerlandais :

- La dénomination de la CP au début de la CCT et à l'article 6 (à la fin) doit être corrigée comme suit : "Paritair Comité voor gezondheids**inrichtingen** en -diensten".

Correction dans les deux langues :

- A l'article 2, le numéro d'enregistrement de la CCT du 30 juin 2006 doit être corrigé comme suit : "83937/CO/**305**".

Décision du 17/12/24

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

CAO nr. 190699/CO/330
van 17/10/2024

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- De benaming van het PC in het begin van de CAO en in artikel 6 (einde) moet als volgt verbeterd worden : "Paritair Comité voor gezondheids**inrichtingen** en -diensten".

Verbetering in beide talen :

- In artikel 2, moet de registratienummer van de CAO van 30 juni 2006 als volgt verbeterd : "83937/CO/**305**".

Beslissing van 17/12/24

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190699/CO/330

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective de travail du 30 juin 2006 concernant l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée sous le numéro 83937, rendue obligatoire par arrêté royal du 1/10/2008, M.B. 27/11/2008).

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services de santé (CP 330 - secteurs transférés) mentionnés ci-dessous qui sont agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune ou par la Région wallonne :

- des maisons de soins psychiatriques ;
- des initiatives d'habitation protégée ;
- des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins, et des centres de soins de jour ;
- des centres de revalidation.

On entend par « travailleurs » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 30 juin 2006 concernant l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée sous le numéro 83937, rendue obligatoire par arrêté royal du 1/10/2008, M.B. 27/11/2008), reprise par la commission paritaire des établissements et services de santé par la convention collective de travail particulière du 10 septembre 2007 (numéro d'enregistrement 85666/CO/330, rendue obligatoire par Arrêté royal du 30 juillet 2008, Moniteur belge du 3 septembre 2008).

V 100305

Article 3.

Dans la convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité, est ajouté à l'article 6 le paragraphe 2 suivant :

§ 2. La prime d'attractivité peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 6. La conversion de la prime brute d'attractivité, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.

Dans la même convention collective de travail du 30 juin 2006, est ajouté dans l'article 6 le paragraphe 3 suivant :
§3. La partie du montant annuel de la prime d'attractivité qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.
Dans la même convention collective de travail du 30 juin 2006, il est inséré un paragraphe 4 à l'article 6:
§ 4: Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de la prime brute d'attractivité peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

INRICHTINGEN

PARITAIR COMITÉ VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie (geregistreerd onder nummer 83937/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1/10/2008, B.S. van 27/11/2008). 305

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de gezondheidsinrichtingen en -diensten (PC 330 – overgehevelde sectoren) hieronder vermeld die worden erkend en/of gesubsidieerd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of het Waalse gewest:

– de psychiatrische verzorgingstehuizen;

– de initiatieven van beschut wonen;

– de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;

– de revalidatiecentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan: elke persoon, ongeacht het geslacht, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader vastgelegd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie geregistreerd onder nummer 83937/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1/10/2008, B.S. van 27/11/2008), overgenomen door het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en - diensten bij bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 2007 (registratienummer 85666/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 30 juli 2008, Belgisch Staatsblad van 3 september 2008).

Artikel 3.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie wordt aan artikel 6 de volgende paragraaf 2 toegevoegd:

§2. De attractiviteitspremie kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in artikel 6. Enkel een omzetting van de bruto attractiviteitspremie met inbegrip van de patronale RSZ-bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006, wordt in artikel 6 de volgende paragraaf 3 toegevoegd:

§ 3. Het deel van het jaarlijks bedrag van de attractiviteitspremie dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 wordt een paragraaf 4 in artikel 6 ingevoegd, dat als volgt luidt:

§4: Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto attractiviteitspremie kunnen worden overeengekomen bij sectorale collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor gezondheidsinstellingen en -diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging. ~~instellingen~~ inrichtingen

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

SECTEURS REGIONALISES DE LA CP 330 DEPENDANT DE LA COCOM

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Afdeling van het sectoraal overleg

SERVICE PUBLIC FEDERAL
Emploi, Travail et
Concertation sociale
Direction générale Relations collectives de travail
Division de la concertation sectorielle

ERRATUM

Commission paritaire des établissements et des services de santé

CCT n° 177770/CO/330
du 12/12/2022

Correction du texte néerlandais :

- Aux premier et second tirets du préambule, "voor de niet-marktsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie" doit être remplacé par "voor de **non-profitsectoren** van de Franse Gemeenschapscommissie".

- Au troisième tiret du préambule, "het Memorandum van Overeenstemming 2021-2024" doit être remplacé par "het **Protocolakkoord** 2021-2024".

Décision du 14 -05- 2024

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

CAO nr. 177770/CO/330
van 12/12/2022

Verbetering van de Nederlandse tekst :

- In het eerste en tweede streepje van de preambule moet "voor de niet-marktsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie" vervangen worden door "voor de **non-profitsectoren** van de Franse Gemeenschapscommissie".

- In het derde streepje van de preambule moet "het Memorandum van Overeenstemming 2021-2024" vervangen worden door "het **Protocolakkoord** 2021-2024".

Beslissing van 14 -05- 2024

Neerlegging-Dépôt: 22/12/2022
Regist.-Enregistr.: 20/01/2023
N°: 177770/CO/330

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen- en diensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2020 betreffende de eindejaarspremie voor de geregionaliseerde sectoren te Brussel (geregistreerd onder het nummer 157748/CO/330)

Preambule

Overwegende dat:

- de ondertekenende partijen van het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 ~~voor de niet-marktsectoren~~ van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie hebben, overeenkomstig bovengenoemd akkoord, besloten dat het budget voor de premie ANM 18-19, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019, wordt geïntegreerd in de uitvoering van de nieuwe functieclassificatie IF-IC vanaf 1 juli 2022 voor alle werknemers
- bijgevolg vervalt het recht op de premie ANM 18-19 definitief vanaf 2023 voor alle werknemers in de Brusselse geregionaliseerde sectoren; voor het jaar 2022 wordt aan de werknemers nog een premie toegekend van een brutobedrag van 160,30 EUR per VTE dat voortvloeit uit het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 ~~voor de niet-marktsectoren~~ van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor zover de nieuwe functieclassificatie IF-IC pas vanaf 1 juli 2022 wordt toegepast;
- een premie van een brutobedrag van 169,70 EUR per VTE wordt toegekend, uitzonderlijk voor het jaar 2022, wegens de niet toegewezen budgetten in het kader van het bovenvermelde Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 en het protocolakkoord ~~het Memorandum van Overeenstemming~~ 2021-2024 van 23 december 2021 voor de niet-marktsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

* voor de non-profitsectoren

De sociale partners van de Brusselse geregionaliseerde sectoren van de CP 330 hebben daarom besloten deze collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten om de berekeningswijze van de eindejaarsuitkering vanaf 2022 vast te stellen.

Commission paritaire des établissements et services de santé

Convention collective de travail du 12 décembre 2022 remplaçant la convention collective de travail du 9 décembre 2019, modifiée par la convention collective de travail du 12 octobre 2020, portant sur la prime de fin d'année pour les secteurs régionalisés à Bruxelles (enregistrée sous le numéro 157748/CO/330)

Préambule

Considérant que :

- les parties signataires du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune ont décidé, conformément à l'accord précité, que le budget de la prime ANM 18-19 dont question dans la convention collective de travail du 9 décembre 2019 est intégré dans la mise en œuvre de la nouvelle classification de fonctions IF-IC à partir du 1er juillet 2022 pour tous les travailleurs ;
- par conséquent, le droit à la prime ANM 18-19 sera définitivement éteint à partir de l'année 2023 pour tous les travailleurs des secteurs régionalisés bruxellois ; pour l'année 2022, une prime d'un montant brut de 160,30 EUR par ETP issue du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune, est encore allouée aux travailleurs, dans la mesure où la nouvelle classification de fonctions IF-IC n'est mise en œuvre qu'à partir du 1er juillet 2022 ;
- une prime d'un montant brut de 169,70 EUR par ETP est, en outre, allouée, à titre exceptionnel pour l'année 2022, en raison des budgets non affectés dans le cadre du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 précité et du Protocole d'accord 2021-2024 du 23 décembre 2021 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les partenaires sociaux des secteurs régionalisés bruxellois de la CP 330 ont dès lors décidé de conclure la présente convention collective de travail en vue de déterminer les modalités de calcul de l'allocation de fin d'année à partir de l'année 2022.

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de bejaardentehuizen, de rust- en verzorgingstehuizen, de serviceflats, de dagverzorgingscentra voor bejaarden, de psychiatrische verzorgingstehuizen, de initiatieven voor beschut wonen voor psychiatrische patiënten, de revalidatiecentra die erkend en gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook de diensten voor voortgezette en palliatieve zorgen gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Onder "werknemers" wordt het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel verstaan.

Art. 2. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1 met betrekking tot de eindejaarstoelage en dat voor het jaar 2022 en de daaropvolgende jaren.

Art. 3. Berekening van de eindejaarstoelage vanaf het jaar 2023

Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte:

1) Een forfaitair gedeelte dat bestaat uit een bedrag berekend sinds 2003 overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, punt 1 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987. Dit bedrag van het forfaitaire gedeelte voor het betrokken jaar wordt verkregen door het forfaitaire gedeelte van het voorafgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt verkregen door het indexcijfer voor oktober van het betrokken jaar te delen door het indexcijfer voor oktober van het voorgaande jaar. Dit percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

2) Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geindexeerde bruto-jaarloon van de werknemer.

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des maisons de repos pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins, des résidences-services, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées pour patients psychiatriques, des centres de revalidation qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les services de soins palliatifs et continués situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

Par "travailleurs", on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 2. Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2022 et les années suivantes.

Art. 3. Calcul de l'allocation de fin d'année à partir de l'année 2023

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable :

1) Une partie forfaitaire composée du montant qui est calculé depuis 2003 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Ce montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

2) La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Onder "geïndexeerd bruto-jaarloon" wordt verstaan : de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremisch brutoloon, aan de betrokken werknemer verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken kalenderjaar van uitbetaling, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Art. 4. – Berekening van de eindejaarstoelage enkel en alleen voor het jaar 2022

Het bedrag van de eindejaarstoelage voor 2022 bestaat uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte:

1) Een forfaitair gedeelte bestaande uit twee delen :

- een bedrag berekend sinds 2003 overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, punt 1 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987. Dit bedrag van het forfaitaire gedeelte voor het betrokken jaar wordt verkregen door het forfaitaire gedeelte van het voorafgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt verkregen door het indexcijfer voor oktober van het betrokken jaar te delen door het indexcijfer voor oktober van het voorgaande jaar. Dit percentage wordt berekend tot op vier decimalen.
- een uitzonderlijke premie van een bruto bedrag van 330,00 EUR per VTE (wat overeenstemt met de som van 160,30 EUR + 169,70 EUR).

2) Het variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto-jaarloon van de werknemer.

Onder geïndexeerd bruto-jaarloon wordt verstaan: het product van de vermenigvuldiging van het geïndexeerde bruto baremaloon verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betrokken jaar met twaalf, in voorkomend geval met inbegrip van de haardtoelage of de standplaatsvergoeding, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Par "rémunération annuelle brute indexée", on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Art. 4. – Calcul de l'allocation de fin d'année pour l'année 2022 exclusivement

Le montant de l'allocation de fin d'année se compose, pour l'année 2022, d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable :

1) Une partie forfaitaire composée de deux parties :

- du montant qui est calculé depuis 2003 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Ce montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.
- d'une prime exceptionnelle d'un montant brut de 330,00 EUR par ETP (ce qui constitue l'addition de 160,30 EUR + 169,70 EUR).

2) La partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur.

Par rémunération annuelle brute indexée, on entend: le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Art. 5.
§ 1. Het totale bedrag voor de berekening van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent waarin hij volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties uitvoert en die zijn volledig loon heeft of zou ontvangen hebben tijdens de referteperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de toelage toegekend volgens de bepalingen van de artikels 3 en 4. Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende regelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die betrekking hebben op de referteperiode, in voege blijven.

Onder "maand" wordt verstaan : elke verbintenis die is aangegaan vóór de zestiende kalenderdag van de maand.

§ 2. Wanneer de voltijdse werknemer het totale bedrag in het kader van de volledige arbeidsprestaties niet ontvangt, omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgelegd in verhouding tot de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

§ 3. Het bedrag van de toelage voor de deeltijdse werknemer wordt berekend in verhouding tot de duur van de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

Art. 6.
§ 1. De eindejaarstoelage wordt in een keer vereffend in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.

Art. 5.
§ 1er. Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions des articles 3 et 4. Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur.

On entend par "mois" : tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Art. 6.
§ 1er. L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.

§ 2. Alleen voor de premie betreffende het jaar 2022 en in afwijking van de vorige paragraaf kan deze brutopremie van 330,00 EUR per VTE uiterlijk worden betaald met het loon van de maand januari 2023.

Art. 7. De eindejaarstoelage is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht in het kader van een studentenovereenkomst of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarstoelage ontvangt.

Art. 8. De bedragen vermeld in de artikels 3 en 4, 1) en 2) van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden niet toegekend aan de werknemers die reeds een eindejaarstoelage genieten die minstens gelijkwaardig is aan deze twee gecumuleerde bedragen.

Art. 9. De toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst is afhankelijk van de uitvoering door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de in het protocol van 18 juli 2018 opgenomen financieringsverbintenissen en de in het Protocolakkoord 2021-2024 van 23 december 2021 opgenomen financieringsverbintenissen voor de non-profit sectoren van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in vanaf de datum van ondertekening. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

§ 2. Pour la seule prime relative à l'année 2022, et en dérogation au paragraphe précédent, cette prime de 330,00 EUR brut par ETP peut être versée au plus tard avec le salaire du mois de janvier 2023.

Art. 7. L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit l'allocation de fin d'année.

Art. 8. Les montants repris 'aux articles 3 et 4, 1) et 2) de la présente convention collective de travail ne sont pas octroyés aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année au moins équivalente à ces deux montants cumulés.

Art. 9. L'application de la présente convention collective de travail est conditionnée à l'exécution par le Collège réuni de la Commission Communautaire Commune des engagements de financement repris dans le protocole du 18 juillet 2018 et des engagements de financement repris dans le Protocole d'accord 2021-2024 du 23 décembre 2021 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

Art. 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019 (157748/CO/330) betreffende de de eindejaarspremie voor de geregionaliseerde sectoren te Brussel , zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2020 tot opheffing en vervanging voor haar toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 september 2002, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 oktober 2003 en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2007.

Art. 11. La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 9 décembre 2019 (157748/CO/330) portant sur la prime de fin d'année pour les secteurs régionalisés à Bruxelles, telle que modifiée par la convention collective de travail du 12 octobre 2020, abrogeant et remplaçant pour son champ d'application la convention collective de travail du 25 septembre 2002 modifiée par la convention collective de travail du 16 octobre 2003 et par la convention collective de travail du 12 février 2007.

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190698/CO/330

PARITAIRE COMMISSIE VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2020 betreffende de eindejaarspremie voor de geregionaliseerde sectoren te Brussel (geregistreerd onder nummer: 177770/CO/330 en algemeen verbindend verklaard door KB van 01/09/2024, B.S. van 27 september 2024).

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de bejaardentehuizen, de rust- en verzorgingstehuizen, de serviceflats, de dagverzorgingscentra voor bejaarden, de psychiatrische verzorgingstehuizen, de initiatieven voor beschut wonen voor psychiatrische patiënten, de revalidatiecentra die erkend en gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook de diensten voor voortgezette en palliatieve zorgen gevestigd op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Onder "werknemers" wordt verstaan elke persoon, ongeacht het geslacht, die in dienst is op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter bevordering van de fiets-mobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 december 2019, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 oktober 2020 betreffende de eindejaarspremie voor de geregionaliseerde sectoren te Brussel (geregistreerd onder nummer: 177770/CO/330 en algemeen verbindend verklaard door KB van 01/09/2024, B.S. van 27 september 2024.).

Artikel 3.
In de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 wordt de volgende paragraaf 3 toegevoegd aan artikel 6:

§ 3. De eindejaarstoelage kan worden omgezet in een één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in onderhavig artikel 6. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarstoelage met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.
In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022, wordt de volgende paragraaf 4 toegevoegd aan artikel 6:

§ 4. Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarstoelage dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is

in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.
Artikel 8 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 wordt aangevuld met een tweede alinea, als volgt geformuleerd:

Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarstoelage kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 7.
Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective de travail du 12 décembre 2022 remplaçant la convention collective de travail du 9 décembre 2019, modifiée par la convention collective de travail du 12 octobre 2020, portant sur la prime de fin d'année pour les secteurs régionalisés à Bruxelles (enregistrée sous le numéro 177770/CO/330, rendue obligatoire par arrêté royal du 01/09/2024, M.B. 27 septembre 2024.).

Article 1er.
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des maisons de repos pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins, des résidences-services, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques, des initiatives d'habitations protégées pour patients psychiatriques, des centres de revalidation qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que les services de soins palliatifs et continués situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

On entend par « travailleurs » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.
La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 12 décembre 2022 remplaçant la convention collective de travail du 9 décembre 2019, modifiée par la convention collective de travail du 12 octobre 2020, portant sur la prime de fin d'année pour les secteurs régionalisés à Bruxelles (enregistrée sous le numéro 177770/CO/330, rendue obligatoire par arrêté royal du 01/09/2024, M.B. 27 septembre 2024.).

Article 3.
Dans la convention collective de travail du 12 décembre 2022, le paragraphe 3 suivant est ajouté à l'article 6:

§ 3. L'allocation de fin d'année peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 6. La conversion de l'allocation brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.
Dans la même convention collective de travail du 12 décembre 2022, le paragraphe 4 suivant est ajouté à l'article 6 :

§ 4. La partie du montant annuel de l'allocation de fin d'année qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.
L'article 8 de la même convention collective de travail du 12 décembre 2022 est complété par un second alinéa rédigé comme suit:

Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de l'allocation brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PARITAIR COMITE VOOR DE GEZONDHEIDSDIENSTEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST van 30 juni 2006

TOEKENNING VAN DE ATTRACTIVITEITSPREMIE

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;
- de revalidatiecentra;
- de thuisverpleging ;
- de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het punt 10 van het akkoord betreffende de federale gezondheidssectoren voor de privé-sector van 26 april 2005

Artikel 3

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die op

COMMISSION PARITAIRE DES SERVICE DE SANTE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL du 30 juin 2006

OCTROI DE LA PRIME D'ATTRACTIVITE

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :

- des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
- des maisons de soins psychiatriques;
- des initiatives d'habitation protégée;
- des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour;
- des centres de revalidation;
- les soins infirmiers à domicile
- des services intégrés pour les soins à domicile;
- des services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
- des centra médico-pédiatriques;
- des maisons médicales.

Par travailleurs on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en exécution du point 10 de l'accord social concernant les secteurs de santé fédéraux (secteur privé) du 26 avril 2005.

Article 3

Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles

NEERLEGGING-DEPOT 27-03-2006
REGISTR.-ENREGISTR. 23-07-2007
NR. 83.937/CO/305
Nº

de in artikel 1 beoogde werknemers inzake attractiviteitspremie van toepassing zijn en dit voor het jaar 2006 en volgende jaren

Artikel 4

Het bedrag van de attractiviteitspremie bestaat uit een veranderlijk gedeelte en een geïndexeerd forfaitair gedeelte:

1) Het veranderlijke gedeelte bedraagt 0.53 % van het geïndexeerde brutojaarloon van de betrokken werknemer. Onder geïndexeerd brutojaarloon wordt verstaan : de uitkomst van de vermenigvuldiging met tvvaalf van het geïndexeerde baremiek brutoloon. aan de betrokkene verschuldigd voor de maand oktober van het in aanmerking genomen jaar. ~~desgevallend~~ met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage. maar met uitsluiting van andere premies. toeslagen of vergoedingen.

2) Het forfaitair gedeelte wordt vastgesteld op 161.41 EUR. Dit bedrag forfailair bedrag wordt. vanaf 2006 verhoogd met 57 € (het/.ij een totaal van 218.41€). vanaf 2007 verhoogd met 184€ (hetzij 345.41€). vanaf 2008 verhoogd met 312€ (hetzij 473.41€) en vanaf 2009 verhoogd met 360€ (hetzij 521.41€).

Het forfaitair gedeelte wordt. vanaf de datum van inwerkingtreding. gekoppeld aan het indexaifer van de gezondheidsindex van het Rijk. overeenkomstig de modaliteiten welke zijn vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van eens stelsel waarbij de wedden. lonen. pensioenen. toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist. sommige sociale uitkeringen. de bezoldigingsgrenzen waarmede rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bedragen van de sociale zekerheid der arbeiders. alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen. aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

applicables aux travailleurs vises à l'article 1er en matière de prime d'attractivité et ce pour l'année 2006 et les années suivantes.

Article 4

Le montant de **la prime** d'attractivité se compose d'une partie variable majorée d'une partie forfaitaire indexée.

1) La partie variable s'élève à 0.53 p.c. de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée. on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze. le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence. mais à l'exclusion de toutes autres primes. suppléments ou indemnités.

2) La partie forfaitaire est fixée à 161.41 t. Ce montant forfaitaire est augmenté de 57€ à partir de 2006 (soit 218.41€). à partir de 2007 il s'y ajoute 184€ (soit 345.41€). à partir de 2008 il s'y ajoute 312€ (soit 473.41€) et à partir de 2009 il s'y ajoute 360€ (soit 521.41€).

La partie forfaitaire est liée. à partir de la date d'entrée en vigueur. à l'indice des prix à la consommation. du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements. salaires. pensions. allocations et subventions à charge du trésor public. de certaines prestations sociales. des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs. ainsi que des obligations imposées en matières sociale aux travailleurs indépendants.

Artikel 5

§ 1. Het volledig bedrag van de premie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die het uitvoeren van werkelijke of daarmee gelijkgestelde volledige arbeidsprestaties omvat en die zijn gehele loon heeft of zou hebben genoten tijdens de gehele referentieperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn de/.e. bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

De referentieperiode is de periode. gaande van 1 januari tot en met 30 september van het betrokken jaar. Iedere gepresteerde of daarmee gelijkgestelde maand tijdens de referentieperiode geeft recht op een negende van de overeenkomstig de bepalingen van de in artikel 4 toegekende premie.

Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende **gunstigere** regelingen. die bestaan bij de ondertekening van de/.e collectieve arbeidsovereenkomst. en die betrekking hebben op de referentieperiode. in voege blijven.

Onder maand wordt verstaan. iedere verbintenis vvelke is aangegaan voor de zestiende dag van de lopende maand.

§ 2. Als de werknemer de gehele premie niet kan genieten in het raam van volledige arbeidsprestaties omdat hij in dienst werd genomen tijdens of de instelling heeft verlaten in de loop van de referentieperiode. wordt het bedrag van de premie vastgesteld naar rata van de tijdens de referentieperiode verrichte of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties.

§ 3. Het bedrag van de premie voor de deeltijds tevverkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die hij in de loop van de referentieperiode heeft of zou hebben gepresteerd

Article 5

§ 1er. Le montant global de la prime est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de cette prime octroyée conformément aux dispositions de l'article 4.

Au niveau de l'entreprise. les dispositions **plus favorables** dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail et qui ont trait à la période de référence. peuvent rester en vigueur.

On entend par mois tout engagement avant pris cours. avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de la prime en son entièreté dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence. le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Artikel 6

De premie wordt in éénmaal uitbetaald in de loop van het laatste kwartaal van het in aanmerking genomen jaar of in de maand waarin de werknemer uit dienst treedt.

Article 6

La prime d'attractivité est liquidée en une seule fois dans le courant du dernier trimestre de l'année considérée ou dans le mois au cours du quel le travailleur quitte rétablissement.

Artikel 7

§ 1. De premie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers. noch voor arbeidsprestaties die zijn verricht tijdens een proefperiode waaraan een einde werd gemaakt. noch voor arbeidsprestaties. verricht in het raam van een studentencontract. of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de premie ontvangt.

Article 7

§ 1. La prime n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave. ni pour les prestations de travail effectuées pendant une période d'essai à laquelle il a été mis fin. ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit la prime d'attractivité.

§ 2. De werknemers die zich in een proefperiode bevinden op het ogenblik van de betaling van de premie van het in aanmerking genomen jaar. hebben geen recht op de premie.

§ 2. Les travailleurs qui se trouvent en période d'essai au moment du paiement de l'année considérée n'ont pas droit à la prime.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2006. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elk der partijen. mits een opzegtermijn van drie maanden. gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voor/itter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er octobre 2006. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois. notifié par lettre recommandée à la poste. adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

Artikel 9

§1. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. met uitzondering van de serviceflats. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 148,74€ en van 12,67€. algemeen verbindend verklaard bij de koninklijk besluiten van 14 januari 2002.

Article 9

§1er. La présente convention collective de travail abroge. sauf en ce qui concerne les résidences services. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148,74€ et de 12,67€. rendues obligatoires par les arrêtés royaux du 14 janvier 2002.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de thuisverpleging. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijke de toekenning van een premie van 148.74€ en van 12.67 €, algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 14 november 2002.

§3. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de Diensten voor het Bloed van het Belgische Rode Kruis. de collectieve arbeidsovereenkomsten van 7 december 2000 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 148.74€ en van 12.67 €. algemeen verbindend verklaard **bij** de koninklijke besluiten van 19 juni 2003 en 22 juni 2003.

§4. De/e collectieve arbeidsovereenkomst heft. voor wat betreft de wijkgezondheidscentra. de artikels 3 en 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 november 2002 op. houdende respectievelijk de toekenning van een premie van 147.74 € en van 12.67 €. algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 4 juli 2004

Artikel 10

Partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen bedongen in onderhavige overeenkomst slechts effectief zullen toegekend worden aan de werknemers. voor zover de regering de tenlasteneming van de kost verzekert volgens de bepalingen van de punten 1 en 10 van het Sociaal Akkoord betreffende de Federale Gezondheidssectoren (privé sector) van 26 april 2005

§2. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les soins infirmiers à domicile. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67 €. rendues obligatoires par les arrêtés royaux du 14 novembre 2002.

§3. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les Services du Sang de la Croix-Rouge de Belgique. les conventions collectives de travail du 7 décembre 2000 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67€. rendues obligatoires par les arrêtés royaux de 19 juin 2003 et 22 juin 2003.

§ 4. La présente convention collective de travail abroge. pour ce qui concerne les maisons médicales. les articles 3 et 4 de la convention collective de travail du 18 novembre 2002 octroyant respectivement une prime de 148.74€ et de 12.67€. rendue obligatoire par 1" arrêté royal du 4 juillet 2004.

Article 10

Les parties conviennent explicitement que les avantages obtenus dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement en exécution des points 1 et 10 de l'accord pluriannuel du 26 avril 2005 concernant les secteurs Fédéraux des Services de santé (secteur privé) en assure la prise en charge des coûts à partir de son entrée en vigueur.

Neerlegging-Dépôt: 29/07/2011
Regist.-Enregistr.: 21/09/2011
N°: 105845/CO/330

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Commission paritaire des établissements et des services de santé

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 2011 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie

Convention collective de travail du 13 juillet 2011 modifiant la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité

Artikel 1
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van:
- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven van beschut wonen;
- de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;
- de revalidatiecentra;
- de thuisverpleging;
- de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;
- de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België;
- de medisch-pediatrische centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Article 1
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs :
– des établissements qui sont soumis à la loi sur les hôpitaux;
– des maisons de soins psychiatriques;
– des initiatives d'habitation protégée;
– des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour;
– des centres de revalidation;
– des soins infirmiers à domicile;
– des services intégrés pour les soins à domicile;
– des services du sang de la Croix-Rouge de Belgique;
– des centres médico-pédiatriques;
– des maisons médicales.

Par « travailleurs » on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Artikel 2
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie.

Article 2
La présente convention collective de travail modifie la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité.

Artikel 3.
Artikel 4, laatste alinea van de collectieve arbeidsovereenkomst d.d. 30 juni 2006 inzake de attractiviteitspremie wordt vanaf de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangen door volgende tekst :
"Het bedrag van het forfaitair gedeelte van het in aanmerking genomen jaar wordt bekomen door het forfaitair gedeelte toegekend tijdens het vorig jaar te verhogen met een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het in aanmerking genomen jaar te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het vorig jaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen.

Article 3
Article 4, dernier alinéa de la convention collective du 30 juin 2006 concernant la prime d'attractivité est remplacé à partir de la date d'entrée en vigueur de cette convention collective de travail par le texte suivant:
"Le montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.

Deze forfaitaire basisbedragen zijn vastgesteld op basis van de index 113,87 van 1 november 2004 (basis 1996 op 100%)."

Artikel 4

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 01 juli 2011. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.
Zij kan worden opgezegd door elk der partijen, mits een opzegtermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten.

Ces montants forfaitaires de base sont fixés à l'indice 113,87 de 1 novembre 2004 (base 1996 à 100 %)."

Article 4

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 01 juillet 2011. Elle est conclue pour une durée indéterminée.
Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des services de santé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen
Afdeling van het sectoraal overleg

SERVICE PUBLIC FEDERAL
Emploi, Travail et
Concertation sociale
Direction générale Relations collectives de travail
Division de la concertation sectorielle

ERRATUM

Commission paritaire des établissements et des services de santé

CCT n° 190699/CO/330
du 17/10/2024

Correction du texte néerlandais :

- La dénomination de la CP au début de la CCT et à l'article 6 (à la fin) doit être corrigée comme suit : "Paritair Comité voor gezondheids**inrichtingen** en -diensten".

Correction dans les deux langues :

- A l'article 2, le numéro d'enregistrement de la CCT du 30 juin 2006 doit être corrigé comme suit : "83937/CO/**305**".

Décision du 17/12/24

ERRATUM

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

CAO nr. 190699/CO/330
van 17/10/2024

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- De benaming van het PC in het begin van de CAO en in artikel 6 (einde) moet als volgt verbeterd worden : "Paritair Comité voor gezondheids**inrichtingen** en -diensten".

Verbetering in beide talen :

- In artikel 2, moet de registratienummer van de CAO van 30 juni 2006 als volgt verbeterd : "83937/CO/**305**".

Beslissing van 17/12/24

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190699/CO/330

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective de travail du 30 juin 2006 concernant l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée sous le numéro 83937, rendue obligatoire par arrêté royal du 1/10/2008, M.B. 27/11/2008).

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services de santé (CP 330 - secteurs transférés) mentionnés ci-dessous qui sont agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune ou par la Région wallonne :

- des maisons de soins psychiatriques ;
- des initiatives d'habitation protégée ;
- des homes pour personnes âgées, des maisons de repos et de soins, et des centres de soins de jour ;
- des centres de revalidation.

On entend par « travailleurs » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.

La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 30 juin 2006 concernant l'octroi de la prime d'attractivité (enregistrée sous le numéro 83937, rendue obligatoire par arrêté royal du 1/10/2008, M.B. 27/11/2008), reprise par la commission paritaire des établissements et services de santé par la convention collective de travail particulière du 10 septembre 2007 (numéro d'enregistrement 85666/CO/330, rendue obligatoire par Arrêté royal du 30 juillet 2008, Moniteur belge du 3 septembre 2008).

V 100305

Article 3.

Dans la convention collective de travail du 30 juin 2006 relative à l'octroi de la prime d'attractivité, est ajouté à l'article 6 le paragraphe 2 suivant :

§ 2. La prime d'attractivité peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 6. La conversion de la prime brute d'attractivité, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

Article 4.

Dans la même convention collective de travail du 30 juin 2006, est ajouté dans l'article 6 le paragraphe 3 suivant :
§3. La partie du montant annuel de la prime d'attractivité qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Article 5.
Dans la même convention collective de travail du 30 juin 2006, il est inséré un paragraphe 4 à l'article 6:
§ 4: Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de la prime brute d'attractivité peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 6.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 7.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

INRICHTINGEN

PARITAIR COMITÉ VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie (geregistreerd onder nummer 83937/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1/10/2008, B.S. van 27/11/2008). 305

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de gezondheidsinrichtingen en -diensten (PC 330 – overgehevelde sectoren) hieronder vermeld die worden erkend en/of gesubsidieerd door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of het Waalse gewest:

– de psychiatrische verzorgingstehuizen;

– de initiatieven van beschut wonen;

– de rusthuizen voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra;

– de revalidatiecentra.

Onder "werknemers" wordt verstaan: elke persoon, ongeacht het geslacht, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader vastgelegd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie geregistreerd onder nummer 83937/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1/10/2008, B.S. van 27/11/2008), overgenomen door het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en - diensten bij bijzondere collectieve arbeidsovereenkomst van 10 september 2007 (registratienummer 85666/CO/330, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 30 juli 2008, Belgisch Staatsblad van 3 september 2008).

Artikel 3.

In de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 betreffende de toekenning van de attractiviteitspremie wordt aan artikel 6 de volgende paragraaf 2 toegevoegd:

§2. De attractiviteitspremie kan worden omgezet in één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in artikel 6. Enkel een omzetting van de bruto attractiviteitspremie met inbegrip van de patronale RSZ-bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Artikel 4.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006, wordt in artikel 6 de volgende paragraaf 3 toegevoegd:

§ 3. Het deel van het jaarlijks bedrag van de attractiviteitspremie dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Artikel 5.

In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2006 wordt een paragraaf 4 in artikel 6 ingevoegd, dat als volgt luidt:

§4: Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto attractiviteitspremie kunnen worden overeengekomen bij sectorale collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 6.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten die alle ondertekenende organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor gezondheidsinstellingen en -diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging. ~~instellingen~~ inrichtingen

Artikel 7.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

SECTEURS AMBULATOIRES DE LA CP 330 DEPENDANT DE LA COCOF OU DE LA COCOM

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Neerlegging-Dépôt: 22/12/2022
Regist.-Enregistr.: 20/01/2023
N°: 177772/CO/330

Commission paritaire des établissements et services de santé	Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten
Convention collective de travail du 12 décembre 2022 portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles	**Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 betreffende de eindejaarstoelage voor de ambulante sectoren van Brussel**
Article 1. Champ d'application §1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des services sociaux, des services de santé mentale, de l'aide aux justiciables et autres services ambulatoires – à l'exception des maisons médicales - qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire commune ou par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.	**Artikel 1. Toepassingsgebied** §1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de sociale diensten, de diensten voor geestelijke gezondheid, van de hulp aan rechtzoekenden en andere ambulante diensten - met uitzondering van de wijkgezondheidscentra - die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en- diensten en die erkend en gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door de Franse gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
§2. Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.	§2. Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.
§3. Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1, §1 et §2 de la présente convention collective de travail en matière d'allocation de fin d'année, et ce pour l'année 2022 et les années suivantes.	§3. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1, §1 en §2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de eindejaarstoelage en dat voor het jaar 2022 en de daaropvolgende jaren.
Article 2. Montant des primes récurrentes. Le montant de l'allocation de fin d'année se compose de deux parties forfaitaires, majorées d'une partie variable. 1. Une partie forfaitaire non-indexée de :	**Artikel 2. Bedrag van de recurrente premies** Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit twee forfaitaire gedeelten, verhoogd met een variabel gedeelte. 1. Een niet-geïndexeerd forfaitair gedeelte van:

- 161,40 € euros pour les secteurs de l'ambulatoire agréés et subventionnés par la COCOM ; - 210,40 € pour les secteurs de l'ambulatoire agréés et subventionnés par la COCOF (161,40 € + 49 €).	- 161,40 euro voor de ambulante sectoren erkend en gesubsidieerd door de GGC: - 210,40 € voor de ambulante sectoren erkend en gesubsidieerd door de FGC (161,40 € + 49 €).
2. Une partie forfaitaire indexée composée de 2 montants :	2. Een geïndexeerd forfaitair gedeelte dat bestaat uit twee bedragen:
2.1 Un premier montant est calculé depuis 2001 conformément à l'application de l'article 5, § 2, point 1er, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, telle qu'elle a été modifiée par l'arrêté royal du 3 décembre 1987. Ce montant de la partie forfaitaire de l'année considérée est obtenu en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales.	2.1 een eerste bedrag wordt berekend sinds 2001 overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, punt 1, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987. Het bedrag van het forfaitair deel van het in aanmerking genomen jaar wordt verkregen door het forfaitair gedeelte van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat varieert in functie van de consumptieprijsindex. Dit percentage wordt verkregen door het indexcijfer van de maand oktober van het beschouwde jaar te delen door het indexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar. Dit percentage wordt berekend tot op vier decimalen.
2.2 Un deuxième montant forfaitaire issu du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune, qui diffère selon que le service est agréé par la Commission communautaire commune ou par la Commission communautaire française :	2.2 Een tweede forfaitair bedrag dat voortvloeit uit het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, dat verschilt naargelang de dienst erkend is door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door

- Pour les services agréés par la Commission communautaire française, ce deuxième montant forfaitaire brut est de 340 € (c'est à dire un montant de 389.27 euros en 2022). - Pour les services agréés par la Commission communautaire commune, ce deuxième montant forfaitaire brut est de 280 € (c'est-à-dire un montant de 320.60 euros en 2022). Ces montants correspondent à l'indice-pivot 105,10 (base 2013 = 100), pourcentage de liquidation 1,3728. Ils sont les montants de référence pour 2019 et seront indexés pour la première fois en 2020. Ces montants ont été convenus dans le cadre du Protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune.	de Franse Gemeenschapscommissie: - Voor de diensten erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, bedraagt dit tweede bruto forfaitair bedrag 340 € (dit wil zeggen een bedrag van 389.27 euro in 2022). - Voor de diensten erkend door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bedraagt dit tweede bruto forfaitair bedrag 280 € (dit wil zeggen een bedrag van 320.60 euro in 2022). Deze bedragen stemmen overeen met de spilindex 105,10 (basis 2013=100), vereffeningspercentage 1,3728. Dit zijn de referentiebedragen voor 2019 en deze zullen de eerste maal worden geïndexeerd in 2020. Deze bedragen werden overeengekomen in het kader van het Protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.
3. Une partie variable qui s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.	3. Een variabel gedeelte dat 2,5% bedraagt van het geïndexeerd bruto jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemers verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken jaar, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met

	uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.
Article 3. Prime exceptionnelle relative à l'année 2022. §1. Pour les services agréés par la Commission communautaire française, un montant forfaitaire supplémentaire unique est ajouté à la prime de l'année 2022. Il s'agit d'un montant brut de 880 €. §2. Pour les services agréés par la Commission communautaire commune, un montant forfaitaire supplémentaire unique est ajouté à la prime de l'année 2022. Il s'agit d'un montant brut de 1179,40€.	**Artikel 3. Uitzonderlijke premie betreffende het jaar 2022.** §1. Voor de diensten erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, wordt een eenmalig bijkomend forfaitair bedrag toegevoegd aan de premie van het jaar 2022. Het gaat om een brutobedrag van 880€. §2. Voor de diensten erkend door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt een eenmalig bijkomend forfaitair bedrag toegevoegd aan de premie van het jaar 2022. Het gaat om een bedrag van 1179,40€.
Article 4. Modalités d'octroi § 1 Le montant global de l'allocation de fin d'année est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a ou aurait bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions de l'article 3. Au niveau de l'entreprise, les dispositions dérogatoires existantes à la signature de la présente convention collective de travail, et qui ont trait à la période de référence, peuvent rester en vigueur. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.	**Artikel 4. Toekenningsmodaliteiten** § 1. Het totaalbedrag van de eindejaarstoelage wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent waarin hij volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties uitvoert en die zijn volledig loon heeft of zou ontvangen hebben tijdens de gehele referteperiode. De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers. De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de toelage toegekend volgens de bepalingen van artikel 3. Op ondernemingsniveau kunnen afwijkende regelingen, die bestaan bij de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst en die betrekking hebben op de referteperiode, van kracht blijven. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de maand.

§ 2 Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence. § 3 Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.	§ 2. Wanneer de werknemer het totale bedrag in het kader van de volledige arbeidsprestaties niet ontvangt, omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgelegd in verhouding tot de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode. § 3. Het bedrag van de toelage voor de deeltijdse werknemer wordt berekend in verhouding tot de duur van de arbeidsprestaties die hij heeft of zou hebben uitgevoerd tijdens de referteperiode.
Article 5. Liquidation L'allocation de fin d'année est liquidée en une seule fois au plus tard dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement.	**Artikel 5. Vereffening** De eindejaarstoelage wordt in één keer vereffend uiterlijk in de loop van de maand december van het jaar in kwestie of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat.
Article 6. Limites d'application L'allocation de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit l'allocation de fin d'année.	**Artikel 6. Toepassingsbeperkingen** De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties, verricht in het raam van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarspremie ontvangt.
Article 7. Conditionnalité L'application de la présente Convention est conditionnée respectivement à l'exécution par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune des engagements de financement repris dans le Protocole du 18 juillet 2018 dont question à l'art. 3. L'application de la présente convention est conditionnée respectivement à l'exécution par la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune des engagements de financement repris dans le protocole du 18 juillet 2018 et dans le Protocole d'accord 2021-2024 du 23 décembre 2021 pour	**Artikel 7. Voorwaarden** De toepassing van deze overeenkomst hangt respectievelijk af van de uitvoering door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de financiële verbintenissen opgenomen in het Protocol van 18 juli 2018 dat wordt vermeld in art. 3. De toepassing van deze overeenkomst hangt respectievelijk af van de uitvoering door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van de financiële verbintenissen opgenomen in het Protocol van 18 juli 2018 en in het protocolakkoord 2021-2024 van 23 december

les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune et de la Région de Bruxelles-Capitale.	2021 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie, van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
Article 8. Entrée en vigueur La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressé au président de la Commission paritaire des établissements et services de santé.	**Artikel 8. Inwerkingtreding** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2022. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Neerlegging-Dépôt: 31/10/2024
Regist.-Enregistr.: 22/11/2024
N°: 190697/CO/330

PARITAIRE COMMISSIE VOOR GEZONDHEIDSINSTELLINGEN EN -DIENSTEN (PC 330)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 betreffende de eindejaarstoelage voor de ambulante sectoren van Brussel (geregistreerd onder nummer 177772/CO/330 en algemeen verbindend verklaard door KB van 18/06/2023, B.S. van 30/06/2023).

Artikel 1.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de sociale diensten, de diensten voor geestelijke gezondheid, van de hulp aan rechtzoekenden en andere ambulante diensten - met uitzondering van de wijkgezondheidscentra - die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en- diensten en die erkend en gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door de Franse gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onder "werknemers" wordt verstaan elke persoon, ongeacht het geslacht, die in dienst is op basis van een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978.

Artikel 2.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter bevordering van de fiets-mobiliteit en wijzigt de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 betreffende de eindejaarstoelage voor de ambulante sectoren van Brussel (geregistreerd onder nummer 177772/CO/330 en algemeen verbindend verklaard door KB van 18/06/2023, B.S. van 30/06/2023).

Artikel 3.
In de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2022 worden de volgende leden toegevoegd aan artikel 5:

De eindejaarstoelage kan worden omgezet in een één enkel alternatief voordeel, zoals vastgelegd in onderhavig artikel 5. Enkel een omzetting van de bruto eindejaarstoelage met inbegrip van de patronale RSZ bijdrage tot invoering op bedrijfsvlak van een fietsleasing is mogelijk conform de bepalingen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2024 ter ondersteuning van de fietsmobiliteit waarin ook de modaliteiten met betrekking tot de invoering van een fietsleasing zijn opgenomen.

Het deel van het jaarlijks bedrag van de eindejaarstoelage dat maximaal mag worden gebruikt als alternatief voordeel voor het leasen van een fiets, wordt geplafonneerd. Dit grensbedrag/plafond wordt vastgelegd op het bedrag dat vereist is voor de totale kost voor de fietsleasing van maximum 12.000 euro voor de leaseperiode van 3 jaar. Dit bedrag van 12.000 euro wordt geproratiseerd in geval van een kortere duurtijd en wordt geïndexeerd door toepassing van een percentage dat afhangt van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt bekomen door het indexcijfer dat van kracht is in oktober van het betrokken kalenderjaar van uitbetaling te delen door het indexcijfer dat van kracht was in oktober van het voorgaande kalenderjaar. Het percentage wordt berekend tot op vier decimalen en afgerond volgens de wiskundige regels.

Alternatieve regelingen via de omzetting van een geheel of een gedeelte van de bruto eindejaarstoelage kunnen worden overeengekomen bij sectorale Collectieve Arbeidsovereenkomst ter ondersteuning van de fietsmobiliteit.

Artikel 4.
Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2024. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van zes maanden, bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die alle ondertekenende

organisaties hiervan in kennis stelt. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorzitter van het paritair comité voor de gezondheidsinrichtingen en –diensten de betrokken organisaties in kennis heeft gesteld van de opzegging.

Artikel 5.
Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds, en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

COMMISSION PARITAIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE SANTÉ (CP 330)

Convention collective du 17 octobre 2024 modifiant la convention collective de travail du 12 décembre 2022 portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles (enregistrée sous le numéro 177772/CO/330, rendue obligatoire par arrêté royal du 18 juin 2023, M.B. 30 juin 2023).

Article 1er.
La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des services sociaux, des services de santé mentale, de l'aide aux justiciables et autres services ambulatoires - à l'exception des maisons médicales - qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et qui sont agréés et subsidiés par la Commission communautaire commune ou par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

On entend par « travailleurs » toute personne, sans distinction de genre, engagée dans les liens d'un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978.

Article 2.
La présente convention collective de travail est conclue dans le cadre fixé par la convention collective du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo et modifie la convention collective de travail du 12 décembre 2022 portant sur l'allocation de fin d'année pour les secteurs ambulatoires de Bruxelles (enregistrée sous le numéro 177772/CO/330, rendue obligatoire par arrêté royal du 18 juin 2023, M.B. 30 juin 2023).

Article 3.
Dans la convention collective de travail du 12 décembre 2022, les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 5:

L'allocation de fin d'année peut être convertie en un seul avantage alternatif, conformément à l'article 5. La conversion de l'allocation brute de fin d'année, en ce compris la cotisation patronale de sécurité sociale, en un leasing vélo au niveau de l'entreprise, est possible dans le respect des dispositions de la Convention collective de travail du 17 octobre 2024 visant à encourager la mobilité à vélo, qui intègre les modalités de mise en œuvre du leasing vélo.

La partie du montant annuel de l'allocation de fin d'année qui peut être utilisée au maximum comme avantage alternatif pour le leasing vélo est plafonnée. Ce montant limite/plafond est fixé au montant requis pour le coût total du leasing vélo de maximum 12.000 euros pour la période du leasing de 3 ans. Ce montant de 12.000 euros est proratisé en cas de durée plus courte et est indexé par l'application d'un pourcentage variant en fonction de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage s'obtient en divisant l'indice en vigueur au mois d'octobre de l'année civile de versement considérée par l'indice qui était d'application au mois d'octobre de l'année civile précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales et est arrondi selon les règles mathématiques.

Des dispositions alternatives pour la conversion de tout ou partie de l'allocation brute de fin d'année peuvent êtres convenues par une convention collective de travail sectorielle visant à encourager la mobilité à vélo.

Article 4.
La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des établissements et services de santé qui en avisera toutes les organisations signataires. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois qui suit la date

à laquelle le Président de la commission paritaire des établissements et services de santé a avisé les organisations concernées de la dénonciation.

Article 5.
Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

PLATEFORMES DE SOINS PALLIATIFS DE LA CP 330 DEPENDANT DE LA REGION WALLONNE

Fédération des Associations Sociales et de Santé asbl

Contact 0477 59 67 29 + info@fass.be + www.fass.be + **Siège** rue Gheude 49, 1070 Anderlecht

N° entreprise 0454.268.717 + RPM Bruxelles + **Compte bancaire** BE06 5230 8072 7822

Neerlegging-Dépôt: 22/01/2022
Regist.-Enregistr.: 09/05/2022
N°: 172482/CO/330

Commission paritaire des établissements et services de santé

Convention collective de travail du 13 décembre 2021 relative au paiement d'une allocation de fin d'année et d'une prime d'attractivité au personnel des plates-formes de soins palliatifs agréés par la Région wallonne en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2021- 2024.

CHAPITRE 1ER : Champs d'application

Article 1er La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des plates-formes de soins palliatifs agréés par la Région wallonne en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2021- 2024.

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution l'accord non-marchand tripartite wallon 2021- 2024.

Article 3. Les dispositions de la présente convention collective de travail établissent les règles applicables aux travailleurs visés à l'article 1er en matière d'allocation de fin d'année et de prime d'attractivité pour l'année 2021 et les années suivantes.

CHAPITRE II : Montants et modalités d'application

Article 4. Le montant de l'allocation de fin d'année se compose d'une partie forfaitaire indexée majorée d'une partie variable.

1. A partir de 2021, la partie forfaitaire est égal à 748,22 €.
2. A partir de 2024, la partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 5. Le montant de la prime d'attractivité se compose d'une partie forfaitaire indexée majorée d'une partie variable.

1. A partir de 2021, la partie forfaitaire est égal à 691,22 €.
2. A partir de 2021, la partie variable s'élève à 0,53 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute barémique indexée due aux travailleurs concernés pour le mois d'octobre de l'année considérée par douze, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 6. Les montants des parties forfaitaires de l'allocation de fin d'année et de la prime d'attractivité pour l'année considérée sont obtenus en majorant les parties forfaitaires de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice lissé du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice lissé du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à quatre décimales. Ces montants forfaitaires de base sont fixés à l'indice 110,53 (base 2013 à 100 %).

Article 7. § 1er. Le montant global de l'allocation de fin d'année et de de la prime d'attractivité est octroyé au travailleur qui exerce une fonction impliquant l'exécution de prestations de travail complètes effectives ou assimilées pendant toute la période de référence.

Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

La période de référence est la période allant du 1er janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de l'allocation octroyée conformément aux dispositions des articles 4 et 5. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§ 2. Lorsque le travailleur ne peut bénéficier de l'allocation globale dans le cadre de prestations de travail complètes parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de l'allocation est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§ 3. Le montant de l'allocation est calculé pour le travailleur occupé à temps partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 8. L'allocation de fin d'année et la prime d'attractivité sont liquidées en une seule fois dans le courant du mois de décembre de l'année considérée.

Article 9. L'allocation de fin d'année et la prime d'attractivité ne sont pas dues aux travailleurs licenciés pour motif grave, ni pour des prestations de travail effectuées dans le cadre d'un contrat d'étudiant ou d'un contrat de remplacement pour la partie pour laquelle le travailleur remplacé reçoit l'allocation de fin d'année.

Article 10. La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une allocation de fin d'année et d'une prime d'attractivité au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Article 11. La présente convention collective de travail s'applique pour autant que le Gouvernement wallon ait pris les dispositions nécessaires auprès des administrations concernées pour que les subventions dédiées aux allocations et primes visées aux article 4 et 5 aient été versées aux opérateurs

visés à l'article 1 dans des délais permettant leur liquidation, comme prévu dans la présente convention collective de travail et l'accord non-marchand tripartite wallon 2021- 2024.

CHAPITRE III : Dispositions finales

Article 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 13 décembre 2021. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire des établissements et services de santé.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvée par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2021 betreffende de betaling van een eindejaarstoelage en van een attractiviteitspremie aan het personeel van de platformen voor palliatieve zorg erkend door het Waalse Gewest ter uitvoering van het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2021-2024.

HOOFDSTUK 1: Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de platformen voor palliatieve zorg erkend door het Waalse Gewest ter uitvoering van het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2021-2024.

Onder werknemers wordt het mannelijk en vrouwelijk werklieden en bediendepersoneel verstaan.

Artikel 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter uitvoering van het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2021-2024.

Artikel 3. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst leggen de regels vast die van toepassing zijn op de werknemers bedoeld in artikel 1 met betrekking tot de eindejaarstoelage en de attractiviteitspremie voor het jaar 2021 en de daaropvolgende jaren.

HOOFDSTUK II: Bedragen en toepassingsmodaliteiten

Artikel 4. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een geïndexeerd forfaitair deel, verhoogd met een variabel gedeelte.

1. Met ingang van 2021 is het forfaitait gedeelte gelijk aan 748,22€.
2. Met ingang van 2024 bedraagt het variabel gedeelte 2,5% van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemers verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken jaar, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 5. Het bedrag van de attractiviteitspremie bestaat uit een geïndexeerd forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.

1. Met ingang van 2021 is het forfaitair gedeelte gelijk aan 691,22€.
2. Met ingang van 2021 bedraagt het variabel gedeelte 0,53% van het geïndexeerd brutojaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto jaarloon wordt verstaan: de uitkomst van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, aan de betrokken werknemers verschuldigd voor de maand oktober in het betrokken jaar, in

voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatstoelage, maar met uitsluiting van andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 6. De bedragen van de forfaitaire gedeelten van de eindejaarstoelage en van de attractiviteitspremie voor het betrokken jaar worden verkregen door de forfaitaire gedeelten van het vorige jaar te verhogen met een percentage dat varieert in functie van de evolutie van de consumptieprijsindex. Dit percentage wordt verkregen door het afgevlakte indexcijfer van de maand oktober van het beschouwde jaar te delen door het afgevlakte indexcijfer van de maand oktober van het vorige jaar. Dit percentage wordt berekend tot op vier decimalen. Deze forfaitaire basisbedragen worden vastgesteld volgens de index 110,53 (basis 2013 aan 100 %).

Artikel 7. §1. Het globale bedrag van de eindejaarstoelage en van de attractiviteitspremie wordt toegekend aan de werknemer die een functie uitoefent die de uitvoering impliceert van volledige effectieve of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de gehele referteperiode.

De gelijkgestelde arbeidsprestaties staan opgesomd in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het jaar in kwestie. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de toelage toegekend volgens de bepalingen van de artikelen 4 en 5. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan vóór de zestiende kalenderdag van de maand.

§ 2. Wanneer de voltijdse werknemer geen recht heeft op de globale toelage in het kader van de volledige arbeidsprestaties, omdat hij werd aangeworven of omdat hij het bedrijf heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de toelage vastgelegd in verhouding tot de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

§ 3. Het bedrag van de vergoeding voor de deeltijdse werknemer wordt berekend in verhouding tot de duur van de arbeidsprestaties die hij heeft of zou hebben geleverd tijdens de referteperiode.

Artikel 8. De eindejaarspremie en de attractiviteitspremie worden uitbetaald in één keer in de loop van de maand december van het betreffende jaar.

Artikel 9. De eindejaarstoelage en de attractiviteitspremie zijn niet verschuldigd aan om dringende reden ontslagen werknemers, noch voor arbeidsprestaties, verricht in het raam van een studentencontract, of een vervangingscontract voor het gedeelte waarvoor de vervangen werknemer de eindejaarstoelage ontvangt.

Artikel 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarstoelage en een attractiviteitspremie genieten die tenminste gelijkwaardig is aan diegene die is bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing voor zover de Waalse Regering de nodige schikkingen heeft getroffen bij de betrokken administraties opdat de subsidies uitgetrokken voor de toelagen en premies bedoeld in de artikelen 4 en 5 gestort werden aan de operatoren bedoeld in artikel 1 binnen de termijnen waarbinnen ze betaald kunnen worden, zoals bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst en in het Waalse tripartiete non-profitakkoord 2021-2024.

HOOFDSTUK III – Slotbepalingen

Artikel 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 13 december 2021. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, worden wat de ondertekening van deze collectieve overeenkomst betreft, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die werden goedgekeurd door de leden en ondertekend door de voorzitter en de secretaris.